

REQUALIFICATION DE LA RD141



ENQUETE UNIQUE

**ENQUETE PREALABLE
A LA DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE
ENQUETE PARCELLAIRE
COMPATIBILITE AVEC PLU**

**Du 27 avril au 30 mai 2015
Commissaire Enquêteur : M. Maurice NAYE
Commissaire Suppléant : M. Philippe COULON**

Thème : Requalification de la RD141. Enquête unique (DUP, Parcellaire et Compatibilité avec PLU)

CHAPITRE 1 – GENERALITES CONCERNANT L’OBJET DE L’ENQUETE

1.1 – Présentation générale	2
1.1.1 – Le contexte	2
1.1.2 – Diagnostic économique et démographique	2
1.2 – Pourquoi un programme global	7
A -Le projet de la requalification de la RD 141	7
1.2.1 – Origine du projet	7
1.2.2 – Choix du site	8
1.2.3 – Périmètre de l’opération	10
1.2.4 – Les enjeux	11
1.2.5 – Projet de requalification	14
1.2.6 – Les autres projets en lien avec la requalification de la RD 141	16
B – Le parc de développement économique d’Illies-Salomé	16
1.2.7 – Contexte économique.....	16
1.2.8 – Choix du site.....	17
1.3 – Etudes d’impact.....	21
1.3.1 – Circulation et déplacements	22
1.3.2 – Qualité de l’air et de la santé	26
1.3.3 – Caractéristiques physiques du site	28
1.3.4 – Risques industriels et technologiques	29
1.3.5 – Climatologie	29
1.3.6 – Environnement naturel et paysager.....	30
1.3.7 – Les éléments humains et économiques	31
1.3.8 – Le patrimoine culturel.....	31
1.3.9 – Documents d’urbanisme.....	32
1.3.10 – Réseau	32
1.3.11 – Le chantier	32

CHAPITRE 2 – ORGANISATION ET DEROULEMENT DES ENQUETES

2.1 - Organisation des enquêtes	34
2.2 - Déroulement des enquêtes	34

CHAPITRE 3 – EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

3.1 – Procès verbal	36
3.2 – Mémoire de réponse	41

CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

ANNEXES	58
Registre d’enquête et Courriers	59
Personnes publiques associées	60
Affichage et parutions presse	93
Documents administratifs	101
Codes de loi.....	107

CHAPITRE 1 – GENERALITES CONCERNANT L'OBJET DE L'ENQUETE.

1-1 : Présentation générale.

1-1-1 : Le contexte.

En 2001, un diagnostic réalisé sur la métropole lilloise a mis en évidence un risque de chute de l'offre foncière à caractère économique. Pour répondre à ce problème, Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) a décidé par délibération du 11 mars 2003 d'aménager 1 000 hectares supplémentaires de sites économiques en 10 ans.

Une part importante de ces sites économiques est localisée dans le territoire des Weppes. Ils sont identifiés au Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole. Ainsi, le secteur Illies - Salomé - La Bassée devrait accueillir à terme 120 hectares de parc d'activités supplémentaires.

Concernant le site intercommunal d'Illies et de Salomé, situé à l'intersection de la RN 41 et de la RN 47, LMCU a décidé d'engager un ensemble d'études pré-opérationnelles dès fin 2015. Elles ont été réalisées en 2008-2009, sous mandat confié à la SORELI.

En 2008, le site d'Illies-Salomé, inscrit entre la RN 47, RN 41 et la RD141, a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique. Le développement potentiel de ce site de 80 ha classé en « Zone à Urbaniser Différée » (AUDa) a conduit à réfléchir à sa desserte. (*voir Annexes*) et l'arrêté de DUP 2008 et la prorogation pour 5 ans (*voir Annexes*).

La requalification de la RD 141 permettra de desservir le parc d'activités d'Illies - Salomé depuis la RN41 et la RD 145, et d'améliorer la liaison entre les territoires d'Illies et de Salomé.

1-1-2 : Diagnostic économique et démographique.

1-1-2-1 : Remarques générales.

La RD141 s'installe sur les communes d'Illies et de Salomé, territoires implantés en bordure des départements du Nord et du Pas-de-Calais, à proximité de la continuité RN41/RN47 formant un axe majeur entre Lille et Lens.

Cette route départementale, traversant actuellement des espaces ruraux et bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, constitue un maillage secondaire du territoire, et est interdite à la circulation générale (sauf aux agriculteurs et aux riverains) pour des raisons de sécurité.

La stratégie de développement économique, portée par Lille Métropole Communauté Urbaine apporte à cet axe de liaison Illies/Salomé, une toute autre importance.

Elle a d'abord vocation à offrir une nouvelle desserte aux espaces économiques majeurs inscrits dans la stratégie des 1000 hectares. La zone d'activités d'Illies-Salomé en fait partie, et représente 80 ha répertoriés AUDa (zone naturelle à urbaniser différée) au PLU.

Elle permettra d'autre part d'assurer une liaison directe entre les communes d'Illies et de Salomé. En effet, les deux bourgs ne sont distants que de moins de 3km, et s'inscrivent dans différents réseaux de transports alternatifs à l'automobile :

- Un point d'arrêt SNCF (halte TER) dessert la commune de Salomé ;
- Plusieurs itinéraires cyclables sont aménagés notamment sur la RN41 et le long du Canal d'Aire ;
- Le secteur bénéficie également de facilités d'accès au réseau de transport en commun via la RN41 et la RD 145 où circulent 3 lignes Transpole (64, 65 et 236).

Cette continuité possible entre la RD 141 requalifiée et les différents modes de transport précités constitue un volet important du projet.

Enfin, la requalification de la RD141, dont découle la présente étude d'impact, fait l'objet d'emplacements réservés dans le document d'urbanisme communautaire.

1-1-2-2 : Démographie.



Eglise de Salomé



Eglise d'Illies

A – Evolution de la population.

Population sans double compte	1982	1990	1999	2009
ILLIES	1083	1194	1256	1425
SALOME	2781	2955	2937	2985
Département du Nord	2520526	2531855	2554449	2571940

Illies et Salomé enregistrent une évolution positive entre 1982 et 2009 avec une augmentation respective de +342 habitants à Illies et de +204 habitants à Salomé.

L'évolution positive est particulièrement soutenue sur Illies avec une progression de 32% par rapport à 1982, sans fléchissement.

Sur Salomé, l'évolution est marquée par un léger fléchissement sur la période 1990/1999 avant de reprendre le fil de la croissance (+7,3% entre 1982 et 1999).

Ces variations sont liées aux soldes naturel et migratoire avec des constats différents entre les communes.

Sur Illies, l'évolution positive constatée depuis 1982 résulte de la combinaison associée du solde naturel et du solde migratoire. Le territoire d'Illies, aux caractéristiques plus rurales, bénéficiant d'une attractivité importante contrairement à Salomé davantage marqué par un environnement industriel.

Sur Salomé on constate que le solde migratoire nul voire négatif sur les périodes 1990/1999 et 1999/2009 pénalise l'essor démographique. Le solde naturel positif important n'arrive cependant pas à compenser le solde migratoire déficitaire.



Mairie de Salomé



Mairie d'Illies

B – Structure de la population.

Salomé et Illies ne suivent pas la tendance nationale et départementale. Le phénomène de vieillissement de la population est imperceptible, avec une stabilité des 0-19 ans depuis 1999. La part des 60 ans et plus tend également à diminuer entre 1999 et 2009.

	Population totale			0-19 ans			60 ans et +		
	1990	1999	2009	1990	1999	2009	1990	1999	2009
ILLIES	1194	1256	1425	30,6%	31,8%	31,5%	19,1%	17,9%	14,8%
SALOME	2955	2937	2985	30,4%	27,8%	27,2%	16,4%	18,7%	17,7%
Département	2531855	2554449	2571940	30,7%	28,1%	27,2%	17%	18%	19%

1-1-2-3 : Activité économique.

Sur Illies et Salomé, la population active a progressé de façon plus soutenue que l'évolution de la population totale.

Ainsi à Illies, le nombre d'actifs est passé de 543 à 686 soit une augmentation de 143 et une progression du taux d'activité de 5 points.

Sur Salomé, la population active a augmenté de 126 passant de 1286 en 1999 à 1412 en 2009.

En comparaison avec le département, la progression du taux d'activité a été plus soutenue dans ces deux agglomérations.

Le taux de chômage enregistre une nette baisse sur Illies, passant de 11,8% à 6,1%. Sur Salomé il est passé de 13% à 9,7%. Sur ces deux communes ces résultats sont inférieurs au taux départemental (15,1%) bien qu'en recul.

	Taux d'activité en %		Taux de chômage en %	
	1999	2009	1999	2009
ILLIES	43.2	48.1	11.8	6.1
SALOME	43.8	47.3	13	9.7
Département	42.4	44.8	17.7	15.1

A- Les emplois.

L'analyse du taux d'emploi (rapport du nombre d'emplois/population active totale) montre une faiblesse de l'offre d'emploi locale. Les situations d'Illies et de Salomé sont cependant différentes.

Sur Illies, le nombre d'emplois offerts enregistre un net recul, passant de 409 en 1999 à 305 en 2009. Ceci explique le recul du taux d'emplois passant de 0,75 en 1999 à 0,44 en 2009.

Par contre l'offre d'emplois progresse à Salomé (272 en 1999, 386 en 2009 soit 114 emplois en plus). Ceci explique l'évolution du taux d'emplois (0,21 à 0,27).

Cependant, que ce soit sur Illies ou sur Salomé, le taux d'emplois, largement inférieur à 1 en 2009 (0,44 et 0,27) ne permet pas de satisfaire l'ensemble des actifs habitant les territoires.

Les migrations pendulaires domicile-travail sont, de ce fait importantes (Métropole lilloise et Bassin minier).

B – Mobilité.

Le trafic d'échange avec l'arrondissement de Lille a augmenté entre 1998 et 2007 de 2,2% par an en moyenne. Le trafic de transit a plus progressé en part relative (+3,2%) mais le trafic d'échange reste largement majoritaire, surtout pour les véhicules légers.

Les études de mobilité montrent que le réseau autoroutier (et la RN 41) structure les déplacements d'échange avec l'arrondissement de Lille pour les véhicules légers (70% du trafic VL passe par ce réseau) mais surtout pour les Poids lourds (90%).

Le volume du trafic sur l'A1 est presque comparable à la somme des volumes de trafic sur les 18 routes départementales enquêtées en limite d'arrondissement.

Le transit utilise presque exclusivement le réseau autoroutier. La majorité des déplacements d'échanges VL s'effectue sur les territoires proches de l'arrondissement de Lille. La « première couronne » (bassin minier et SCOT Flandre intérieure) représente 53% de trafic d'échange (1875000 VL/jour) et les territoires belges limitrophes 22% (78300 VL/jour).

A l'intérieur de l'arrondissement, la ville de Lille est l'origine ou la destination d'un quart des déplacements d'échange (87300 VL/jour), malgré une augmentation plus faible que la moyenne. Le principal motif des déplacements d'échange est le motif domicile-travail. Il représente 34%.

Le taux d'occupation moyen est relativement stable (1,39 % en 2007 contre 1,41 en 1998). Le taux d'occupation pour les déplacements domicile-travail est plus faible (1,17%).

C - Secteurs d'activité.

Le secteur primaire :

PRIMAIRE	Emplois dans le secteur agricole	
	1999	2009
ILLIES	8.7% (32)	NC
SALOME	0.1% (4)	0%
Département	1.9%	1.3%

Sur Illies, l'activité agricole représentait un secteur très important en 1999 (près de 7 points supérieur à la moyenne départementale). Même si cette activité a dû baisser depuis (même si les chiffres n'ont pas été communiqués officiellement) il s'agit d'un secteur à intégrer.

Sur Salomé, on ne compte plus d'actifs occupés par le secteur agricole en 2009. Toutefois, la aussi, au regard de l'occupation des sols, une activité agricole tournée vers la grande culture, façonne les espaces bordant la zone de projet.

Les services de Lille Métropole ont réalisé un plan des emprises foncières avec le souci de minimiser les emprises à acquérir. Cela permet d'engager des négociations amiables dans les

meilleurs délais. 12 propriétaires différents ont été identifiés (dont LMCU, le CG59 ou la DDTM), la surface totale d'acquisition de surface agricole étant de l'ordre de 0,7 ha.

Le secteur secondaire :

SECONDAIRE	Industrie		Construction	
	1999	2009	1999	2009
ILLIES	59% (216)	NC	5.4% (20)	NC
SALOME	36% (109)	29.4% (138)	6.9% (21)	9.27% (43)
Département	20.6%	15.3%	5.1%	6.1%

Sur Illies en 1999 le secteur secondaire représentait l'essentiel des emplois soit 59% (21% à l'échelon départemental). La société MALBRANQUE (gros employeur industriel en robinetterie) a cependant cessé ses activités. La part de l'emploi industriel dans l'emploi total a donc dû fortement diminuer.

Sur Salomé, l'emploi industriel augmente entre 1999 et 2009 avec environ 138 emplois. Il est toutefois en recul en valeur relative si l'on tient compte du travail tertiaire. Les principaux emplois industriels se concentrent sur la zone Le Chapeau, en limite avec la commune de La Bassée. Le secteur de la construction augmente de 3 points.

Le secteur tertiaire :

	1999	2009
ILLIES	26.7% (98)	NC
SALOME	55.6% (168)	61.4% (288)
Département	72.3%	77.3%

Le secteur tertiaire enregistre une progression soutenue sur le territoire de Salomé avec près de 150 emplois supplémentaires soit près du double par rapport à 1999. En valeur relative, la part de l'emploi tertiaire reste inférieure de près de 10 points à la moyenne départementale.

Sur Illies le nombre d'emploi offert dans le secteur tertiaire est très faible, inférieure à 30% en 1999. Au regard des tendances observées au niveau de l'emploi industriel, sa part a probablement augmenté en valeur relative.

1-2 : Pourquoi un programme global ?

A – Le projet de requalification de la RD 141.

1-2-1 : Origine du projet :

En 2001, un diagnostic réalisé sur la métropole lilloise a mis en évidence un risque de resserrement de l'offre foncière à caractère économique. Pour répondre à ce problème, Lille Métropole Communauté Urbaine a décidé par délibération du 11 mars 2003 d'aménager 1 000 hectares supplémentaires de sites économiques en 10 ans.

Une part importante de ces sites économiques est localisée dans le territoire des Weppes et sont identifiés au Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole.

Le secteur Illies - Salomé - La Bassée devrait accueillir à terme 120 hectares de parc d'activités supplémentaires.

Fin 2005 Lille Métropole Communauté Urbaine a décidé d'engager un ensemble d'études pré opérationnelles concernant le site intercommunal d'Illies - Salomé, situé à l'intersection de la RN 41 et de la RN 47. Elles ont été réalisées en 2008-2009, sous mandat confié à la SORELI.

En 2008, le site d'Illies-Salomé, situé entre la RN 47, RN 41 et la RD141, a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique. Le développement potentiel de ce site de 80 ha classé en AUDA a conduit à réfléchir à sa desserte.

La requalification de la RD 141 permettra de desservir le parc d'activités d'Illies-Salomé depuis la RN41 et la RD 145, et d'améliorer la liaison entre les territoires d'Illies et de Salomé.

1-2-2 : Choix du site :

Située entre les communes d'Illies et de Salomé, la RD 141 longe des territoires en bordure des départements du Nord et du Pas de Calais entre les RN 41 et RN 47 le tout formant un axe majeur entre Lille et Lens.

Cette route départementale, traversant actuellement des espaces ruraux et bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, constitue un maillage secondaire du territoire, et est interdite à la circulation générale (sauf aux agriculteurs et aux riverains) pour des raisons de sécurité.



Hameaux le long de la RD141



La RD 141 est actuellement dégradée et interdite à la circulation automobile



Le nouveau tracé de la RD141 devra tenir compte du pylône électrique et du blockhaus

En raison de la stratégie de développement économique, portée par Lille Métropole Communauté cet axe de liaison Illies/Salomé prend actuellement une toute autre importance.

Dans la stratégie des 1000 hectares, elle permettra tout d'abord d'offrir une nouvelle desserte aux espaces économiques majeurs. La zone d'activités d'Illies-Salomé en fait partie, et représente 80 ha répertoriés AUDa (zone naturelle à urbaniser différée) au PLU.

En outre elle permettra d'assurer une liaison directe entre les communes d'Illies et de Salomé. Les deux bourgs ne sont distants que de moins de 3km, et s'inscrivent dans différents réseaux de transports alternatifs à l'automobile :

- Un point d'arrêt SNCF (halte TER) dessert la commune de Salomé ;
- Plusieurs itinéraires cyclables sont aménagés notamment sur la RN41 et le long du Canal d'Aire ;
 - Le secteur bénéficie également de facilités d'accès au réseau de transport en commun via la RN41 et la RD 145 où circulent 3 lignes Transpole (64, 65 et 236).

Cette continuité possible entre la RD 141 requalifiée et les différents modes de transport précités constitue un volet important du projet.

Enfin, la requalification de la RD141, dont découle la présente étude d'impact, fait l'objet d'emplacements réservés dans le document d'urbanisme communautaire.

1-2-3 : Périmètre de l'opération :

Le projet de requalification de la RD 141 s'étend sur environ 5 ha. L'aménagement de la voie de shunt au nord de la RN41 s'installe sur une emprise d'environ 0,5 ha.

Les terrains sont limités :

- par la voirie parallèle au nord de la RN41
- au Sud par la RD 145

A noter la piste cyclable qui se prolonge jusqu'à la rue Jules Ferry au sud en direction de Salomé centre.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



1-2-4 : Les enjeux :

L'état initial de l'environnement a permis d'identifier différents enjeux sur le territoire. Ces enjeux constituent un outil d'aide à la décision permettant aux gestionnaires de définir leurs projets en adéquation avec l'environnement naturel, paysager, urbain et économique du secteur d'étude.

Ainsi, le projet de requalification de la RD141 devra répondre aux enjeux suivants :

Enjeux Forts :

- Amélioration de la desserte (tous transports) et sécurité
- Préservation des éléments naturels remarquables (haies, saules têtards)
- Collaboration avec les concessionnaires notamment pour les réseaux d'électricité et air liquide
- Conformité avec les documents d'aménagement et d'Urbanisme

Enjeux Moyens

- Réduction des nuisances des transports et amélioration du cadre de vie et de la qualité des espaces publics
- Respect des objectifs de qualité des eaux souterraines et des eaux
- Valorisation de l'eau, préservation des vues, utilisation des espèces végétales locales

La requalification de la RD141 est liée de manière indirecte à d'autres projets répondant à des enjeux de création d'emploi et de développement économique.

En effet, dans le cadre de sa politique « 1000 hectares de zones d'activité », LMCU prévoit sur ce secteur l'implantation de plusieurs structures économiques (voir carte page suivante), dont la desserte sera partiellement assurée par la RD141 et pour lesquelles le programme et les échéances de mise en services sont plus ou moins avancées. On distingue ainsi deux grandes phases d'aménagement sur le secteur :

*** Phase 1** (échéances à 5 ans, soit 2018) comprenant :

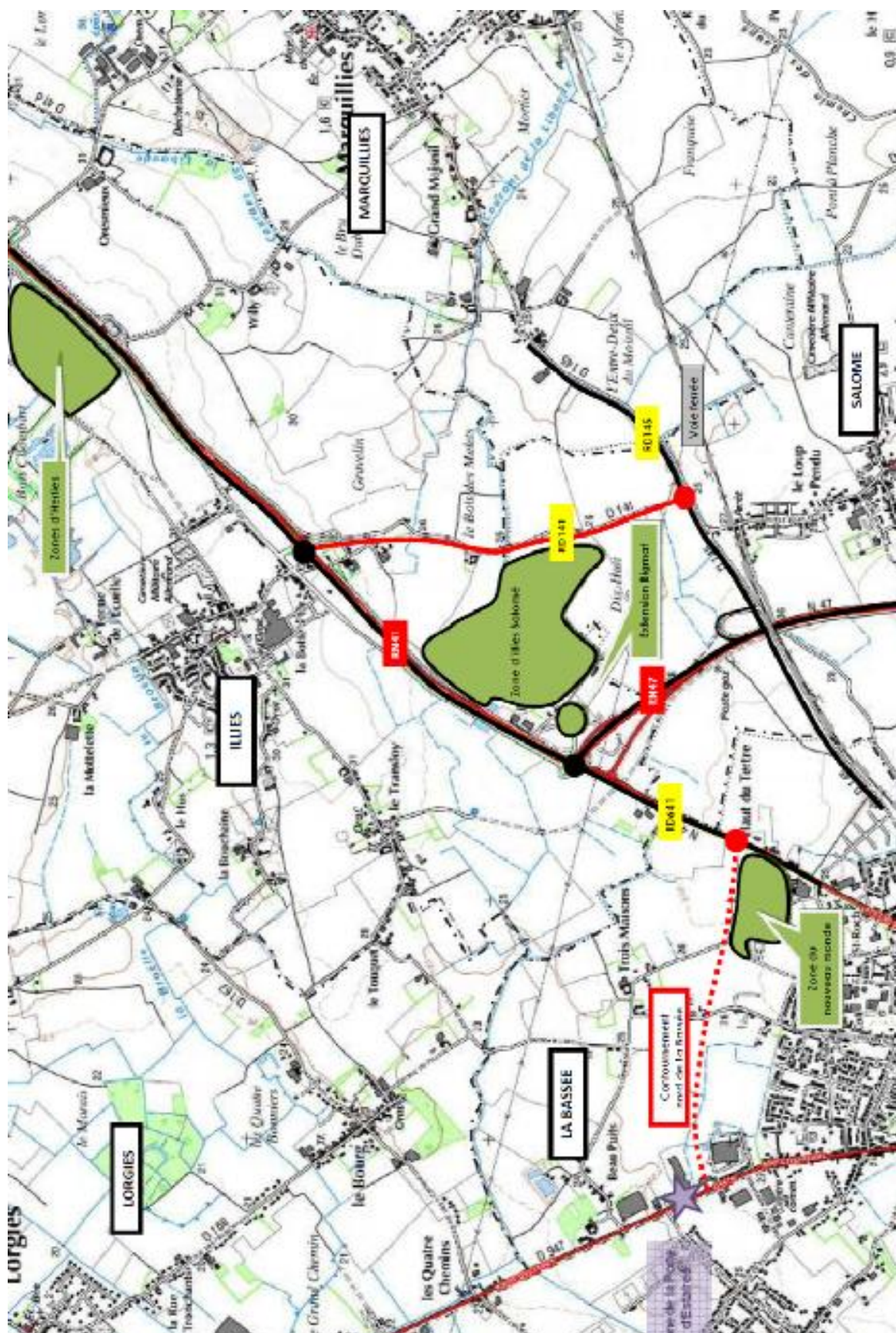
- La réalisation de la zone du Nouveau Monde
- L'extension zone Bigmat
- La réalisation de la zone d'Herlies (appel à projet site de « La vieille Forge ») et du parc d'activités d'Herlies à proximité,
- Une partie de la zone d'Illies-Salomé (environ 40ha, dont 26 ha de SHON)

*** Phase 2** (échéances à 15-20 ans, soit 2030 environ) comprenant :

- Le complément de la zone d'Illies-Salomé (environ 40 ha)
- D'autres zones potentielles sur le secteur (zone de la porte d'Estaires, PA du Moulin de Coisne, zone d'Illies-la Bassée,...)

Le projet de requalification de la RD 141 vient favoriser l'accessibilité du futur projet de développement économique d'Illies-Salomé, et participe également à la fluidité de la circulation à terme sur le secteur.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



1-2-5 Projet de requalification.

Le présent projet porte sur :

- La requalification de la RD 141 avec :
 - Élargissement de la chaussée
 - Correction des virages
 - Création d'un cheminement doux (piste cyclable ouverte aux piétons)
- L'aménagement d'une voie directe de tourne à droite (voie de shunt) sur le giratoire RN41/RD141 giratoire d'Illies
- L'aménagement d'un carrefour « en T » sur la RD141 pour desservir le futur projet de développement économique sur Illies Salomé
- L'aménagement d'un carrefour « en T » au niveau de l'intersection RD141/RD145
- Le prolongement de la liaison cyclable le long de la RD145 jusqu'à la halte TER de Salomé.

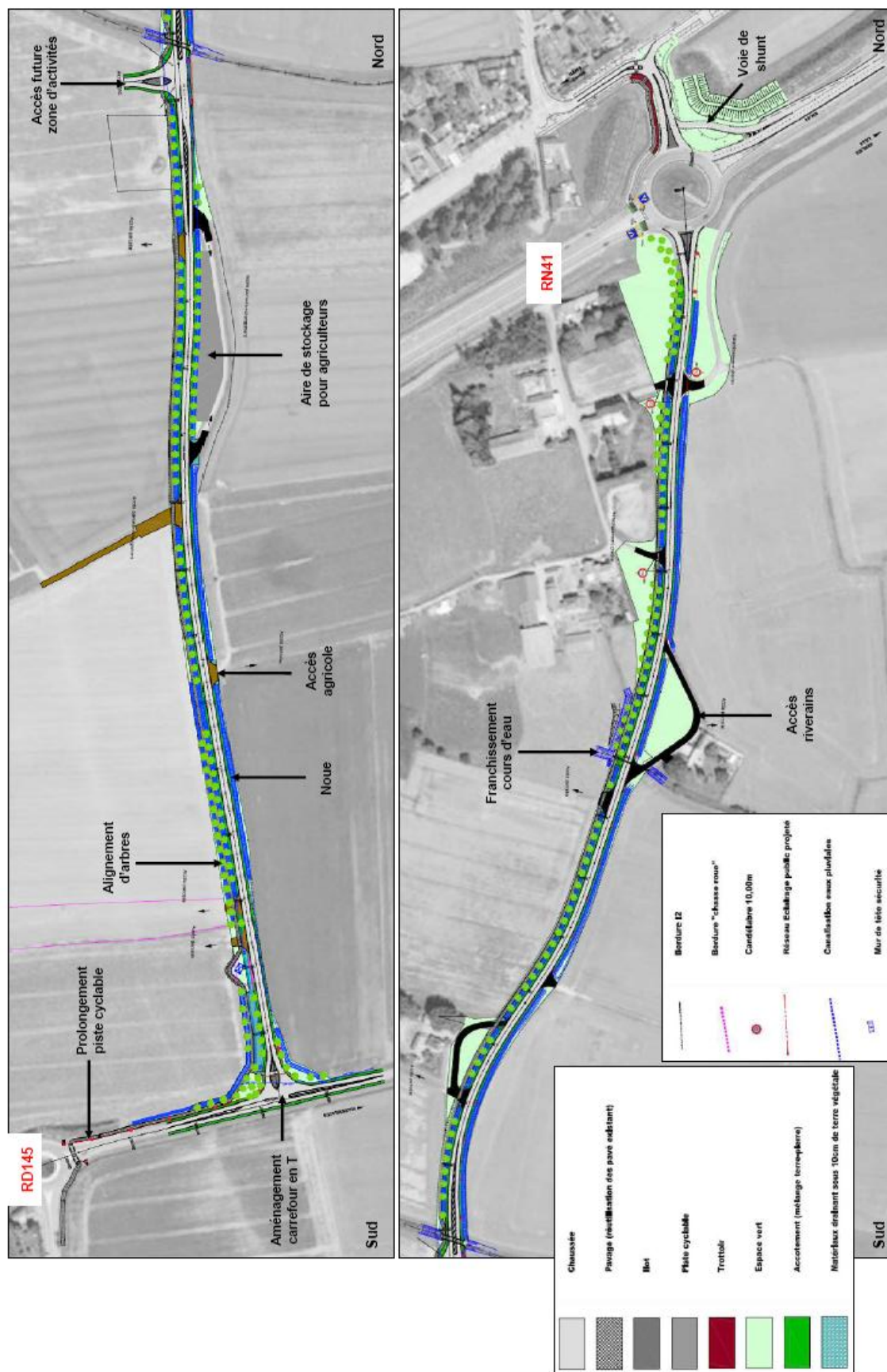


Gare TER de Salomé sur la ligne Lille Béthune



*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Vue en plan du projet de requalification de la RD141



Cout de travaux

Libellé	Coût TTC
ETUDES	220 000,00€
TRAVAUX	
Travaux préparatoires :	180 000,00€
Démolition :	210 000,00€
Terrassement :	1 000 000,00€
Assainissement :	1 040 000,00€
Chaussée :	1 300 000,00€
Signalisation :	120 000,00€
Eclairage public :	360 000,00€
Aménagements paysagers	250 000,00€
ACQUISITIONS	80 000,00€
TOTAL	4 760 000,00€

1 -2 -6 : Les autres projets en lien avec la requalification de la RD 141.

La requalification de la RD141 est liée de manière indirecte mais essentielle à d'autres projets répondant à des enjeux de création d'emploi et de développement économique.

En effet, dans le cadre de sa politique « 1000 hectares de zones d'activités », LMCU prévoit sur ce secteur l'implantation de plusieurs structures économiques, dont la desserte sera partiellement assurée par la RD141 et pour lesquelles le programme et les échéances de mise en services sont plus ou moins avancées. On distingue ainsi deux grandes phases d'aménagement sur le secteur :

*** Phase 1** (échéances à 5 ans, soit 2018) comprenant :

- La réalisation de la zone du Nouveau Monde
- L'extension zone Bigmat
- La réalisation de la zone d'Herlies (appel à projet site de « La vieille Forge ») et du parc d'activités d'Herlies à proximité,
- Une partie du futur projet de développement économique sur Illies Salomé (environ 40ha, dont 26 ha de SHON)

*** Phase 2** (échéances à 15-20 ans, soit 2030 environ) comprenant :

- Le complément du futur projet de développement économique sur Illies Salomé (environ 40 ha)
- D'autres zones potentielles sur le secteur (zone de la porte d'Estaires, PA du Moulin de Coisne, zone d'Illies-la Bassée...)

Le projet de requalification de la RD 141 vient favoriser l'accessibilité au futur projet de développement économique sur Illies Salomé, et participe également à la fluidité de la circulation à terme sur le secteur.

B – Le parc de développement économique d'Illies-Salomé.

1-2-6 : Contexte économique.

Par une délibération en date du 11 avril 2003, LMCU a opté pour le développement d'une offre foncière dans les zones économiques d'intérêt local en vue de permettre la dynamisation économique du territoire communautaire. Afin de limiter le risque de resserrement de l'offre foncière à court et moyen terme,

LMCU a décidé d'anticiper les besoins des entreprises et s'est fixé un objectif de production de 1 000 hectares économiques sur 10 ans par le biais de création de réserves foncières, afin d'adapter son stock foncier à la demande des entreprises en fonction de l'évolution du marché.

La stratégie répond à de réels besoins exprimés par les entreprises, en dépit de la conjoncture économique.

Lille Métropole Communauté Urbaine et la Chambre de Commerce et d'Industrie Grand Lille ont recensé à ce jour 300 ha de foncier réclamés par des entreprises pour s'implanter dans la métropole lilloise.

Pour les 10 prochaines années, cette demande est évaluée de 960 à 1 030 ha et concerne les besoins des entreprises de production, du tertiaire et de la logistique. Sur le territoire des Weppes, plusieurs secteurs ont été identifiés dans le cadre du projet des 1 000 hectares économiques. Il s'agit du projet présenté, ainsi que du projet d'aménagement situé le long de la RN 41 à Herlies (rue de la Croix), de la future zone d'activités du Nouveau Monde à La Bassée

Le site d'Illies Salomé a été repérée comme étant une zone de grande taille ayant vocation à accueillir des grandes implantations.

1-2-7 : Choix du site.

Le projet de création de l'opération Parc de développement économique d'Illies -Salomé se situe au croisement de la RN 47 et de la RN 41 sur les communes d'Illies et de Salomé et s'étend en majeure partie sur une zone agricole cultivée. Les terrains se répartissent entre plusieurs exploitants évincés et actuellement en occupation précaire.

Les communes d'Illies et de Salomé se situent

- à environ 21 km de Lille,
- à environ 22 km de Béthune,
- à environ 17 km de Lens,
- à environ 5 km de La Bassée.

L'opération Parc de développement économique d'Illies -Salomé est délimitée par les axes suivants :

- La Route Nationale 41 au Nord-Ouest,

- La Route Nationale 47 au Sud-Ouest,
- La Route Départementale 141 à l'Est,
- La Route Départementale 145, la voie ferrée et une zone résidentielle de Salomé, au Sud.

Sur les parcelles concernées par le projet et à toute proximité, on trouve actuellement par ordre décroissant d'importance :

- Une activité agricole où prédominent les cultures céréalières et betteravières, qui ont façonnées principalement un paysage de champs ouverts,
- Des infrastructures publiques,
- Une activité industrielle avec la présence d'un magasin Bigmat et de l'entreprise Destombes, qui développent également des activités commerciales,
- Une zone d'habitation nommée le « Hameau des Auvilliers »,
- Deux fossés principaux de drainage.



ZAC Big Mat et Destombes

Dans ce cadre, le site présente de nombreux points positifs :

- Importance de la surface aménageable
- Dans un territoire peu dense de l'agglomération lilloise et principalement dédié à l'habitat
- Au croisement de la RN41 et de la RN47
- À l'interface LMCU / Bassin Minier

Dans le cadre du développement de 1 000 ha de surfaces économiques dans la métropole, il s'agit de la zone la plus vaste identifiée dans la plaine des Weppes.

Cette situation au carrefour de deux axes de déplacement majeurs du territoire communautaire, ce qui lui procure une accessibilité de premier ordre, et la surface disponible pour les installations d'entreprises sont deux éléments primordiaux de la raison du choix de ce site et de la qualité du projet.

La surface importante du site permettra le développement de grosses parcelles, « Parc de développement économique d'Illies -Salomé » (>10 ha), pour accueillir de grandes entreprises. Ce type de parcelles est fortement demandé dans et autour de l'agglomération lilloise.

D'autre part, les hypothèses de dimensionnement et d'aménagement prises en compte pour la requalification de la RD 141 confèrent à ce site une grande adaptabilité quant à la nature des activités potentielles notamment en terme de possibilité d'accès au site.

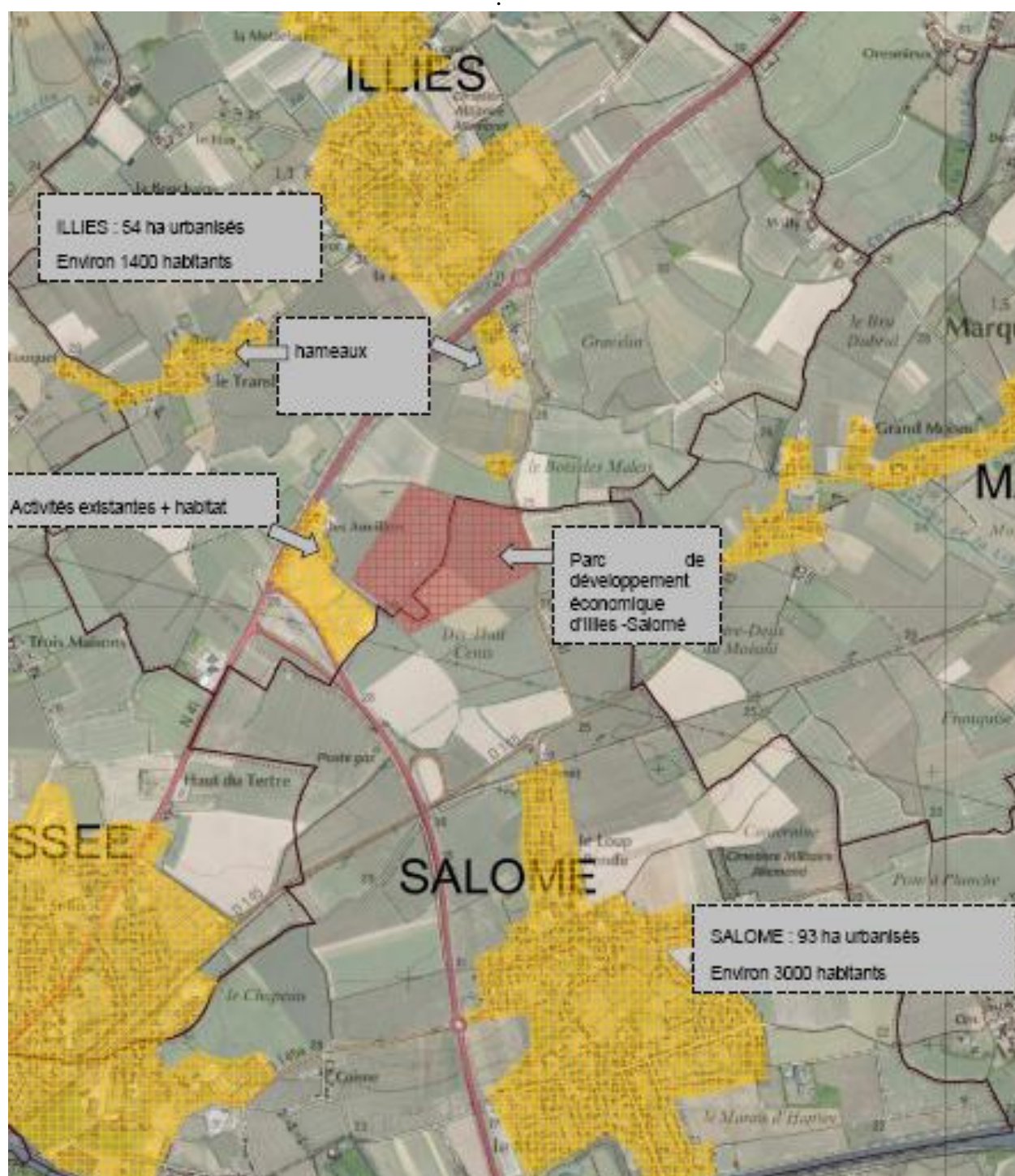
Le projet se justifie pour les raisons suivantes :

- L'augmentation de l'offre foncière, dans le cadre des « 1 000 ha » de la LMCU
- Accessibilité de premier ordre
- La compatibilité du projet vis-à-vis du Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole.
- Créations d'emplois projetées
- L'absence de contraintes environnementales et physiques majeures (plaine agricole). Les contraintes existantes correspondent au risque de remontée de nappe.

Le projet est à considérer sous l'angle de la viabilisation complète d'une plateforme logistique ou de production au sein de la Métropole sur le site d'Illies-Salomé en arrière des activités existantes Entreprise Destombes Bois et Big Mat. Le site est en connexion avec la RD 141 qui sera requalifiée.

L'emprise globale du projet comprend exclusivement le projet de la future plateforme logistique ou de production.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



1-3 : Impacts du projet, impacts cumulés et mesures compensatrices.

Conformément au décret n°2011-2019 du 29 décembre 2011 portant réforme des études d'impact des projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements, cette partie consiste à évaluer l'impact de ce projet avec les autres projets connus à proximité, pouvant générer une cumulation d'impacts.

Beaucoup de projets sont prévus de part et d'autre de la RN41 pour lesquels le programme et les échéances de mise en services sont plus ou moins avancées. Ces opérations peuvent avoir une influence en particulier sur le trafic observé sur la RD 141.

La notion d'impacts cumulés prend, sur ce secteur de la Métropole toute son importance notamment concernant les thématiques suivantes :

- Circulations et Déplacements, augmentation du trafic et des problèmes de saturation du réseau actuel...
- Climat et Qualité de l'air, accentuation des rejets dans l'atmosphère
- Activité, création d'emplois
- Hydrogéologie, ressource en eau
- Hydrographie, rejet des eaux usées

L'étude des impacts cumulés s'articule autour de 2 périodes distinctes, en fonction de l'achèvement des divers projets d'aménagement dans la zone d'étude :

- Horizon 2018, comprenant :
 - Requalification de la RD141 (objectif de réalisation 2016)
 - Aménagement d'une première tranche (40ha) de la zone d'Illies-Salomé
 - Extension de la zone Bigmat sur Illies
 - Réalisation de la zone du Nouveau Monde à La Bassée
 - Réalisation de la zone d'Herlies (appel à projet site de « La vieille Forge ») et du parc d'activités d'Herlies à proximité,
- Horizon 2030, comprenant :
 - Requalification de la RD141
 - Extension de la zone Bigmat, réalisation de la zone du Nouveau Monde, réalisation de la zone d'Herlies (appel à projet site de « La vieille Forge ») et du parc d'activités d'Herlies à proximité
 - Aménagement de la totalité de la zone d'Illies-Salomé (80ha)
 - Aménagement d'autres zones potentielles sur le secteur : zone de la porte d'Estaires, PA du Moulin de Coisne, zone d'Illies-la Bassée,...

Concernant l'horizon 2030, plusieurs données manquantes ne permettent pas de mener une analyse pertinente et réaliste des impacts cumulés :

- La nature des activités qui viendront s'implanter sur la deuxième tranche de la zone d'Illies-Salomé est inconnue à l'heure actuelle
- Le développement des autres zones d'activité du secteur (Porte d'Estaires, PA du Moulin de Coisne...) est hypothétique. Il ne s'agit à l'heure actuelle que de zones inscrites AUD aux

documents de planification.

- Le développement de la deuxième tranche de la zone d'Illies-Salomé est subordonné à la réalisation de travaux importants sur la RN41, qui modifieront énormément le schéma de circulation et qui sont pour l'heure non définis.

1-3-1 : Circulations et déplacements.

Afin d'appréhender l'accessibilité de la zone d'activités et d'apprécier les capacités techniques des infrastructures routières en place, une étude a été réalisée par Verdi Ingénierie Nord en mars 2013.

Cette étude a été réalisée en fonction des différents horizons d'achèvement des travaux d'aménagement au sein de la zone d'étude.

ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé

Schéma illustrant les trafics en heure de pointe du matin en phase 1

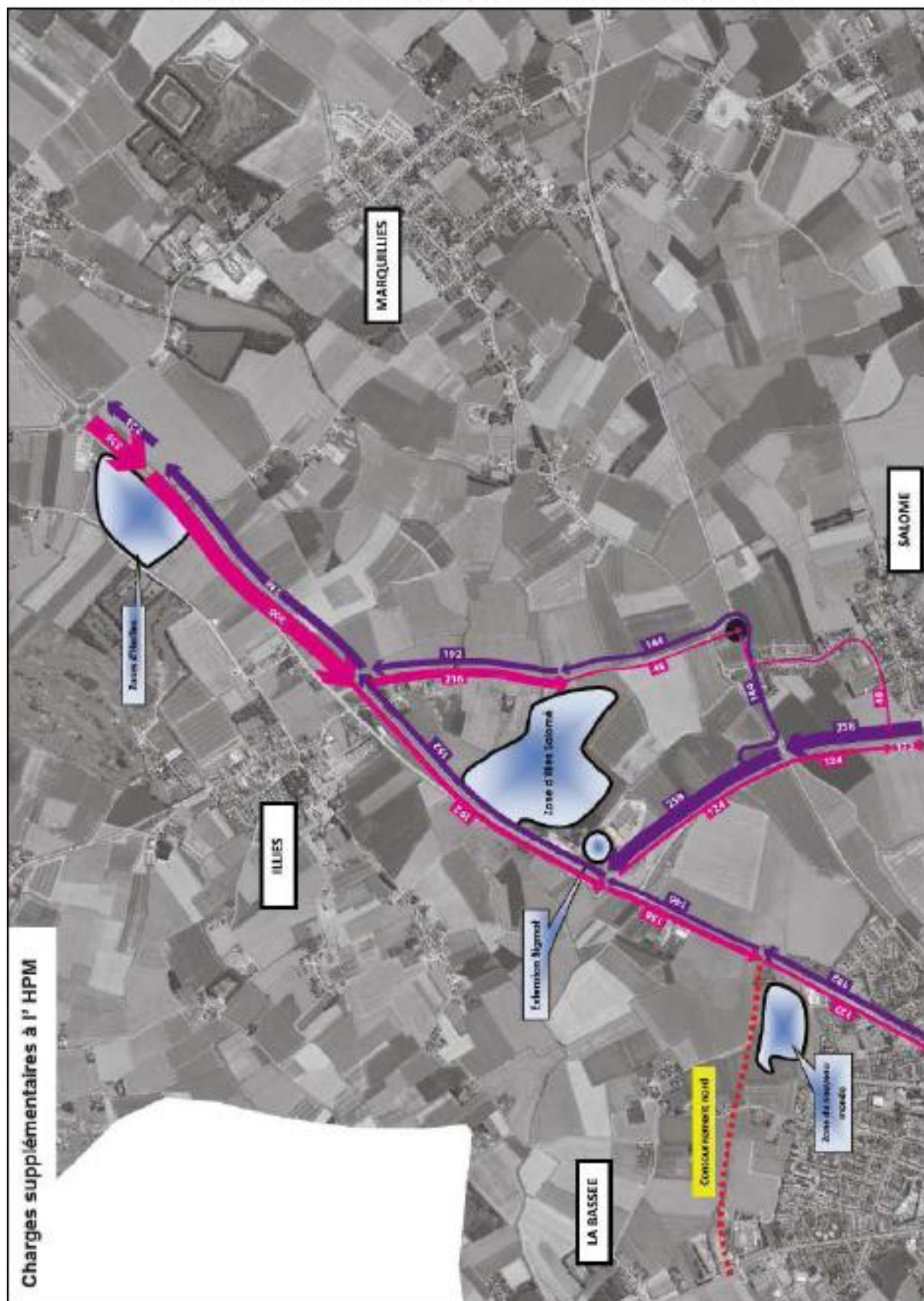
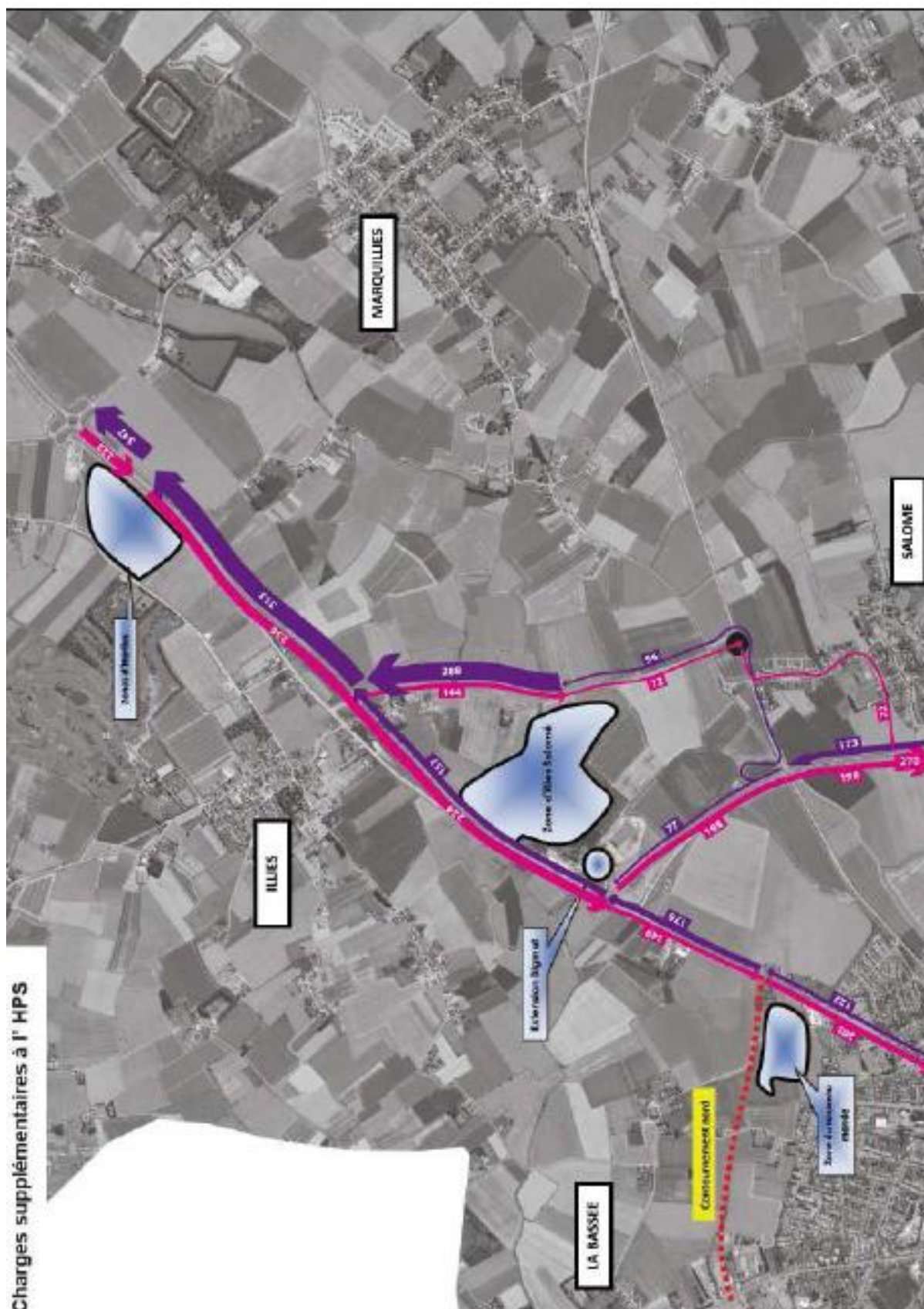


Schéma illustrant les trafics en heure de pointe du soir en phase 1



Le projet de requalification de la RD141, puis la requalification des accès à la zone d'activité, et enfin l'aménagement de celle-ci en phase 1 engendreront une augmentation de trafic importante sur la RD141, puisque l'on passera de 350veh/j à plus de 5000 veh/j.

Le trafic généré se répartit ensuite sur les différentes voies adjacentes en augmentant modérément le trafic sur ces routes.

Dans le cadre d'un aménagement partiel de la zone d'activités d'Illies-Salomé (phase 1) et de l'émergence d'autres zones alentours (zone d'Herlies et PA d'Herlies, zone du Nouveau Monde, extension du Big Mat), les giratoires alentours sont suffisamment bien dimensionnés pour accueillir le trafic engendré sans occasionner de difficulté de circulation (hormis la branche RN41 du giratoire RN41/RD141, qui fera l'objet d'un aménagement particulier.

Concernant la phase 2 de l'aménagement de la zone d'activités d'Illies-Salomé, l'étude de Verdi Ingénierie Nord a démontré qu'une adaptation de la RN41 par l'Etat sera nécessaire afin d'absorber tout le trafic engendré par les projets.

Afin de fluidifier l'accès au centre d'Illies et de désengorger le giratoire RN41/RD141 lors de l'occupation progressive de la zone d'activité, la création d'une voie de shunt a été intégrée au projet, au niveau de la branche RN41 :



GIRATOIRE AVANT LE PROJET



GIRATOIRE APRES LE PROJET : Création d'une voie de shunt

Cette voie permettra de passer d'une capacité de réserve de 13% (sans la voie) à 23% (avec la voie), ce qui est tout à fait suffisant pour permettre un accès au giratoire satisfaisant.

Les autres giratoires alentours ne nécessiteront pas d'aménagement particulier suite à la création de la zone d'activités et à la requalification de la RD141, puisque leur capacité de réserve se maintient à une valeur tout à fait acceptable.

Le carrefour entre la RD141 et la RD145 sera lui aussi réaménagé, notamment grâce à la création d'une voie de tourne à gauche, afin de permettre un accès à la zone d'activités par le Sud sans pénaliser les conditions actuelles de circulation sur la RD145.



CARREFOUR AVANT LE PROJET



CARREFOUR APRES LE PROJET : Création d'un îlot et d'une voie de tourne à gauche

Une voie de tourne à gauche est également prévue sur la RD141, au niveau de l'accès à la zone d'activités, ce qui permettra de ne pas gêner le trafic et de fluidifier les échanges.



Dans le cadre de la réalisation de la phase 2 de l'aménagement de la zone d'activités d'Illies-Salomé (plus de 50% de la zone d'activités aménagés), un aménagement de la RN41 sera nécessaire afin d'éviter des phénomènes d'engorgement des voies.

1-3-2 : Qualité de l'air et de la santé.

Quel que soit le type d'activités (commerciales, artisanales, industrielles...) qui s'implanteront sur les diverses zones, l'apport d'un trafic supplémentaire générera inéluctablement de nouvelles émissions dans l'air, et indirectement va contribuer aux perturbations climatiques liées aux gaz à effet de serre.

Le calcul des émissions polluantes a été réalisé uniquement en tenant compte de l'augmentation du trafic, sans prendre en compte les émissions directes des activités implantées sur les zones (ces émissions seront quoi qu'il en soit déterminées dans le cadre des études d'impact des zones d'activités). *Le dossier d'étude les présente, de façon très détaillée, sous forme de tableaux récapitulatif des émissions de polluants calculées à partir du logiciel IMPACT-ADEME..*

Je ne reprendrai ici que les conclusions et les mesures correctives prévues.

On constate que la réalisation de la phase 1 (à horizon 2018) de la zone d'activités d'Illies-Salomé (ainsi que la requalification de la RD141 et la création des zones alentours) :

- Engendre une **hausse** qui n'aurait pas eu lieu sans le projet pour les émissions de monoxyde de carbone, d'oxydes d'azote, de particules en suspension et de dioxyde de soufre.
- Engendre une **hausse** qui aurait quand même eu lieu sans le projet (mais dans des proportions moindres) pour les émissions de dioxyde de carbone
- Engendre une **baisse**, qui aurait néanmoins été plus importante sans le projet, pour les émissions de composés organiques volatils.

De même, la phase 2 (à horizon 2030) de la réalisation de la zone d'activités d'Illies-Salomé (ainsi que la requalification de la RD141 et la création des zones alentours) :

- Engendre une **hausse** qui aurait quand même eu lieu sans le projet (mais dans des proportions moindres) pour les émissions d'oxydes d'azote, de particules en suspension, de dioxyde de carbone et de dioxyde de soufre.
- Engendre une **baisse**, qui aurait néanmoins été plus importante sans le projet, pour les émissions de monoxyde de carbone et de composés organiques volatils.

Enfin, l'ensemble des travaux de terrassements puis de génie civil vont générer des émissions de poussières (notamment par temps sec).

La hausse du trafic est inéluctable dans le cadre d'un aménagement de zones d'activités, périmètres par définition dédiés à la production, le stockage, la distribution, les services, qui génèrent des flux de personnes et de marchandises et donc des émissions polluantes.

Ces émissions seront néanmoins minimisées à long terme par :

- L'amélioration des performances des véhicules en termes d'émissions polluantes et le renouvellement du parc automobile
- L'intégration de végétaux « puits de carbone » comme les arbres qui seront plantés sur les accotements en lieu et place des cultures agricoles (dont le pouvoir de séquestration du carbone est moindre)
- L'optimisation du tracé de la voie, qui permet une conduite plus respectueuse de l'environnement grâce à la suppression des virages et à l'élargissement de la chaussée, qui éviteront la multiplication des freinages et accélérations
- L'intégration des modes doux dans le projet, avec la piste cyclable séparée de la chaussée et la proximité des points d'arrêt des transports en commun. Il sera également possible de faire passer une ligne de bus sur la voie ou d'envisager la création d'une aire de covoiturage si une

demande existe au niveau des différentes zones d'activités

De plus, sur la zone d'étude, l'impact des polluants sur la santé est à relativiser. Il s'agit en effet d'un milieu ouvert, qui permet la dispersion des polluants dans l'atmosphère rapidement, contrairement au milieu urbain. Par ailleurs, il n'y a que peu d'habitations le long de la RD141, et le nouveau tracé éloigne en général la route des habitations.

Des mesures pourront être prises au niveau des zones d'activités pour limiter les impacts :

- L'emploi de matériaux non polluants et recyclables.
- La végétalisation des sites
- L'optimisation des modes de déplacements doux. Les projets doivent inciter aux déplacements à pieds, en transport en commun ou en vélo en créant de véritables « points d'information Mobilité » avec des référents en interne dans chaque entreprise, en organisant une communication efficace et en créant des aménagements dédiés aux utilisateurs des modes doux (garages à vélo sécurisés, kits de visibilité à vélo ou à pied, possibilité de se doucher, remboursement partiel des abonnements de transport...)
- L'utilisation des énergies renouvelables
- La mise en place de systèmes de management de l'environnement (certification ISO14001...) et la communication autour des bonnes pratiques environnementales...

1-3-3 : Caractéristiques physiques du site.

Les déblais excédentaires ainsi que les terres végétales décapées seront au maximum réemployés sur site pour la réalisation des aménagements paysagers et pour la réalisation des fosses à arbres.

Géologie :

Le projet n'a pas d'impact sur la géologie. Les horizons sous-jacents peuvent être interceptés sans induire de conséquences négatives. Aucune mesure particulière n'est prévue à ce titre.

Les recommandations pour préserver le sol sont les suivantes :

- Eviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur l'infiltration de l'eau.
- Récupérer la terre végétale pour aménager les espaces verts,

Hydrogéologie :

La réalisation de noues permet la restitution à la nappe de l'intégralité des eaux de chaussée.

Les eaux de bassin versant et les eaux de chaussée sont réceptionnées dans deux noues différentes.

Les eaux de chaussée s'infiltrent dans le matériau drainant de la noue où elles sont tamponnées et filtrées par les végétaux, ce qui limite la migration des polluants de la route vers le milieu souterrain.

En cas de déversement accidentel, la perméabilité limitée du sol permet une intervention dans

les 4 heures suivant l'accident avec une migration des polluants dans le sol limitée au premier mètre.

Les recommandations pour préserver la ressource en eau (eaux pluviales et eaux souterraines) sont les suivantes :

- Eviter les mouvements de terres et les passages répétés et inconsidérés des engins de travaux pouvant entraîner des modifications sur l'infiltration de l'eau,
- Récupérer la terre végétale pour aménager les espaces verts,
- Eviter, lors des travaux, tous rejets pouvant entraîner une pollution accidentelle dans les eaux superficielles et/ou souterraines. A cet effet, il conviendra donc de prévoir des bacs de rétention pour le stockage des produits inflammables, d'assurer l'enlèvement des emballages usagés, création de fossés étanches, et la mise en place de fosses septiques pour les sanitaires.

L'entretien régulier des noues permettra de garantir la bonne infiltration des eaux de chaussée.

Hydrographie :

Trois ouvrages hydrauliques sont installés au niveau des franchissements des cours d'eau.

L'un de ces ouvrages permet le rétablissement de la continuité de la petite Libaude.

Les noues sont dimensionnées pour une pluie d'occurrence centennale, ce qui limite le risque de surverse dans les cours d'eau.

L'entretien régulier des noues consistera à :

- entretenir la couverture végétale des noues et des accotements
- assurer un curage des noues tous les 10 ans.

En cas de déversement accidentel, la procédure classique d'intervention du département sera suivie

1-3-4 : Risques industriels et technologiques.

Concernant le risque de Transport de Matières Dangereuses sur la RN41 et la RN47, il n'est pas prévu de mesures spécifiques suite à l'installation du projet. Des dispositions générales peuvent être prises par les pouvoirs publics au titre de la prévention et de la protection.

1-3-5 : Climatologie.

Optimisation des modes de déplacements non polluants, réalisation d'aménagements cyclables et piétons sécurisés.

Possibilité de passage des transports en commun.

Pour ce faire des campagnes ponctuelles de sensibilisation aux modes de déplacements doux par la structure de gestion seront organisées.

Il faudra préserver et entretenir régulièrement les cheminements piétons et cycles (revêtement, signalétique...)

1-3-6 : Environnement naturel et paysager.

Milieu naturel

Conservation des éléments végétaux présentant un intérêt écologique : saules têtards, haies arbustives...

Campagne de sensibilisation à la gestion des espaces verts et la problématique des espèces invasives.

Rétablissement d'une continuité écologique (La Petite Libaude), actuellement clivée par la route.

Eclairage public choisi de façon à limiter la dispersion lumineuse dans la campagne environnante.

Végétalisation des noues et accotements avec des espèces mellifères, afin de favoriser les activités apicoles alentours.

Les impacts principaux ayant lieu pendant les travaux, c'est durant cette période que des mesures de prévention sont les plus pertinentes :

- Préservation des zones vertes situées à proximité,
- Mise en place d'un système de gestion des déchets de chantier,
- Mise en place d'horaires de travaux,
- Compensation de la perte de surfaces en friches et boisées par la création d'espaces verts, avec des espaces prairiaux et boisés, et de haies,
- Afin de préserver la biodiversité locale, une liste d'arbres d'essences régionales est imposée aux futurs occupants

A faire :

- Entretien des noues et des accotements, remplacement des sujets morts
- Consignes d'élimination des espèces invasives en phase chantier et lors de l'entretien régulier
- Respect et suivi des plantations lors de la phase de travaux.
- Mise en place d'une gestion différenciée des espaces verts.

Paysage

Création d'un linéaire arbustif (rangée de tilleuls) le long de la RD141 afin de masquer la perception de la futur zone d'activités depuis les secteurs Est.

Maintien de perspectives vers la campagne environnante.

Création d'un gazon fleuri sur les accotements et les noues.

Les mesures compensatoires sur l'impact paysager sont prévues par les études architecturales (implantation des bâtiments et gabarits) et le verdissement du site (plantations de haies, d'arbres, espaces verts) dans le cadre de la démarche PA 21ème initiée sur la Métropole.

- Entretien régulier des espaces verts et paysagers afin de garantir la qualité visuelle du projet et la mise en valeur de ce dernier.

1-3-7 : Les éléments humains et économiques.

Indemnisation des exploitants estimée par le Service des Domaines.

Création d'aires de stockage et de chargement pour les exploitants agricoles au niveau des délaissés de voirie, afin que leur activité ne soit pas pénalisée par le projet.

Les effets du projet sur le contexte socio-économique seront très nettement positifs et ne demandent pas de mesures correctrices particulières.

L'ensemble des exploitants sur ce site ont été indemnisés dans le cadre du barème départemental appliqué pour l'éviction. Aujourd'hui ces exploitants ont la possibilité de continuer leur culture le temps de la réflexion et de la matérialisation du projet.

Il sera aussi important de veiller à maintenir les accès agricoles en cas de développement de l'extension par phase, afin de ne pas créer de zones inaccessibles. Les chemins agricoles étant à la limite de la zone ouest, le respect de ces recommandations ne devraient pas entraîner de travaux trop importants.

Ce changement d'activité des terrains concernés est inscrit dans les documents d'urbanisme du secteur, à savoir le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de Lille Métropole et le PLU applicable sur les communes

A prévoir :

- Entretien régulier des aires de chargement (élimination des boues)

1-3-8 : Le Patrimoine culturel.

Archéologie

Aucun site archéologique connu n'est recensé sur les terrains de l'opération.

Les opérations d'aménagement – de construction d'ouvrages ou de travaux qui – en raison de leur localisation – de leur nature ou de leur importance – affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique – ne peuvent être entreprises qu'après accomplissement des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation ou de sauvegarde.

Le diagnostic archéologique relatif à la requalification de la RD141 a été effectué en octobre 2013 par le Service Archéologique Départementale du CG59, sous l'autorité de la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC).

Ce diagnostic conclut à "l'absence de signes probants de sites archéologique nécessitant la poursuite des fouilles".

Néanmoins si lors de la réalisation des travaux, des vestiges archéologiques étaient mis à jour, le maître d'ouvrage devra le signaler immédiatement au service régional de l'archéologie.

1-3-9 : Documents d'urbanisme.

Le projet est conforme aux dispositions réglementaires régissant le droit des sols.

Le Schéma Directeur de l'Arrondissement de Lille Métropole, approuvé le 22 décembre 2006, définit le secteur comme étant un espace d'extension urbaine à dominante économique.

Le projet de Parc de développement économique s'inscrit pleinement dans cette vocation.

A ce stade, nous manquons d'éléments techniques pour vérifier si des mesures sont nécessaires.

1-3-10 : Réseaux.

Dans le cas de l'oxyduc et de l'hydrogénéduct, la dalle de répartition existante sera prolongée.

Concernant le pylône électrique, le projet devra donc tenir compte de la servitude protégeant l'ouvrage et respecter les dispositions particulières protégeant ces ouvrages.

Toutes les mesures seront prises pour rétablir les réseaux interceptés par le projet dans les fonctions qu'ils assuraient avant l'installation de celui-ci.

Des demandes de renseignements devront être réalisés auprès des concessionnaires pour évaluer les mesures en effet, le site est traversé par un réseau d'eau potable, une liaison RTE (225kv n°1 Les Ansereuilles ainsi qu'une canalisation EDF de moyenne tension aérienne

L'objectif des eaux qui seront rejetées sera au minimum une qualité de niveau 2.

Les eaux usées seront traitées par la station d'épuration de Salomé, via les réseaux à créer et déjà existants. Suite aux travaux de remise aux normes de cette station prévus pour 2010-2012, sa capacité passera de 8 000 à 14 000 équivalents habitants, ce qui permettra d'y intégrer les besoins de la zone économique à hauteur de 1 750 EH.

La capacité maximale retenue pour les eaux usées domestiques à transférer sur la station d'épuration de SALOME est de 2 750 EH.

1-3-11 : Le chantier.

Elaboration d'un planning général des travaux pour coordonner les différents intervenants et limiter les désagréments.

Prescriptions liées à la propreté des chaussées – aux horaires de travail – à l'entretien des engins et à la conformité à la réglementation en matière d'insonorisation... qui devront être suivies par les entreprises de travaux publics.

Possibilité de mise en place d'itinéraires de délestage pendant les travaux.

Prévention des pollutions aqueuses sur les aires d'entretien des engins ou sur les zones de stockage des carburants ou autres produits chimiques : bacs de rétention pour le stockage des produits inflammables – enlèvement des emballages usagés – création de fossés étanches autour des installations pour contenir les éventuels déversements accidentels – installation d'une fosse septique pour les sanitaires...)

La perte des surfaces en taillis et en boisement sera compensée par la création d'espaces verts et de plantation d'arbres le long des voiries.

En ce qui concerne les nuisances engendrées durant les travaux, le maître d'ouvrage prendra des dispositions pour limiter au maximum les nuisances :

- gestion des déchets liés aux travaux,
- respect des horaires de chantier, qui seront en dehors des heures de pointe et uniquement diurnes,
- nettoyage des voiries publiques, des accès et des chemins piétons aux abords du chantier par chaque entrepreneur, notamment par l'enlèvement des boues et des déchets divers,
- gestion du trafic et des émissions sonores des engins de chantier,
- plan de circulation adapté aux engins de chantier avec une signalétique adaptée,
- remise en état et nettoyage des alentours une fois les travaux terminés.

Les cheminements agricoles doivent être rétablis ou remis en état après les travaux si cela est nécessaire

A prévoir et à organiser .:

- Inspections régulières du chantier pendant la phase travaux afin de vérifier l'application des mesures.
- Réunion d'information avec les riverains

CHAPITRE 2 – ORGANISATION ET DEROULEMENT DES ENQUETES ;

2-1 : Organisation des enquêtes.

Après avoir été désigné par le Tribunal de Lille le 18 mars 2015 (Voir Documents administratifs en Annexes comme commissaire enquêteur et en conformité avec l'arrêté préfectoral du 19 mars 2015 (voir Documents administratifs en Annexes), j'ai d'abord pris contact avec Madame Cathy KIECKEN, adjointe au chef de bureau de l'Urbanisme et la Maîtrise Foncière, Préfecture du Nord, pour organiser avec elle les différentes phases de l'enquête, et après avoir pris contact avec les Mairies d'Illies et de Salomé, prévoir les dates et heures des permanences en Mairie.

J'ai ensuite pris contact avec Monsieur Laurent DELOBEL Ingénieur infrastructures Métropole Européenne de Lille (MEL). Une réunion a été organisée 1 rue du Ballon à Lille le Vendredi 10 avril 2015 pour obtenir des explications sur quelques points spécifiques du dossier.

J'ai de même visité les Mairies d'Illies et de Salomé le 10 avril 2015. J'ai paraphé les registres d'enquête et tous les éléments du dossier. J'en ai profité pour visiter les lieux avoisinant la RD 141 ce qui m'a permis de situer le projet dans son contexte. Ensuite j'ai pris des dispositions pour que la publicité du projet soit faite comme prévu (voir « Affichage Parutions presse » en Annexes) et que l'affichage (voir « Affichage Parutions presse » en Annexes) soit visible de même que le dossier d'enquête soit accessible à tous.

Lors des permanences j'ai pu rencontrer et converser avec Messieurs HAYARD Daniel et CANESSE Pierre respectivement Maires d'Illies et de Salomé. Une information à la population avait été faite en Mairie d'Illies (voir « Affichage Parutions Presse » en Annexes).

Je remercie toutes les personnes rencontrées sans oublier le personnel des deux Mairies qui a facilité ma tâche.

2-2 : Déroulement des procédures.

L'arrêté organisant l'enquête prévoyait qu'elle débute le lundi 27 avril 2015 pour se terminer le samedi 30 mai 2015.

Les dates des permanences d'enquête prévues sont les suivantes :

Lundi 27 avril 2015, de 9h à 12h en Mairie de Salomé
Jeudi 30 avril 2015, de 13h30 à 16h30 en Mairie de Illies
Mercredi 6 mai 2015, de 14h à 17h en Mairie de Salomé
Lundi 11 mai 2015, de 9h à 12h en Mairie de Illies
Mercredi 27 mai 2015, de 14h30 à 17h30 en Mairie de Illies
Samedi 30 mai 2015, de 9h à 11h, en Mairie de Salomé.

L'affichage avait été prévu dans les Mairies d'Illies et de Salomé ainsi qu'en Préfecture du Nord. De même les enquêtes ont été annoncées dans la presse : les éditions de « La Voix du Nord » du 11 avril 2015 et du 2 mai 2015 et de « La Gazette Nord-Pas de Calais » du 10 avril 2015 et du 1^{er} mai 2015.

En dehors des permanences prévues le dossier d'enquête a été consultable en Mairie d'Illies, en Mairie de Salomé ainsi qu'en Préfecture du Nord aux jours et heures d'ouverture officielle. De même les avis ont pu être exprimés par voie électronique..

CHAPITRE 3 - EXAMEN DES OBSERVATIONS RECUEILLIES

3 -1 : Procès verbal.

Le procès verbal tient compte de toutes les observations suivantes émises pendant la période d'enquête. Il a été remis le 8 juin 2015 à Monsieur DELOBEL (MEL).

3 – 1 – 1 : Les registres d'enquête.

Vous trouverez en Annexes « Registres d'enquête » toutes les remarques faites sur les registres pendant la période d'enquête.

3 – 1 – 2 : Les courriers.

Aucun courrier ne m'a été envoyé.

3 – 1 – 3 : Les courriels.

Le courriel suivant a été envoyé pendant la période d'enquête et je l'ai réceptionné le 1 juin 2015.

Bonjour,

Je n'ai pas pu venir à une des permanences du commissaire de l'enquête publique sur le projet d'aménagement de la rd 141 et de la zone.

Je souhaiterais dénoncer le manque de considération pour monde agricole lors de ces différents projets. En effet , lors de ces projets, c'est toujours sur les zones agricoles qu'ils sont intégrés ; de plus cela ne se fait jamais sans la réflexion d'économiser l'espace : espace vert, fossé, ligne d'arbres sont autant de mètres carrés pris sur l'agriculture sans servir au projet ; à l'heure où le défi est de nourrir la planète, ce n'est pas normal.

Un autre point que je souhaiterais soulever et le manque d'accompagnement pour retrouver des surfaces agricoles ; lorsque l'on touche les indemnités d'éviction, on se retrouve face à un « marché » des surfaces inexistantes, on ne trouve pas de terre disponible et le peu d'agriculteurs qui partent à la retraite ne sont pas accompagnés pour céder aux expropriés. Il faudrait une structure ou agence préfectorale pour aider les agriculteurs qui comme moi voient leurs surfaces diminuer d'année en année.

J'espère que mes remarques permettront de faire avancer les politiques publiques à venir

Cordialement

Mr Coustenoble

Agriculteur à Marquillies

3 – 1 – 4 : Les remarques des « personnes associées ».

Les courriers des « personnes associées » indiquées ci dessous sont reprises in extenso en Annexes « Personnes associées »

- Chambre d'Agriculture.
- Chambre de Commerce et d'Industrie.
- ARS.
- Direction départementale des territoires et de la mer.
- DIR.
- DREAL.
- DRAC.
- Air Liquide.
- Réseau Ferré de France.
- Commune d'Illies.
- Commune de Salomé.
- Autorité Environnementale.

3 – 1 – 5 : Examen des remarques.

Il faut de suite constater que peu de personnes se sont présentées aux permanences prévues dans les Mairies de Salomé et de Illies.

Seuls les Maires de ces deux communes ont tenu à exprimer leurs demandes. Une association environnementale, la SNAP, a laissé un courrier agrafé au registre de Salomé en dehors des permanences prévues.

Cela ne dénote pas d'un manque d'intérêt car chacun est conscient que la requalification de la RD 141 permettra l'installation de la ZAC d'Illies-Salomé et que des perspectives d'emploi sont à la clé.

Il faut savoir que le projet n'est pas nouveau et que des réunions préparatoires ont eu lieu où les administrés ont pu débattre et poser des questions. Il faut croire que les réponses qui leur ont été faites les ont satisfait.

Comme indiqué plus haut aucun courrier n'a été envoyé. Seul un courriel envoyé le dernier jour de l'enquête m'est parvenu le 1^{er} juin 2015.

Pour les courriers les raisons sont les mêmes que pour la faible présence aux permanences. Pour les courriels, il faut reconnaître que ce système de consultation participative n'est pas encore entré dans les mœurs.

Il reste les avis des « personnes publiques associées » que nous allons analyser ci après.

3 – 1 – 6 : Tableau des avis des « personnes publiques associées ».

Il faut tout d'abord remarquer qu'aucun avis défavorable n'a été émis.

Le tableau ci-après reprend les avis et demandes essentielles.

Personnes associées	Avis	Remarques ou demandes à inclure au projet
Chambre d'Agriculture	Non exprimé mais plutôt favorable	Fin de limite d'urbanisation Limiter l'emprise du projet : pas de débordement de branches sur les terrains agricoles Limitation de vitesse (concertation) Accès aux champs pendant les travaux
CCI Lille	Non exprimé mais plutôt favorable	A horizon 2020 réorganiser le tracé des lignes 63, 64 et 68 Intégrer au financement l'ensemble du tracé cyclable Illies-Salomé – Gare de La Bassée Voierie de continuité entre la RD 141 et la rue du hameau de Auvillers
ARS	favorable	Constat que les impacts sur l'eau, l'air et le bruit seront réduits. Regrette que l'on soit resté à des modélisations (acoustique) au lieu de mesures sur le site.
Direction départementale des territoires et de la mer	favorable	Mise à jour des données de trafic Etude acoustique Impact sur les activités agricoles.
Direction départementale des routes	Non exprimé plutôt favorable	Doutes sur l'utilité immédiate d'un « shunt » Modes de déplacement doux : rappel de la réglementation
DREAL	Non exprimé	Remarques organisationnelles
Direction Régionale des affaires culturelles	Pas d'avis	Pas de remarque
AIR Liquide	Pas d'avis	Prescriptions de sécurité : mise en place des protections mécaniques au dessus des canalisations sur toute la partie impactée par les travaux
Réseau ferré de France	Pas d'avis	Réserves : analyse de risque pour conserver le meilleur niveau de sécurité au passage à niveau n°31 (Salomé)

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
 REQUALIFICATION de la RD141
 Entre les communes de Illies et Salomé*

Mairie d'Illies	favorable	Voir remarques « registre d'enquête »
Mairie de Salomé	favorable	Voir remarques « registre d'enquête »
Autorité Environnementale	Non exprimé mais plutôt favorable	<p>Exposer les orientations du projet en matière de nouvelles extensions urbaines</p> <p>Justifier plus complètement le choix et la dimension de la zone d'implantation en explicitant les raisons environnementales qui ont conduit à privilégier cet espace</p> <p>Préciser les impacts du programme des travaux sur les milieux naturels</p> <p>Compléter l'appréciation des impacts cumulés en ce qui concerne l'approvisionnement en eau de la zone concernée</p> <p>Compléter l'analyse des impacts du projet en matière de trafics</p> <p>Impact sur les concentrations de PM 10</p> <p>Préciser les impacts des travaux pour les habitations concernées</p>

3 – 1 – 7 : Demande de « mémoire de réponse ».

Comme le montrent ces différents avis le projet de requalification de la RD 141 recueille globalement un avis favorable (exprimé ou sous entendu).

Il permettra de relier de façon plus favorable les communes de Salomé et de Illies. Il favorisera l'implantation de la ZAC d'Illies-Salomé. Les agriculteurs et les usagers (automobile, cyclistes et piétons) n'ont pas été oubliés.

Néanmoins, comme le projet est étroitement lié à la ZAC, il est normal que de nombreuses questions restent en suspens tant que cet autre projet économique ne sera pas plus engagé.

Tenant compte de ce fait, je vous remercie, dans votre mémoire de réponse, de donner des orientations susceptibles de lever les réserves.

J'attends votre mémoire avant de clôturer la rédaction de mes « conclusions motivées ».

Vous en remerciant d'avance, veuillez accepter mes salutations distinguées.

Fait à Halluin
Le 8 juin 2015
Maurice NAYE
Commissaire Enquêteur

3 – 2 : Mémoire de réponse.



<p>Illies – Salomé</p> <p>Enquête Publique - Requalification de la RD141</p>
--

Mémoire en réponse

suite à l'Enquête Publique Unique portant sur

- L'Utilité Publique du projet
- La mise en compatibilité des documents d'Urbanisme
- L'enquête parcellaire

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Sommaire

1	Remarques émises lors de l'enquête	3
1.1	Remarques S.N.A.P. du 29/05/15	3
1.2	Remarque M.Canesse (Maire de Salomé) du 30/05/2015	3
1.3	Remarque de M.Hayart (reprise par M.Naye) du 30/04/2015	4
1.4	Remarque de M.Hayart du 30/05/2015	4
2	Avis des personnes publiques associées	5
3	Eléments de réponse à l'avis de l'Autorité Environnementale	11
3.1.1	Analyse de la recherche de variantes et du choix du parti retenu	11
3.1.2	Analyse des impacts du projet et appréciation des impacts du programme de travaux	12
4	Note « Besoins fonciers économiques pour le PA « Illies Salomé »	14

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

1 REMARQUES EMISES LORS DE L'ENQUETE

1.1 REMARQUES S.N.A.P. DU 29/05/15

➤ **Limitation du trafic de transit dans Salomé**

La mise en place d'un sens interdit sur la D141 en sortie de la future ZA en direction de Salomé n'est pas compatible avec l'objectif de liaison entre les deux bourgs, notamment pour les VL.

Concernant la traversée du bourg de Salomé par les PL, des mesures de trafic seront menées après la mise en service de la D141 et de la ZA; le cas échéant, des interventions ponctuelles pourront être réalisées pour maîtriser un éventuel trafic de transit non souhaité.

➤ **Murs anti-bruit**

L'étude acoustique menée sur l'ensemble du projet, et prenant en compte l'augmentation du trafic lié à l'occupation progressive de la ZA ne montre pas d'obligation légale de protection des habitations aux abords de la D141.

Concernant les habitations situées sur Salomé, aucune incidence notable n'est à prévoir, notamment en raison de l'effet de masque provoqué par le trafic sur la N47.

➤ **Qualité de l'air**

L'étude menée par le Cerema sur l'évolution de la qualité de l'air en prenant en compte l'occupation de la ZA montre en effet une augmentation de certains polluants, notamment les PM10.

Il faut toutefois noter que la progression "naturelle" de la circulation participe pour une certaine part à cette évolution des polluants.

D'autre part, la situation exceptionnelle de fermeture actuelle de la D141 en raison de son mauvais état ne caractérise pas pertinemment le niveau de base pris en compte pour cette liaison routière.

1.2 REMARQUE M.CANESSE (MAIRE DE SALOME) DU 30/05/2015

➤ **Création d'un accès à la N47 depuis la D145**

L'étude de circulation liée au réaménagement de la RD141 montre que cet accès n'est pas strictement nécessaire dans le cadre de la première phase de remplissage de la ZAC.

Comme indiqué dans l'étude d'impact, les phases ultérieures d'occupation nécessiteront de lourdes modifications du réseau de l'Etat sur les N41 et 47, dont une refonte profonde des voies d'entrées/sorties, ce qui risque de rendre caduc l'aménagement envisagé.

Concernant la traversée du bourg de Salomé par les PL, des mesures de trafic seront menées après la mise en service de la D141 et de la ZA; le cas échéant, des interventions ponctuelles pourront être réalisées pour maîtriser un éventuel trafic de transit non souhaité.

1.3 REMARQUE DE M.HAYART (REPRISE PAR M.NAYE) DU 30/04/2015

➤ Circulations modes doux

Le projet comprend la réalisation d'un itinéraire dédié aux modes doux, piéton et cycliste, continu sur la totalité du projet, ainsi que la liaison à la halte ferroviaire de Salomé. En accord avec le CG59, cet espace sera partagé par les piétons et les cyclistes.

1.4 REMARQUE DE M.HAYART DU 30/05/2015

➤ Raccordement d'assainissement Hameau des Gravelins

Ce raccordement sera étudié et pris en compte lors de la poursuite des études techniques liées au projet de voirie.

2 AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

(§L121.2 du Code de l'Urbanisme)

Observations - Demandes	Réponse MEL	Modification apportée au dossier d'enquête
<p>Modification de la desserte des lignes de bus 63, 64 et 68 vers le futur parc d'activités afin de favoriser un rabattement vers les gares de La Bassée et de Don-Sainghin</p>	<p>La requalification de la RD141 permet le passage de bus dans le secteur en réorganisant l'offre existante, notamment en permettant la circulation sur un axe où c'est actuellement impossible.</p> <p>Il faut également noter que le réaménagement de la RD, notamment pour les modes doux, permettra également un rabattement vers la halte SNCF de Salomé (ligne TER Lille-Béthune)</p>	
<p>Intégrer l'ensemble du tracé cyclable jusqu'à la gare de la Bassée (RD145), ainsi que d'une liaison modes doux à la zone Flandres-Artois (Siziaff)</p>	<p>Ces aménagements pourraient effectivement amener une meilleure desserte modes doux sur le secteur. Le franchissement de la Deule via l'ancien pont ferroviaire a fait l'objet d'une étude de faisabilité en 2013.</p>	
<p>CCI Grand Lille</p> <p>Voirie de continuité entre la RD 141 et la rue du Hameau des Auwillers</p>	<p>Dans tous les cas de figure, quel que soit le taux d'occupation de la zone d'activité, l'accès au réseau national est pris en compte, sur l'ensemble des origines/destinations possibles.</p> <p>L'étude d'impact décrit dans quelle mesure les aménagements routiers sont déterminés par les modalités progressives d'occupation de la zone d'activité. Dans les premières phases, jusqu'à 40Ha, les aménagements proposés dans le présent dossier permettent de répondre aux trafics attendus. L'occupation complète, avec la croissance liée du trafic, nécessitera des adaptations beaucoup plus importantes du réseau, et notamment la continuité RN41/RN47.</p> <p>D'autre part, la saturation existante au niveau du giratoire Bigmat ne permet pas d'envisager une injection directe du trafic attendu sur la nouvelle zone d'activité.</p>	

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
 REQUALIFICATION de la RD141
 Entre les communes de Illies et Salomé*

DIR Nord	Dossier d'opportunité	<p>La voie de dégagement et d'accès direct à Illies depuis la N41 (shunt) n'est pas immédiatement nécessaire au fonctionnement routier. Il sera réalisé en fonction de l'occupation progressive de la ZA et des flux engendrés.</p> <p>Le dossier est modifié de façon à extraire la réalisation du shunt en première phase, bien qu'il soit conservé dans le Programme Global du projet.</p>
	Acquisitions	
	Qui sera Maître d'Ouvrage ?	
	Merlon de protection acoustique	
	Conception (2 courbes)	
	Financement exploitation de la voirie	
	Financement exploitation des équipements de voirie (éclairage solaire)	

ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé

DDTM	Circulation : Nécessité de mise à jour à jour des données de comptage et de trafic, notamment pour tenir compte de la mise en service du contournement sud de La Bassée	Les données de comptage pourront être confirmées lors des phases ultérieures de l'étude. Des mesures (Origine/Destination) sur le giratoire « Bignat » ont toutefois été faites avant et après (02/2009-12/2010) la mise en service du contournement sud de la Bassée. Elles montrent un important report des circulations traversant La Bassée vers la N47 (probablement en direction du contournement).	
	Acoustique : Ajuster la circulation prise en compte (% de remplissage de la ZAC)	L'étude de modélisation est en cours de reprise.	
	Hydraulique : Réponses aux remarques de la DDTM	Les éléments et remarques transmis en juin 2014 sont pris en compte dans le cadre de l'établissement du Dossier Loi sur l'Eau, notamment sur le statut « cours d'eau » de la petite Libaude et du courant de la Libaude. Des investigations complémentaires ont également été réalisées sur la problématique zone humide.	
	Espaces agricoles : Analyse fine des impacts de la ZAC	Le projet a d'ores et déjà fait l'objet de plusieurs démarches de concertation avec les agriculteurs concernés ainsi que la Chambre d'Agriculture ; certains points ont été adaptés dans le dossier présenté (rétablissement des accès aux parcelles, utilisation d'un délaissé pour un dépôt de betterave, etc...). Il faut également noter que la conversion de terres agricoles en surface viabilisées ne représente que 2% des surfaces agricoles utilisées des communes d'Illies et de Salomé. De façon plus précise, les acquisitions liées à la ZA représentent 35% des surfaces exploitées localement pour le plus impacté (M.Decourcelles), et de 4 à 13% pour les autres exploitants. Tous disposent d'autres surfaces dans un périmètre plus élargi.	

DDTM	Impacts cumulés : Prise en considération de l'ensemble des projets le long de la RN41	<p>Les hypothèses de calcul prises en compte dans le cadre de l'étude prennent en compte un certain nombre de points de développement économique plus ou moins proches de la RD141.</p> <p>D'autres projets existent, comme Wavrin (agricole) ou Hallennes-lez-Haubourdin (habitat), beaucoup plus proches de l'extrémité est de la N41 et de l'échangeur A25.</p> <p>Le projet de zone maraîchère de Wavrin ne génère que des circulations locales d'exploitation (pas de point de vente sur place); le projet "Porte des Weppes", à Hallennes-lez-Haubourdin, qui comprend 323 logements, génère quant à lui (Etude d'Impact) un trafic estimé à +/- 1050 veh/j (le trafic N41 dans le secteur est de + de 58000veh/j) dans le secteur "Porte des Weppes")</p> <p>Outre le relatif éloignement, et considérant les horaires de congestion de la N41 qui correspondent aux plages horaires domicile-travail (vers Lille le matin, vers La Bassée le soir), les éventuelles surcharges de trafic engendrées par ces zones supplémentaires seraient donc à contre-flux du trafic existant.</p>
-------------	--	---

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Chambre d'Agri- culture	Affiner les études en phase PROJET, pour intégrer les conditions de circulation des engins agricoles	La concertation, entamée lors des précédentes phases de l'étude, sera poursuivie. Les nécessités d'encombrement et de manœuvre des engins agricoles seront prises en compte, pour l'implantation de la signalisation ou de la géométrie fine de l'aménagement de voirie, dans la mesure où elles permettent le respect de la réglementation en vigueur.	
	Informations pendant les travaux et maintien des accès aux parcelles	La communication en temps utiles et le maintien des accès seront également assurés lors des phases travaux.	
Agence Régionale de Santé	Etat initial Absence de mesures in situ pour caractériser l'état initial pour le bruit et l'air	Une étude de "caractérisation initiale de qualité de l'air" a été réalisée en juillet par le CETE, dont seules les conclusions ont été reprises dans l'étude d'impact. De la même manière, un état initial phonique a été réalisé, mais non détaillé dans l'Etude d'Impact.	Le rapport d'état initial "Etude Air" ainsi que le rapport définitif sont joints <i>in extenso</i> au dossier d'enquête. L'état initial "Bruit" est intégré au dossier d'Enquête.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

RFF	Sécurisation des modes doux : En cas de prolongement de la piste cyclable vers le centre de Salomé, modification des équipements de sécurité du passage à niveau selon le guide SETRA138	La traversée actuelle des voies ferrées se présente, au sens du guide SETRA138, sous la forme de bandes multifonctionnelles revêtues. Elles sont situées dans le prolongement des trottoirs, de part et d'autre des voies de circulation automobiles dont elles sont séparées par un marquage continu. Des zones sans dénivellées permettent, en amont et en aval du PN, de passer de la chaussée à ces zones multifonctionnelles. Si cet aménagement peut être amélioré, tant par les revêtements que par la signalisation, il semble correspondre aux indications du guide SETRA.	
	Capacité de stockage des véhicules : risques de remontées de files sur le giratoire D145 ainsi que sur le passage à niveau	Un complément d'étude de circulation a été réalisé. La capacité du giratoire est assurée, même avec des coefficients de sécurité importants (trafic doublé).	Le complément d'étude de trafic est inséré dans l'étude d'impact
Ville de Salomé	Création d'un accès routier sur la N47 en direction de Lens	L'étude de circulation liée au réaménagement de la RD141 montre que cet accès n'est pas strictement nécessaire dans le cadre de la première phase de remplissage de la ZAC. Comme indiqué dans l'étude d'impact, les phases ultérieures d'occupation nécessiteront de lourdes modifications du réseau de l'Etat sur les N41 et 47, dont une refonte profonde des voies d'entrées/sorties.	
Air Liquide	Prescription de sécurité	Le concessionnaire a été contacté dans le cadre de l'élaboration du dossier AVP. Ses préconisations en termes de protection du réseau ont été prises en compte et seront détaillées dans les phases ultérieures des études.	

3 ELEMENTS DE REPONSE A L'AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE

Compléments apportés au dossier d'enquête publique suite à l'avis émis par le CGEDD (Conseil Général de l'Environnement et du Développement) en date du 9 juillet 2014.

3.1.1 ANALYSE DE LA RECHERCHE DE VARIANTES ET DU CHOIX DU PARTI RETENU

L'Ae recommande, pour ce qui concerne la compatibilité du projet avec les orientations générales d'aménagement, que l'étude d'impact expose les orientations du projet de SCOT en matière de nouvelles extensions urbaines, tenant compte des orientations du schéma régional climat air énergie.

L'Ae recommande, en outre, de compléter les justifications développées par l'étude d'impact, concernant le choix et la dimension de la zone d'implantation, à la lumière de la note du 19 juin 2014 de Lille Métropole, mais également en explicitant les raisons environnementales qui ont conduit à privilégier cet espace.

Afin de pouvoir justifier l'opportunité et le dimensionnement de l'aménagement routier, l'Ae recommande que le maître d'ouvrage précise les caractéristiques de sa zone d'activité (surface, COS,...) et explicite les raisons de l'option retenue parmi d'autres, tenant compte des autres projets sur le même secteur.

INSCRIPTION DE LA ZA DANS LE PLAN CLIMAT ENERGIE TERRITORIAL (PCET)

- ⇒ Le SCOT, encore en cours de débat, a bien repris les limites d'urbanisation portées par le PCET et le SRADDT : limite de 500ha/an, limites géographiques à l'urbanisation (hémicycle), dans lesquelles doivent s'inscrire les projets de parcs d'activités;
- ⇒ les besoins en extensions foncières économiques ont été estimés en fonction de ratios de densité ambitieux (ceux de l'étude PA 21^{ème} siècle). Economie de 1200ha de foncier par rapport à ce que nous aurions été amenés à consommer en reproduisant les pratiques d'urbanisation passées.
- ⇒ la métropole sera de toute manière en deçà de ces objectifs d'extensions foncières économiques étant donné la restriction des projets économiques qui font l'objet d'un accord politique. Sans Illies Salomé l'offre foncière économique sera très en deçà des besoins estimés (75ha sans Illies Salomé alors que 150ha de besoins).

JUSTIFICATION DU CHOIX ET DE LA DIMENSION DE LA ZONE D'IMPLANTATION

Pour rappel, la note du 19/06/2014 (reproduite en annexe) aborde les points liés :

- Au manque de site de grande taille pour accueillir des sites logistiques ou de production ne s'intégrant pas en site urbain;
 - A l'attrait particulier du territoire des Weppes dans la stratégie de développement économique;
 - A la nature différente du site d'Illies-Salomé, notamment par son positionnement à mi-chemin entre le bassin minier et l'agglomération lilloise.
- ⇒ Le choix d'implantation du PA d'Illies Salomé a été réalisé dans le cadre du précédent schéma directeur pour sa localisation à mi-chemin entre Bassin Minier et Territoire Lillois.

COMPLEMENTARITE AVEC LES AUTRES PROJETS DU SECTEUR

Les autres parcs d'activité du secteur (Nouveau Monde, Herlies, site Malbranque) visent principalement les activités de petites tailles PME/PMI tandis que la zone d'Illies-Salomé a plutôt une vocation logistique et industrielle.

IMPORTANCE DE LA SURFACE D'AMENAGEMENT DANS UN TERRITOIRE PEU DENSE

Les projets de PA ont été prioritairement localisés en continuité du tissu urbain, mais pour les grandes activités industrielles et logistiques incompatibles avec la ville, comme celles prévues sur Illies Salomé, il est nécessaire de les localiser hors du tissu urbain.

Ceci limite certes la multi-modalité mais le panel de solutions présentant des offres de multi-modalité est trop restreint pour répondre aux besoins de foncier économique.

PHASAGE, CARACTERISTIQUES DE LA ZONE, DEPLACEMENTS

Ces différents points sont liés à l'activité qui sera développée et ne peuvent à ce jour être précisément décrits.

3.1.2 ANALYSE DES IMPACTS DU PROJET ET APPRECIATION DES IMPACTS DU PROGRAMME DE TRAVAUX

Comme indiqué dans l'Etude d'Impact, le type et la nature des activités ne sont pas à ce jour connus, a fortiori les infrastructures ou constructions nécessaires. A ce titre, un certain nombre des remarques de l'AE ne peuvent à ce jour faire l'objet de réponses exhaustives.

On peut toutefois noter que ce parc s'inscrit dans une démarche "Parcs d'Activité du XXI^{ème} siècle" décrite aux pages 230 et suivantes de l'Etude d'Impact. A ce titre, l'ensemble des réglementations et préconisations en vigueur sera mis en œuvre lors de l'installation des sites d'activité, que ce soit sur le thème de l'eau que du paysage.

L'Ae recommande que l'étude d'impact aborde plus précisément la question des impacts du programme de travaux sur les milieux naturels, plus particulièrement pour ce qui concerne les habitats de la chouette chevêche et l'impact paysager global.

L'Ae recommande de compléter son appréciation des impacts cumulés pour ce qui concerne l'approvisionnement en eau des activités de la zone et les conséquences en matière d'imperméabilisation et de ruissellement, notamment l'impact sur les fossés. Elle recommande également de prévoir des mesures d'évitement et de réduction et, le cas échéant de compensation, proportionnées.

L'habitat de la chouette chevêche n'est pas impacté par le projet de requalification (cf. Etude d'Impact p.278). L'impact sur les paysages de la requalification est décrit dans l'Etude d'Impact.

L'Ae recommande de compléter l'analyse des impacts du projet en matière de trafics sur l'ensemble des voiries, de préciser la nature et la fonction de la voirie supplémentaire prévue en phase 2 et d'apprécier l'ensemble des impacts résultant de la création de la zone d'activité.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Comme indiqué dans l'Etude d'Impact, le développement définitif de la zone d'activité nécessite d'importants aménagements du réseau primaire "Etat" (N41/47), qui prévoit notamment la mise en continuité 2x2voies. La suppression des giratoires existants et leur remplacement par des échangeurs permettra ainsi d'assurer la desserte de l'ensemble.

Ces travaux ne sont pas à ce jour ni programmés, ni à l'étude. Toute appréciation de leur impact n'est pas envisageable.

L'Ae recommande de préciser les flux de déplacements induits par le programme et leur répartition par mode, tenant compte des mesures prévues et de celles découlant des orientations du PDU.

L'Etude d'Impact précise les principes de mobilité mis en œuvre dans le schéma P.A.XXI^{ème} siècle. A ce jour, les flux ne sont pas connus, ce qui ne permet pas d'en mesurer l'impact.

L'Ae recommande que l'étude d'impact présente l'impact du projet sur les concentrations de PM 10 dans l'air au regard de l'objectif de qualité pour ce polluant, compte tenu de leur évolution constatée au cours des dernières années.

L'Ae recommande d'apporter des informations plus précises concernant, en phase travaux, les circulations d'engins de chantiers, les volumes de matériaux, la gestion des déchets, les émergences sonores et les vibrations, notamment pour les quelques habitations concernées.

Concernant la requalification de la RD141, l'ensemble de l'activité liée au chantier (circulation des engins, stockage matériaux) se déroulera dans les emprises. D'autre part, la réalisation des travaux se fera en concertation étroite avec les riverains proches, notamment pour la gestion des accès ou pour tout autre problème lié au chantier.

Pour les mêmes raisons évoquées ci-avant, et en raison de la diversité potentielles des constructions et infrastructures neuves liées à l'implantation d'activité, il n'est pas possible de préciser les dispositions et impacts liés à la phase travaux.

4 NOTE « BESOINS FONCIERS ECONOMIQUES POUR LE PA « ILLIES SALOME »

Le Parc d'Activité d'Illies Salomé se justifie aux vues des besoins fonciers économiques sur le territoire des Weppes et plus globalement sur le territoire métropolitain.

1. Lille Métropole manque de fonciers de grandes tailles sur son territoire, et Illies Salomé constitue l'une des rares opportunités de développement d'un très grand parc d'activités.

Les travaux préparatoires au SCOT ont montré que pour être compétitif tant en développement endogène qu'en attractivité exogène, un territoire se doit de disposer de grands fonciers destinés à accueillir des unités productives et logistiques de grande taille qui ne s'intègrent évidemment pas dans la ville dense.

Ces produits ne sont pas aujourd'hui disponibles sur la Métropole. Cela a d'ailleurs conduit le territoire à perdre des projets importants fortement générateurs d'emplois : logistique de Décathlon, projet AMAZON...

Pour ne pas reproduire ces situations, LM s'est donné pour objectif d'inscrire dans le DOO 4 grands secteurs ayant vocation à accueillir un grand parc d'activités.

A l'échelle de LM, Illies Salomé constitue un des seuls sites permettant de dégager dans son enveloppe globale plus de 70 ha d'un seul tenant, avec un niveau de desserte routière adéquate.

2. Illies Salomé permettra de répondre aux besoins fonciers spécifiques au territoire des Weppes.

La demande qui s'exprime sur les Weppes fait présager un besoin de 150ha foncier économique dans le temps du SCOT (soit env. 6% des besoins sur l'ensemble du territoire métropolitain), Illies Salomé permettra ainsi de répondre à 45% de ces besoins.

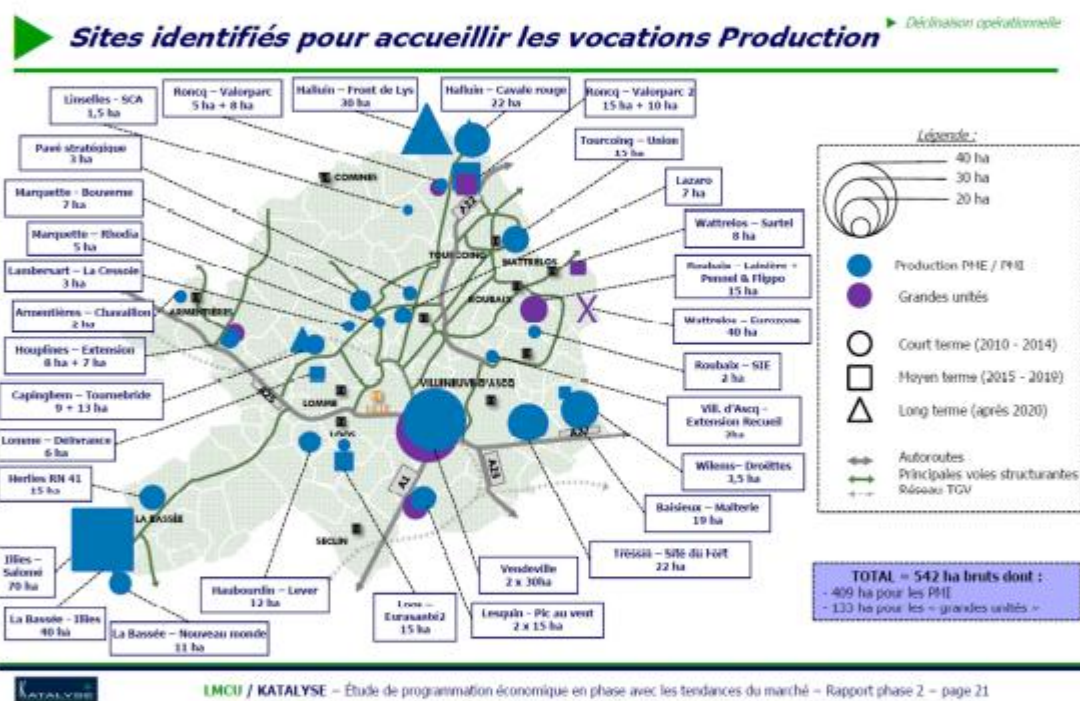
De plus l'étude de programmation économique l'étude Katalyse a montré que le territoire des Weppes se caractérisait par une stratégie offensive : création de nouveaux espaces de développement économique devant se coupler avec un effort nécessaire en termes de prix et de massification pour la visibilité de l'ensemble généré. Illies Salomé y est identifié comme un site majeur d'accueil des activités de production (cf. carte ci-jointe) répondant à cet effort de massification et de visibilité sur les Weppes.

3. Par sa destination aux très grandes entreprises, Illies Salomé constitue une offre différenciée à l'échelle de LM et du Pas de Calais.

Le scénario d'aménagement « en gris » permettra de proposer de grandes surfaces pour l'implantation de très grandes entreprises, offre rare dans la métropole qui fait courir le risque pour le territoire de ne pas pouvoir physiquement accueillir une très grande entreprise pourvoyeuse d'emplois nouveaux. Ce parc sera donc complémentaire aux autres sites à vocation économique en cours de développement sur les Weppes, aux surfaces plus réduites, en mesure de répondre aux demandes immédiates d'entreprises de plus petites tailles.

Enfin Illies Salomé constitue une offre différenciante par rapport à celles sur le Pas de Calais, par sa localisation à mi-chemin entre le bassin minier et le cœur de l'agglomération lilloise. La mission de programmation économique réalisée par Algoé sur Illies Salomé avait de plus analysé que la concurrence du bassin minier devrait s'amoindrir à moyen terme avec une montée progressive des prix sur leurs parcs.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



CONCLUSIONS MOTIVEES DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Les conclusions motivées spécifiques relatives à la DUP, au Parcellaire et la mise en Compatibilité avec les documents d'urbanisme se retrouvent dans les dossiers joints.

En conclusion de cette enquête, en l'état actuel de ce dossier, de l'examen des observations présentées, après les informations reçues au cours de l'enquête, et après avoir pris le temps de procéder à une étude bilancielle, voici mes conclusions :

La RD 141 qui relie Illies à Salomé n'est aujourd'hui plus praticable car en mauvais état. Elle est d'ailleurs partiellement fermée à la circulation. Pour Illies et Salomé elle constitue cependant une liaison importante et nécessaire car elle permet notamment l'accès à la halte SNCF de Salomé sur la ligne Lille Béthune.

Un diagnostic réalisé en 2001, sur la métropole lilloise, a alerté quant au risque d'effondrement de l'offre foncière à caractère économique. C'est ainsi que Lille Métropole Communauté Urbaine a décidé d'aménager 1000 hectares supplémentaires de sites économiques en 10 ans. Une part importante de ces sites se situe dans les Weppes notamment entre La Bassée, Illies et Salomé. Ces sites sont identifiés au SCOT de Lille Métropole.

A cette occasion et après enquête publique le site d'Illies-Salomé, entre la RN47, RN 41 et RD 141, a fait l'objet d'une Déclaration d'Utilité Publique en 2008. Le développement de ce site nécessite la requalification et l'aménagement de la RD 141.

Certes peu de personnes ont profité des permanences pour s'exprimer sur l'objet de l'enquête. Ceci est dû essentiellement au fait qu'une concertation préalable bien structurée avait été mise en place et que les administrés avaient pu poser les problèmes (essentiellement agricoles) que pouvait poser la requalification de la RD 141. Il semble que les réponses qui leur ont été faites les ont satisfait.

De même les avis des « personnes publiques associées » sont majoritairement favorables. Quelques remarques organisationnelles ou demandes d'études complémentaires en matière d'étude d'impact ont été demandées. Le Mémoire de réponse montre comme la MEL en a tenu compte et les dispositions qui ont été prises pour y répondre.

Certes il reste que la zone économique d'Illies-Salomé qui est sous tendue par la requalification de la RD 141 est un projet encore insuffisamment développé et que des interrogations restent posées en matière d'impact. J'ai constaté que les représentants de la MEL les ont pleinement intégrées.

Chacun constate qu'en plus d'une liaison plus performante entre Illies et Salomé, la RD 141 jouera un rôle économique important puisqu'elle ouvrira l'accès à une zone d'activités génératrices d'emplois. Ceci ne peut néanmoins se faire sans un accroissement sensible de la circulation des véhicules légers mais aussi des camions.

Le projet est compatible avec les thématiques autour desquelles a été élaboré le Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole approuvé le 6 décembre 2002.

De même la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme interviendra conformément aux dispositions de l'article L.123-14-2 du Code de l'Urbanisme. Le livre des emplacements réservés sera modifié ainsi que les documents graphiques.

Les terrains nécessaires à la réalisation du projet sont majoritairement situés dans le domaine public du Conseil Général du Nord. A l'exception des zones redressées de la RD 141, les acquisitions portent sur les franges de la voirie existante, en limite des exploitations agricoles. Les contacts ont été pris en leur temps pour que ces acquisitions se fassent dans les meilleures conditions.

Ces différents points m'ont permis de constater que le projet présente plus de points positifs que négatifs. Cela a contribué à forger mon jugement.

Dans ces conditions, je donne un AVIS FAVORABLE à l'enquête Publique Unique de la requalification de la RD 141.

Fait à Halluin le 30 juin 2015

**Maurice NAYE
Commissaire Enquêteur.**

ANNEXES

REGISTRES D'ENQUETE COURRIERS

PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



Service Aménagement Territorial

RAF : 11PIMC0401668

Objet : requalification de la RD 141
sur Illies et Salomé

Affaire suivie par Hervé FARQUET

Siège Social

140 boulevard de la Liberté

CS 71177

59013 Lille cedex

Tél : 03 20 88 47 00

Email : chambre-nord@agriculture-nord.fr

Antenne Arras

56 avenue Roger Salengro

BP 8085

62053 Saint Laurent d'Oisy cedex

Tél : 03 21 40 57 57

Antenne Lille

140 boulevard de la Liberté

CS 71177

59013 Lille cedex

Tél : 03 20 88 47 00

Monsieur le Préfet

12, Rue Jean Sans Peur

59039 LILLE CEDEX

A l'attention de Mme Delphine ROMMELAERE

Lille, le 19 décembre 2014



Monsieur le Préfet,

Par courrier en date du 13 novembre dernier et reçu le 24 novembre, vous nous consultez sur le dossier repris en objet.

Celui-ci a fait l'objet d'une concertation entre les agriculteurs, les Maires de Illies et Salomé, les services de LMCU, du Conseil Général du Nord et de la Chambre d'agriculture.

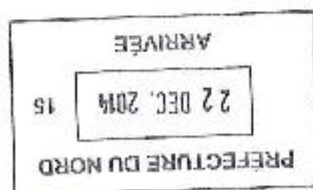
Une partie des préoccupations des agriculteurs est reprise au dossier de demande du DUP : maîtrise de l'emprise du projet par réduction de son assiette, rétablissement des accès aux chemins et aux parcelles, utilisation future d'un délaissé pour la création d'un dépôt de battages, ...

Nous tenons également à insister et faire acter les deux points suivants relatifs au projet ou négociés lors des différentes phases de concertation, auxquelles nous avons participé sur le dossier RD 141 et le projet de zone d'activité Illies, La Bassée, Salomé.

1. Il a été convenu avec LMCU que la RD 141 constituera à terme une limite à l'urbanisation. Cet accord devra être repris dans le cadre de la révision du SCOT de Lille Métropole et se traduira par la suppression des modules d'extension urbaine, à dominante économique inscrits au Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme en vigueur et situés entre la RD 141 et la limite communale de Marquillies.
2. Comme il est figuré au dossier que vous nous avez transmis pour avis, il est nécessaire de ne pas prévoir d'alignement d'arbres en bordure Est de l'infrastructure, tant pour limiter l'emprise du projet que la gêne engendrée par le débordement des branches sur les terrains agricoles.

Enfin, nous demandons qu'une concertation préalable soit organisée avec les agriculteurs :

- lors des études de réalisation des aménagements limitant la vitesse aux abords de la zone urbaine de la commune de Salomé demandés par la mairie. La réflexion portera sur le type d'aménagements à prévoir de façon à y intégrer la circulation des engins agricoles, leurs gabarits et rayons de braquage et la hauteur du mobilier urbain à ne pas dépasser.



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Établissement public

du 51/01/1977

Siret 325 013 543 0007

APE 9411Z

www.agriculture-nord.fr

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

- lors du démarrage du chantier d'aménagement de la route : (information du calendrier, négociation sur les périodes et modalités d'intervention sur les terrains agricoles, communication des coordonnées des responsables de chantier des entreprises et du maître d'ouvrage, ...). Les accès aux champs seront maintenus pendant les travaux, de façon à ce que les agriculteurs ne subissent pas de retard dans les travaux des champs.

Restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de notre haute considération.



Vous enjoint
R. Collet
Le Président,

Jean-Bernard Bayard
Jean-Bernard BAYARD

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

**CHAMBRE DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
GRAND LILLE**

PRÉFECTURE DU NORD
02 18 DEC. 2014
ARRIVÉE

S.G.A
22 DEC. 2014
ARRIVÉE

Monsieur Jean François CORDET
Préfet du Nord
Hôtel de la Préfecture
12, rue Jean sans Peur

59039 LILLE CEDEX

Le Directeur Général

Nos réf. : Affaire suivie par :
Mme Houda ADALBERON
T : 03.20.63.78.21
M: h.adalberon@grand-lille.cci.fr

CR

Lille, le 16 décembre 2014

Objet : Avis de la CCI Grand Lille sur le projet de requalification de la route
départementale 141 sur les communes d'Illies et Salomé.

Monsieur le Préfet,

Le projet de requalification de la RD 141 entre Illies et Salomé est inscrit au Schéma Routier Départemental 2000-2014 et au Plan Routier Départemental 2005-2010/2011-2015.

Il a été identifié comme prioritaire, pour permettre la réalisation du parc d'activités d'Illies-Salomé, dans le cadre du développement des 1000 ha de zones économiques sur la métropole lilloise.

Les études pré-opérationnelles relatives à la création de ce parc d'activités, menées à l'initiative de Lille Métropole en 2008-2009, ont souligné l'enjeu majeur d'accessibilité sur cette zone, qui dans un premier temps s'opérerait principalement par la RD 141.

Cette voie est, dans son état initial, inadaptée pour accueillir un trafic important et notamment de poids lourds. Les études menées par Lille Métropole ont notamment conclu à la nécessité de requalification lourde de la RD 141 : mise aux normes de la largeur de la chaussée existante dans sa partie nord, rectification de deux virages, création d'une nouvelle voirie dans le périmètre de la ZAC afin d'accéder directement au giratoire situé sur la RD 145 au niveau de l'entrée de la commune de Salomé.

Pour une accessibilité complète au secteur, les études pré-opérationnelles d'urbanisme ont montré également la nécessité de réaliser des liaisons entre la RN 47 et la RD 145 par des bretelles supplémentaires au quart d'échangeur de Salomé existant. Ainsi le maillage entre le réseau national et le réseau départemental serait complet et notamment pour les liaisons avec l'agglomération lilloise.

Les études de définition précise du projet co-financées par LMCU et le Département du Nord, ont permis de confirmer la faisabilité technique du projet et sa pertinence en accompagnement de la réalisation du futur parc d'activités d'Illies-Salomé.

Siège social :

CCI GRAND LILLE - Place du Théâtre - C.S. 80350 - 59020 Lille cedex - T. 03 20 63 77 77 - F. 03 20 74 82 58
N° Siret 130 603 641 00017 - Code NAF 9411Z - N° TVA INTRA : FR 46130003841



*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Conformément à la procédure d'instruction préalable à l'enquête de déclaration d'utilité publique du projet de requalification de la RD141 sur les communes d'Illies et Salomé, la CCI Grand Lille émet l'avis suivant :

La CCI Grand Lille partage l'objectif de réalisation d'une première tranche du parc d'activités d'Illies-Salomé d'ici 2020.

Le site d'Illies-Salomé est une composante-clé de l'offre foncière sur la métropole européenne de Lille, nécessaire pour pouvoir démarcher des entreprises exogènes et relocaliser des entreprises industrielles à fort potentiel de développement.

Il s'agit en particulier de proposer une offre foncière en phase avec le processus de Troisième Révolution Industrielle qui est engagé dans le Nord de la France.

Ce site à aménager sur foncier agricole est appelé à former, dans l'approche de la Charte Parcs d'activités du 21ème siècle, un seul ensemble à vocation économique avec la zone industrielle Artois-Flandres située au contact du canal d'Aire Lille-Dourges-Dunkerque.

Dans cette perspective, nous attirons l'attention sur plusieurs ajustements nécessaires (cf. Annexe 1) :

1) L'opportunité à l'horizon 2020 de réorganiser les tracés des lignes de bus 63, 64 et 68 afin qu'elles desservent le futur parc d'activités et organisent un rabattement cadencé vers la gare de La Bassée (Lille-Béthune) et Don-Sainghin (Lille-Lens-Douai/Arras). La première option pratique, à l'horizon 2020, doit être par conséquent d'articuler au mieux les moyens existants.

2) La nécessité d'intégrer au dossier de financement/réalisation du projet de requalification de la RD 141 l'ensemble du tracé cyclable Illies-Salomé-gare de La Bassée (le long de la RD 145). Il serait également pertinent de programmer une continuité de cheminement cyclable jusqu'à la zone Artois-Flandre (ancienne passerelle ferroviaire, itinéraire à aménager en parallèle de la RN47).

3) L'opportunité d'établir, dans le cadre de l'aménagement de la 1ère tranche du parc d'activités d'Illies-Salomé (horizon 2020), une voirie de continuité entre la RD 141 et la rue du Hameau des Auvillers (en passant devant l'entreprise Big Mat). Ceci pour permettre une accessibilité complète dans les 2 sens à la RN 47 et RN 41, notamment pour les poids lourds.

La CCI Grand Lille espère que ces apports complémentaires, essentiels pour la réussite du projet de développement économique, seront approfondis en phase opérationnelle du projet.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Préfet, l'assurance de ma considération distinguée.

PJ : Illustration des ajustements proposés.

Jean Louis GUERIN



*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



**La Directrice de la Santé Publique
et Environnementale**

Département Santé Environnement
Pôle Environnement Extérieur

Dossier suivi par : Emmanuel COLLET
Téléphone : 03.62.72.88.28
Télécopie : 03.62.72.88.19

Emmanuel.collet@ars.sante.fr

Lille, le

06 JAN 2015

Monsieur le Préfet de la Région Nord – Pas de Calais
Préfet du Nord
Direction des Relations avec les collectivités
territoriales
Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière
A l'attention de Delphine ROMMELAERE

12 rue Jean sans Peur
59039 LILLE Cedex

Réf. : votre transmission reçue le 17 Novembre 2014

Objet : Requalification de la route départementale 141 entre les communes d'Illies et Salomé.
Dossier d'enquête publique préalable à une DUP

Par courrier cité en référence, vous m'avez transmis pour avis le dossier de requalification de la RD141 entre les communes d'Illies et Salomé. Ce dossier est présenté par le Conseil Général du Nord en vue de la déclaration d'utilité publique (DUP) de cette opération. Elle consiste à une mise aux normes incluant la reconstruction d'une chaussée très dégradée, la sécurisation des modes de transport doux (par la création de bandes ou pistes cyclables suivant l'emprise disponible), l'aménagement de deux carrefours « en T », l'un sur la RD141 afin de desservir le futur projet de la zone d'activité d'Illies-Salomé, l'autre au niveau de l'insertion de la RD141 et de la RD145, et l'aménagement d'une voie d'insertion sur le giratoire d'Illies. Le projet de requalification prévoit une limitation de la vitesse, à 50km/h au niveau du hameau et 70 km/h sur le reste de la route.

Le projet ne se situe pas à proximité de captages d'eau destinée à la consommation humaine, ni en zone de protection de captage d'eau potable. Les deux captages les plus proches du projet sont les forages F1 et F2 d'Illies. Des essais de perméabilité réalisés au niveau du projet montrent des perméabilités faibles à moyennes (p.80 de l'étude d'impact). Le dossier précise que les eaux pluviales et de ruissellement seront gérées à la parcelle de manière alternative (noues, bassin tampon, fossés, ...) (p.227 et 235 de l'étude d'impact).

L'état initial présente des lacunes dans la description de l'état des milieux. Aucune campagne de mesure n'a été réalisée afin de caractériser l'état des milieux. La description de l'état initial porte sur l'utilisation de données déjà existantes (qualité air) ou de modélisation (bruit).

L'analyse de la qualité de l'air se base sur les résultats de la station fixe de mesure ATMO située dans la zone d'étude du projet (école rue pasteur de Salomé). La qualité de l'air est globalement stable et bonne au niveau de la station, bien que présentant un dépassement du seuil d'information en PM₁₀ (167 heures en 2007 et 134 en 2011) (p.107 de l'étude d'impact).

014EG219 DUP RD141.docx

Adresse postale : 556 avenue Willy Brandt 59777 Eurallille – w : 03.62.72.88.00 – s : 03.62.72.88.19
Site Internet : <http://ars.nordpasdecalais.sante.fr>

Page 1 sur 2

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Les modélisations acoustiques réalisées par le bureau d'étude Impédance Environnement montrent que la RD141 génère peu de nuisances sonores de trafic à l'état initial. La modélisation de l'état projeté montre que les niveaux sonores en façades de l'ensemble de l'habitation sont inférieurs aux seuils (inférieur 60 dB le jour et 55 dB la nuit), au sens de la loi du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit. Au vu des estimations réalisées, le pétitionnaire précise qu'aucune mesure particulière n'est à prévoir (p.250 de l'étude d'impact).

Remarque : Je déplore qu'aucune mesure sur site n'ait été réalisée dans le cadre du projet. Une campagne de mesure aurait été plus pertinente qu'une modélisation afin d'évaluer l'état initial.

Compte tenu de ces éléments, j'émet un avis favorable sur l'opération de mise aux normes de la RD141. Cependant, des mesures sur site auraient pu être réalisées, notamment en matière de nuisance sonore, afin d'avoir une meilleure vision de l'état actuel.



Dr. Carole BERTHELOT

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Délégation territoriale
de Lille

Lille, le **22 DEC. 2014**

Le directeur départemental des territoires et de la
mer

à

Monsieur le préfet du département du Nord
D.R.C.T
Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière

réf. : votre courrier du 13 novembre 2014
Affaire suivie par :
Laurent LATURELLE
Tél. : 03 20 71 59 65 – Fax : 03 20 47 72 81
Courriel : Laurent.Laturelle@nord.gouv.fr

Objet : Dossier de demande de déclaration d'utilité publique (DUP) pour la requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé

Par bordereau susvisé, vous m'avez communiqué le dossier mentionné en objet pour avis.

Le projet porte sur la requalification de la RD141 sur la partie comprise entre la RN41 à Illies et la RD145 à Salomé.

Les objectifs poursuivis dans le cadre de cette opération sont :

- Reconstituer une liaison d'importance locale entre Illies et Salomé : la RD 141 qui relie ces deux communes est actuellement fermée à la circulation en raison du mauvais état de la chaussée,
- Permettre la desserte du futur parc d'activités d'Illies-Salomé depuis la RN41 et depuis les communes environnantes,
- Faciliter et sécuriser les déplacements cyclistes et piétons entre le secteur urbanisé des communes d'Illies et de Salomé, notamment depuis ou vers la halte TER

Le dossier appelle de ma part les remarques suivantes :

S'agissant de l'utilité publique du projet

En application de l'article L.11-1 I du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, l'expropriation d'immeubles, en tout ou partie, ou de droits réels immobiliers ne peut être prononcée qu'autant qu'elle aura été précédée d'une déclaration d'utilité publique.

L'expropriation constitue une atteinte grave au droit de propriété puisqu'elle permet dans un but d'utilité publique et sous réserve d'une juste et préalable indemnité, la dépossession définitive et totale d'un propriétaire. Aussi, elle se doit de respecter un certain nombre de principes au rang desquels celui de nécessité, rappelé dans le préambule de la Constitution : « La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée, l'exige (...) ».

www.nord.equipements-agriculture.gouv.fr

Horaires d'ouverture : lundi au vendredi : 8h45-11h45 et 14h00-17h00
Tél. : 03 20 71 59 64 – fax : 03 20 47 72 81
BP 289 B, rue de Bellevue
59019 Lille cedex

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Le projet de requalification porte sur :

- l'élargissement de la chaussée
- la correction des virages
- la création d'un cheminement doux
- l'aménagement d'une voie directe tourne à droite sur le giratoire RN41/RD141
- l'aménagement de 2 carrefours en « T » pour desservir la future zone d'activités d'Illies-Salomé et l'intersection entre la RD141/RD145
- le prolongement de la liaison cyclable le long de la RD145 jusqu'à la halte TER de Salomé

La requalification de la RD 141 s'inscrit dans le même programme global que le projet de zone d'activités d'Illies-Salomé prévu dans le cadre de la délibération communautaire du 11/03/2003 dite des « 1000 hectares » économiques. Lille Métropole manque de fonciers de grandes tailles qui a conduit le territoire à perdre des projets importants fortement générateurs d'emplois. Illies-Salomé constitue un des seuls sites permettant de dégager dans son enveloppe globale plus de 70 ha d'un seul tenant, avec un niveau de desserte routière adéquat. Le développement de cette zone, qui par ailleurs a fait l'objet d'une DUP en 2008, est conditionné à la requalification de la RD 141.

Par ailleurs, la RD141 est actuellement utilisée pour la desserte des riverains uniquement et supporte un trafic de l'ordre de 350 véh/j. La réouverture de l'axe suite au projet de requalification entraînera un trafic supplémentaire cumulé estimé à 2350 véh/j lié uniquement par l'attractivité de la nouvelle voie de liaison entre Illies et Salomé. Cet aménagement permettra de faciliter les déplacements vers la halte TER de Salomé aux abords récemment aménagés et à augmenter son attractivité en lien avec le renforcement du cadencement programmé de la ligne TER Lille-Béthune. La réalisation d'un mode doux dans le cadre du projet sécurisera les déplacements cyclistes et piétons entre les 2 communes et notamment vers la halte TER.

Au regard de ces éléments, l'utilité publique du projet de requalification de la RD 141 apparaît démontrée.

S'agissant de l'étude d'impact

De par sa faible ampleur, le projet objet de la demande de DUP présente des enjeux et des impacts limités qui amènent quelques remarques développées dans les parties infra. Cependant, celui-ci est directement lié à l'aménagement de la zone d'activités dont les impacts sont difficiles à quantifier en raison de l'incertitude sur les modalités de son aménagement et ses caractéristiques *in fine*.

Aussi, même si le dossier précise que la future zone s'inscrira dans la charte des parcs d'activités du 21ème siècle porté par LMCU, le dossier pâtit fortement de ces incertitudes qui, d'une part, ne permettent d'apprécier finement les impacts du programme global et, d'autre part, peuvent influencer sur le projet de requalification objet de la demande et ses impacts sur l'environnement (notamment le trafic, le bruit et l'assainissement).

Trafic

Les données de trafic s'appuient sur des comptages établis en 2004 et 2009 (page 53 du dossier). Il est regrettable que les projections de trafics calculées n'aient pas été réalisées sur des données plus récentes alors que le contournement Sud de La Bassée est ouvert à la circulation depuis fin 2010 – ouverture qui a pu faire sensiblement évoluer les trafics recensés.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Bruit

Deux scénarios de trafic ont été envisagés dans l'étude acoustique (1920 véh/j avec 25 % PL et 3834 véh/j avec 25 % PL). Le dossier conclut quelque soit le scénario observé, les niveaux d'exposition définis par la réglementation sont respectés et qu'aucune mesure particulière n'est donc à prévoir.

Le dossier précise en page 243 et 244 que le trafic estimé à moyen terme est de 5050 véh/j (ZAC remplie à 50%) et de 6600 véh/j à long terme (ZAC remplie à 100%).

Même si l'aménagement total de la zone d'activités - conditionné à de lourds travaux sur la RN41 - apparaît hypothétique, il apparaît nécessaire que les trafics pris en compte dans l'étude acoustique soient *a minima* ceux liés à l'aménagement de la zone à 50 % qui est uniquement conditionné, en terme d'accessibilité, à la requalification de la RD141 objet de la présente demande.

Risques

A notre connaissance, le projet n'est impacté par aucune zone inondable. A noter tout de même que l'intersection entre la RN41 et RN47 a été sujette aux inondations d'après la mairie de Illies avant la mise à 2 x 2 voies de la RN 47.

Concernant le risque retrait gonflement de argiles (P 74), la méthode employée par le BRGM pour définir les aléas consiste en un croisement des configurations géologiques les plus sensibles au phénomène de retrait-gonflement avec des densités de sinistres. Cette méthode établie nationalement n'exclut donc pas que le retrait-gonflement existe dans les zones d'aléa faible, aujourd'hui peu construites, donc automatiquement peu sinistrées. Une attention toute particulière est donc à porter à la lecture de la carte présentée dans le dossier.

Agriculture

Le projet de requalification de la RD 141 aura un impact faible sur l'activité agricole au regard de l'emprise considérée.

Cependant, il est dommageable que l'impact du programme et notamment de la zone d'activités sur l'agriculture n'ait pas été plus détaillé dans le dossier. En effet, indépendamment des imprécisions sur les caractéristiques finales de la zone, les terres visées seront irrémédiablement perdues pour l'activité agricole et en conséquence une analyse plus fine aurait pu être menée.

Préservation de la ressource en eau

Ces travaux sur l'infrastructure routière sont une opportunité de réaliser un assainissement plus respectueux de l'environnement. Ainsi, même si les eaux souterraines apparaissent relativement protégées de toutes pollutions accidentelles sous réserve d'une intervention dans les 4 heures suivant l'accident (p 258), les incertitudes sur le type d'activité projetée sur la zone et sur la nature des transports associés, auraient plaidé pour la mise en place d'un système d'assainissement plus sécurisé vis à vis de la gestion des pollutions accidentelles.

Au titre de la police de l'eau, le projet sera vraisemblablement soumis à un dossier de déclaration ou d'autorisation. A ce titre, une préanalyse du dossier a été effectuée en juin 2014 par le service adhoc qui avait relevé un certain nombre d'interrogations transmis au pétitionnaire notamment sur le statut des cours d'eau de la Petite Libaude et du Courant de la Libaude interceptés par le projet.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Impacts cumulés avec d'autres projets

Le dossier analyse en page 305 les impacts cumulés avec d'autres projets essentiellement économiques.

L'axe RN41 fait également l'objet de plusieurs projets d'habitat (Hallennes-lez-Haubourdin...) ou agricoles (Wavrin) qui peuvent également impacter les conditions de circulation de la RN41 qui sont d'ors et déjà difficiles aux heures de pointe du matin et du soir. Aussi, une analyse plus large des projets à l'échelle de l'ensemble de la RN41 serait opportune afin d'estimer au mieux les impacts du projet sur les conditions de circulation de la route nationale.

S'agissant de l'urbanisme

En application des dispositions combinées des articles L.11-4 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et des articles L.122-15 et L.123-16 du code de l'urbanisme, la déclaration d'utilité publique qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ou d'un schéma de cohérence territoriale ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a également porté sur la mise en compatibilité du ou des documents d'urbanisme.

En l'espèce, le projet est compatible avec les dispositions du Schéma Directeur de Développement et d'Urbanisme de Lille Métropole.

Au regard du PLU communautaire, le projet traverse les zones A et AUDa. Le projet n'est pas à proprement parler incompatible avec les prescriptions réglementaires qui s'y appliquent. Toutefois la mise en compatibilité du PLU par la création d'un emplacement réservé sur les deux communes assure une meilleure transparence.

Le dossier de mise en compatibilité n'appelle donc aucune remarque de ma part.

En conclusion, j'émet **un avis favorable** au projet car son utilité publique est certaine.

Toutefois, sans remettre en cause son économie générale, le dossier pourrait être complété concernant

- Une mise à jour des données de trafic prenant notamment en compte la mise en service du contournement Sud de La Bassée
- Une étude acoustique prenant en compte les trafics projetés avec un remplissage de la zone d'activités à 50 %
- Des précisions concernant l'impact du programme sur l'activité agricole
- Une prise en compte plus large des projets pouvant affecter les conditions de circulation de la RN41

Le Responsable de la délégation territoriale


Xavier MATYKOWSKI

Copie à Chrono/RTS/PACTER/SEE

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



44039.3
PREFECTURE
06 JAN. 2015 06.01

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Direction interdépartementale des Routes
NORD

Lille, le 23 décembre 2014

Direction



Le Directeur interdépartemental des routes
Nord

Nos réf. : 14/DPI/252
Vos réf. : Affaire suivie par Delphine ROMELAERE
Affaire suivie par : Pierre BEAUVOIS
pierre.beauvois@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 03 20 41 79 47 – Fax : 03 20 41 79 10
Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

à
Monsieur le Préfet du département du Nord
Préfecture du Nord
Cabinet du Préfet
12 rue Jean sans Peur CS 20003
59039 Lille Cedex

Objet : Demande de déclaration d'utilité publique – Requalification de la RD141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé.
PJ :

Par courrier en date du 13 novembre 2014, vous m'avez transmis pour avis le dossier constitué par Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) à l'effet d'obtenir la déclaration d'utilité publique pour le projet de requalification de la RD141 entre Illies et Salomé. Cette requalification de la RD141 permettra la desserte du futur parc d'activités d'Illies – Salomé depuis la RN41.

Le projet d'aménagement routier visant à une requalification de la RD141 entre Illies et Salomé consiste en :

- l'élargissement de la chaussée, la correction de virages et la création d'un mode de déplacement doux (piste cyclable ouverte aux piétons) sur toute sa longueur,
- l'aménagement d'une voie directe de tourne à droite « shunt » sur le giratoire entre la RN 41 depuis Lille et la RD 141 vers le centre de la commune d'Illies, permettant d'augmenter la capacité du giratoire,
- l'aménagement de carrefour en T, pour la desserte de la zone d'activités et au niveau de l'intersection au sud avec la RD 145 vers Salomé,
- le prolongement de la liaison cyclable jusqu'à la halte du train express régional (TER) de Salomé (rue Jules Ferry).

Ce projet va générer des modifications concernant le type et le volume de trafic sur la RN 41 au niveau de l'agglomération d'Illies et va également modifier la configuration des échanges entre la RD 141 et la RN 41.

L'avis de la Direction interdépartementale des Routes Nord portera sur les sujets impactant notre réseau, c'est à dire :

- La réalisation du shunt au niveau du giratoire avec la RN41 sens Lille Illies
- La restauration des liaisons cyclistes et piétonnes au niveau des branches au Sud du giratoire.



www.developpement-durable.gouv.fr

Tél. : 33 (0) 3 20 49 63 44 – fax : 33 (0) 3 20 49 60 68
2, rue de Bruxelles – CS 20275
59019 Lille cedex

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

1) Réalisation du shunt :

Ce shunt est apparu à la suite des études de trafic qui montrent qu'à long terme, avec la présence des zones économiques, la branche d'entrée Nord du giratoire n'aura plus une capacité suffisante. La fonction principale de ce shunt est d'augmenter la capacité de réserve du giratoire en basculant directement le trafic des usagers qui vont à Illies sur celui-ci.

En 2011, un projet d'aménagement plus global avait été présenté sur la RN41 et RN47. Ce projet prévoyait de mettre en place 2 nouveaux échangeurs afin de desservir les futures zones économiques du territoire. Ces premières esquisses ne comportaient pas la création du shunt envisagé ici. Aussi, à ce jour, sa réalisation nous semble prématurée. L'utilité du shunt ne pourrait se révéler nécessaire qu'à long terme. En l'absence de justifications quant à son utilité, nous pensons que sa réalisation peut être repoussée, car il pourrait s'avérer inutile si les échangeurs sont envisagés.

S'il venait malgré tout à être envisagé, des interrogations se portent sur :

- Les probables acquisitions foncières pour sa réalisation (modalités d'acquisition et leur financement).
- Dans le dossier concernant l'utilité publique du projet n° 1 / 2 page n°7, il est indiqué que l'Etat serait le Maître d'Ouvrage des travaux de création du shunt. La DIR Nord n'a pas connaissance de la validation de ce point précis.
- Sur le site actuellement, nous avons la présence d'un merlon de terre à la place du futur shunt prévu au projet. Ce merlon jouant un rôle de protection acoustique, il conviendra de s'assurer de sa reconstitution et éventuellement du maintien de la protection actuelle.
- Sa conception. Dans le plan du dossier Avant Projet, le shunt comporte 2 courbes ce qui n'est pas conforme aux normes géométriques concernant les aménagements des routes principales.
- La mise en place de ce shunt engendrera la pose d'une signalisation en amont sur la RN41 et ajoutera une charge d'entretien ainsi qu'un impact sur la viabilité hivernale (modification du circuit de salage). Des questions se posent quant au financement de celle-ci et sur la prise en charge de l'entretien du shunt.

En conséquence et par rapport aux points pré-cités, la DIR Nord ne souhaite pas assurer la gestion et l'entretien de ce shunt.

2) Modes de déplacement doux :

Le projet prévoit de renforcer la signalisation déjà existante. Nous acceptons la mise en place d'un dispositif lumineux pour améliorer la perception de la signalisation de position des passages piétons (C20a + feux clignotants). L'alimentation des feux clignotants sera réalisée avec des capteurs solaires. La DIR Nord ne prendra pas en charge la gestion de ces dispositifs.


Concernant le traitement de ce projet d'investissement sur le réseau routier national à l'initiative d'une collectivité ou d'un tiers, celui-ci rentre dans le cadre d'application de l'Instruction du Gouvernement du 29 avril 2014 fixant les modalités d'élaboration des opérations d'investissement et de gestion sur le réseau routier national.

Cette Instruction demande notamment que toute opération de ce genre fasse l'objet d'un dossier d'opportunité permettant à l'administration centrale de prendre connaissance du projet. Le niveau central décidera sur la base de ce dossier sous deux mois s'il souhaite instruire lui-même la demande ou s'il laisse le champ à une instruction directe du dossier au niveau local (DIR Nord ou DREAL).

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

L'administration centrale sera informée de ce projet par la DIR Nord. Compte tenu de plusieurs des arguments évoqués plus haut, il est pleinement nécessaire de la solliciter dans le respect de cette instruction aux fins d'examen au fond de l'opportunité de ce projet.
Mon service reste à votre disposition pour tout complément d'information sur ce dossier.

 Le Directeur

 Le Directeur adjoint
Entretien-Exploitation
Claude GANIER

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Service ECLAT

Division aménagement
des territoires

Cellule évaluation
environnementale
des projets

Affaire suivie par :
L.GOMES

Tél. : 03 20 40 43 37

Monsieur le Préfet du Nord

A l'attention de Delphine ROMMELAERE

Lille, le

4 Décembre 2014

Objet : requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé (DUP)

Réf : 2014-0645 ae-projets.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr

P.J. : avis de l'Autorité environnementale, émis le 9 juillet 2014

Vous avez souhaité recueillir l'avis de la DREAL dans le cadre des enquêtes d'utilité publique et parcellaire concernant le projet de requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé.

Ce projet, soumis à étude d'impact, a fait l'objet d'un avis de l'Autorité environnementale, émis le 9 juillet 2014 par le Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, sur la version de mars 2014 de l'étude d'impact.

Pour mémoire, l'Autorité environnementale identifiait comme principal enjeu du programme l'artificialisation d'un territoire agricole, avec des impacts induits notamment en termes de déplacements ainsi que des conséquences, néanmoins limitées, pour les enjeux liés aux milieux naturels, au bruit et à la pollution.
Elle recommandait de compléter et de préciser les impacts de la zone d'activité et du programme.

Aucun complément dans l'étude, ni de mémoire en réponse à l'avis de l'Autorité environnementale n'ont été rédigés par Lille Métropole Communauté Urbaine.

Par ailleurs, j'attire votre attention sur le fait que les conventions jointes au dossier d'enquête publique ne sont pas signées.

Enfin, je vous précise que l'État n'est pas maître d'ouvrage sur ce projet, on peut donc s'interroger sur la présence du logo de l'État sur les différents éléments composant le dossier d'enquête publique.

Pour la directrice régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement, par intérim
Pour le chef du service, énergie, climat,
logement, aménagement des territoires
Le responsable de la cellule
évaluation environnementale des projets

C. Marais
Guillaume MARAIS

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

X

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES
Service Régional de l'Archéologie
3, rue du Lombard
TSA 50041
59049 Lille cedex

Tel : 03 28 36 78 50
Fax : 03 28 36 78 69



Lille, le 03 décembre 2014

PRÉFECTURE DU NORD
D.R.C.L.
Urbanisme et maîtrise foncière
12, rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cédex

objet :
intercommunal : d'Illies à Salomé (Nord) Requalification de la RD 141 - enquête préalable à la DUP
références à rappeler : SRA 140774 (affaire suivie par Virginie Motte)

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;
Vu le décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 ;

Madame, Monsieur,

Le terrain, assiette du présent dossier, a déjà fait l'objet d'une notification d'arrêté de diagnostic archéologique. Celui-ci a été réalisé et n'appelle pas de prescriptions complémentaires.

Pour le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais et par délégation,
Le conservateur régional de l'archéologie
Stéphane Révillon

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



PRÉFET DE LA RÉGION
NORD - PAS-DE-CALAIS

Lille, le 25 novembre 2014

DIRECTION REGIONALE
DES AFFAIRES CULTURELLES
Service Régional de l'Archéologie
3, rue du Lombard
TSA 50041
59049 Lille cedex

Tel : 03 28 36 78 50
Fax : 03 28 36 78 69

PRÉFECTURE DU NORD
D.R.C.L.
Urbanisme et maîtrise foncière
12, rue Jean Sans Peur
59039 LILLE Cédex

objet :
intercommunal : d'Illies à Salomé (Nord) Requalification de la RD 141 - enquête préalable à la DUP
références à rappeler : SRA 140774 (affaire suivie par Virginie Motte)

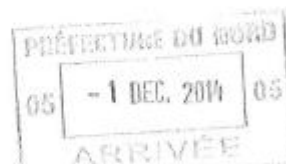
Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;
Vu le décret n° 2004-490 du 03 juin 2004 ;

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu le dossier cité en objet et je vous informe que, conformément au code du patrimoine, le projet donne lieu à des prescriptions archéologiques. L'aménageur peut saisir le préfet de région d'une demande anticipée « prescription ».

Je vous prie de bien vouloir agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le préfet de Région Nord - Pas-de-Calais
et par délégation
Le conservateur régional de l'archéologie
Stéphane Révillon



*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE
SERVICE CANALISATION
Rue Ariane
59119 WAZIERS
Tel : 03.27.92.91.13
Fax : 03.27.92.36.74

Préfecture du Nord
Urbanisme et maîtrise foncière
Mme Delphine Rommelaere
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE CEDEX

Waziers le 28 Novembre 2014.

Madame,

Nous avons bien reçu votre dossier relatif à la requalification de la route départementale n°141, sur la commune de Salomé, et nous vous en remercions.

La route départementale n° 145, sur laquelle vient se raccorder la 141, est traversée par deux canalisations de transport de gaz industriels qui vont être impactées par les travaux de raccordement et d'élargissement au niveau des parcelles A n° 1923 et 1921, qui sont grevées de servitudes.

Les prescriptions de sécurité qui sont liées à nos ouvrages, imposent de mettre en place des protections mécaniques au dessus des canalisations, sur toute la partie impactée par les travaux, selon un cahier des charges et une procédure standard que nous vous joignons pour information.

Ces protections doivent être mises en place avant le commencement des travaux, par une entreprise habilitée à travailler à proximité de canalisations de transport enterrées, sous la surveillance d'un agent Air Liquide ou d'un de ses représentants, les fournitures et mains d'œuvre seront prises en charge financière par le demandeur du projet.

Veuillez agréer, l'expression de nos salutations distinguées.

Service Canalisation et Domanial Nord France

Daniel LIPKA.



AIR LIQUIDE FRANCE INDUSTRIE. Siège social : 6, Rue Cognacq Jay, 75007 PARIS

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



Le Directeur régional

ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE
BRETAGNE NORMANDIE CENTRE VAL DE LOIRE
FRANCHE COMTE LIGERIE PACA
PAYSANNE ÉCO-RESPONSABILITÉ
NORD PAS DE CALAIS PICARDIE PROVENCE A
CORSE

Lille, le 22 DEC. 2014

Madame Eliane DEL DIN
La Directrice des relations avec
les collectivités territoriales
Préfecture du Nord
12/14, rue Jean Sans Peur
59039 LILLE

23/12
25/14

Références : D/2014/010680/00/CD/sjb
Affaire suivie par : Carine DAUDRE
Objet : projet de requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé
Copie DET Infrapôle NPC

Madame la Directrice,

Vous avez sollicité mes services pour l'examen de l'ensemble des documents du projet de requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et de Salomé.

Ce projet comporte deux aspects pouvant éventuellement impacter le passage à niveau n°31 rue Jules Ferry (RD 141).

Il y a d'une part, le prolongement de la liaison cyclable le long de la RD 145 jusqu'à la halte TER de Salomé. Après étude de notre part, la piste cyclable ne représenterait pas d'impact significatif étant donné qu'elle dessert le parking à vélo situé avant le passage à niveau, sans le franchir. Si cette piste cyclable devait être prolongée au-delà du passage à niveau, une modification importante des équipements de sécurité actuels liés au passage à niveau serait nécessaire en application du guide SETRA 138 sur le traitement des continuités cyclables au droit des passages à niveau. Cette modification serait à la charge du maître d'ouvrage du projet.

D'autre part, il est prévu une intensification du trafic sur la RD 141 requalifiée qui passerait de 350 véhicules légers/jour (trafic existant) à 2350 véhicules légers/jour, voire 6600 véhicules légers/jour tous projets confondus dans le secteur géographique. Nous nous interrogeons sur l'impact que pourrait provoquer cette augmentation de trafic, notamment sur la RD 145, dans le sens La Bassée vers Marquillies. En effet, la capacité de stockage de véhicules, du passage à niveau jusqu'au giratoire, pourrait s'avérer insuffisante à certaines heures et générer des risques de remontées de file sur le passage à niveau. Une distance approximative de 50 mètres entre le giratoire et le passage à niveau nous paraît insuffisante.

"Réseau ferré de France exploite les coordonnées de ses correspondants dans une base de données ayant pour unique finalité la gestion et le suivi des courriers. Vous disposez auprès de RFF d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant".

Direction régionale Nord - Pas de Calais et Picardie
100 boulevard de Turin - Tour de Lille - 59777 Euralille
Tél 33 (0)3 20 12 45 20 - Fax 33 (0)3 20 12 45 29
SIRET 412 280 737 00435 - MAF 52232
www.rff.fr

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

En conséquence, afin de conserver le meilleur niveau de sécurité possible au passage à niveau n°31, nous recommandons qu'une analyse de risque soit réalisée comme prévu au guide technique du SETRA et respectant ce dernier, sur la proximité de giratoires, notamment en cas de modification des trafics routiers existants. A défaut, nous émettons des réserves sur le projet, étant donné que celui-ci n'apporte pas d'éléments factuels concernant l'évolution du niveau de sécurité au passage à niveau, puisqu'aucune analyse de risque n'est disponible dans le dossier.

Ma collaboratrice, Carine DAUDRE – Chargée de mission risques réseau, est joignable au 03.20.12.20.81 ou à carine.daudre@rff.fr, pour toute question relative au passage à niveau.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sincères salutations.



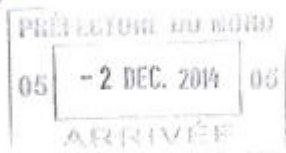
Lucette VANLAECKE

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

DEPARTEMENT DU NORD

Arrondissement de Lille

Commune d'Illies



Illies, le 27 novembre 2014

PREFECTURE DU NORD

Secrétariat général de la préfecture du Nord
Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière
A l'attention de Mme ROMMELAERE Delphine
12, rue Jean sans Peur
59039 LILLE Cedex

Objet : Requalification de la route départementale 141 sur le territoire des communes d'Illies et Salomé. Demande de déclaration d'utilité publique.

Monsieur le Préfet,

Le dossier d'enquête pour la requalification de la route départementale 141 pour obtenir la déclaration d'utilité publique, n'apporte aucune observation de ma part, il correspond au résultat de nombreuses réunions organisées les années précédentes.

J'ai appris que cette zone porte beaucoup d'intérêt pour de grandes entreprises qui commencent à se positionner.

Mon souhait est que l'on aille très vite pour la réalisation de la RD 141 et la mise en activités de la zone économique Illies-Salomé qui est vitale pour la communauté urbaine, et qui donnera un équilibre territorial économique bénéfique aux déplacements des salariés.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Préfet, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire
Daniel HAYART
Conseiller Communautaire

3-5, rue de la Mairie - 59480 ILLIES - Tel. 03 20 29 04 06 - Fax
mairiellies2@wanadoo.fr



*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



A Monsieur le Préfet du Nord
12/14 rue Jean sans Peur
59039 Lille cedex

Secrétariat général de la préfecture du Nord
Direction des relations avec les collectivités territoriales
Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière
Affaire suivie par : Delphine Rommelaere

Ref : DP/PC/2014

Objet : requalification de la RD 141



Monsieur le Préfet,

J'accuse réception de votre courrier, cité en objet, daté du 15 novembre et arrivé dans mes services le 11 décembre 2014. C'est avec enthousiasme que j'accueille le projet de requalification de la route départementale 141, portion comprise entre la RN 41 située sur la commune d'Illies et le RD 145 sur la commune de Salomé.

En effet, la prise en considération de cette voie d'accès à la route nationale souligne la question des déplacements, enjeu important, compte tenu de la volonté de développer un parc d'activités le long de la D141.

Toutefois, cette restructuration appelle de ma part une remarque. L'absence d'un shunt (en pièce-jointe) permettant aux véhicules en provenance de la RD 145 ou la RD 147 d'accéder à la RN 47 dans le sens de circulation Lens/Paris.

Aussi, je propose que soit considérée cette demande partagée également par mon collègue Daniel Hayart, maire d'Illies.

Vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à ma requête, Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, en l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Maire,
CANESSE RIBIÉ

Mairie de Salomé – 7 rue Pasteur – 59496 SALOME
☎ 03.20.29.05.05 – Fax. 03.20.29.05.48
contact@communesalome.fr

ngs



Autorité environnementale
conseil général de l'Environnement et du Développement durable
www.cgedd.developpement-durable.gouv.fr

**Avis délibéré de l'Autorité
environnementale sur la requalification
de la RD141 entre Illies et Salomé (59)**

n°Ae: 2014-48

Avis délibéré n°Ae 2014-48 / n° CGEDD 009755-01 adopté lors de la séance du 9 juillet 2014
Formation d'Autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable

Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

L'Autorité environnementale¹ du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), s'est réunie le 12 mars 2014 à Paris. L'ordre du jour comportait, notamment, l'avis sur « la requalification de la RD141 entre Illies et Salomé ».

Étaient présents et ont délibéré : Mmes Guth, Hubert, Perrin, MM. Barthod, Chevassus-au-Louis, Lafitte, Ledenvic, Letourneux, Roche, Ullmann, Vindimian.

En application du § 2.4.1 du règlement intérieur du CGEDD, chacun des membres délibérants cités ci-dessus atteste qu'aucun intérêt particulier ou élément dans ses activités passées ou présentes n'est de nature à mettre en cause son impartialité dans l'avis à donner sur le projet qui fait l'objet du présent avis.

Étaient absents ou excusés : Mme Steinfelder, M. Decocq, Galibert

*
* *

L'Ae a été saisie pour avis par le directeur général des services techniques de Lille Métropole, le dossier ayant été reçu complet le 18 avril 2014.

Cette saisine étant conforme à l'article R. 122-6 du code de l'environnement relatif à l'autorité administrative compétente en matière d'environnement prévue à l'article L. 122-1 du même code, il en a été accusé réception. Conformément à l'article R122-7 II du même code, l'avis doit être fourni dans le délai de 3 mois.

L'Ae a consulté par courrier en date du 14 mai 2014 :

- *le préfet de département du Nord,*
- *le ministère chargé de la santé,*
- *la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Nord - Pas-de-Calais et a pris en compte sa réponse du 19 juin 2014 sous couvert du préfet de région.*

Sur le rapport de MM. Gérardin et Ledenvic, et après en avoir délibéré, l'Ae rend l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique gras pour en faciliter la lecture.

Il est rappelé ici que pour tous les projets soumis à étude d'impact, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage et du public. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'étude d'impact présentée par le maître d'ouvrage, et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable au projet. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet, et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur ce projet.

Synthèse de l'avis

Le projet consiste à requalifier la route départementale 141 entre les communes d'Illies et Salomé (59), voie actuellement fermée à la circulation, afin d'assurer la desserte d'une zone d'activité nouvelle de 80 ha, dont la réalisation est prévue en deux phases (2018, puis 2030). Le dossier soumis à l'avis de l'Ae présente l'ensemble comme un programme de travaux global, la zone d'activités bénéficiant d'une déclaration d'utilité publique (DUP) datant de 2008, en déclinaison d'une délibération prise par l'agglomération en 2003.

Les travaux consistent à remettre en état une voirie existante à 2 x 1 voies, à corriger quelques virages et à créer une voie verte (piste cyclable ouverte aux piétons) en parallèle. Les besoins de desserte de la zone d'activité conduisent en outre à prévoir au moins un accès à la zone et à séparer les flux par une bretelle de sortie directe, en amont du giratoire de la route nationale 41 voisine, qui relie Lille à Lens et Béthune, à l'intersection avec la route départementale.

Pour l'Ae, ce projet présente, à lui seul, des enjeux et des impacts très limités. Néanmoins, sa principale justification réside dans la réalisation de la zone d'activités. Or, l'étude d'impact explicite peu ses modalités de réalisation (dimensionnement aux différentes phases), six ans après sa DUP, à la lumière plus récente du schéma régional climat air énergie approuvé en 2012 et de l'élaboration en cours du document d'orientations et d'objectif du schéma de cohérence territoriale (SCOT). En corollaire, les caractéristiques de cette zone restent encore imprécises, ce qui ne permet pas de justifier pleinement celles de la requalification proposée pour la route départementale, ni d'apprécier les impacts cumulés des deux projets.

Mise à part cette remarque liminaire, l'étude d'impact est claire et aisément compréhensible.

Pour l'Ae, le principal enjeu de ce programme réside dans l'artificialisation d'un territoire agricole, pour l'instant peu habité et peu fréquenté, avec des impacts induits, notamment en termes de déplacements, ainsi que des conséquences, néanmoins limitées, pour les milieux et en termes de bruit et de pollution.

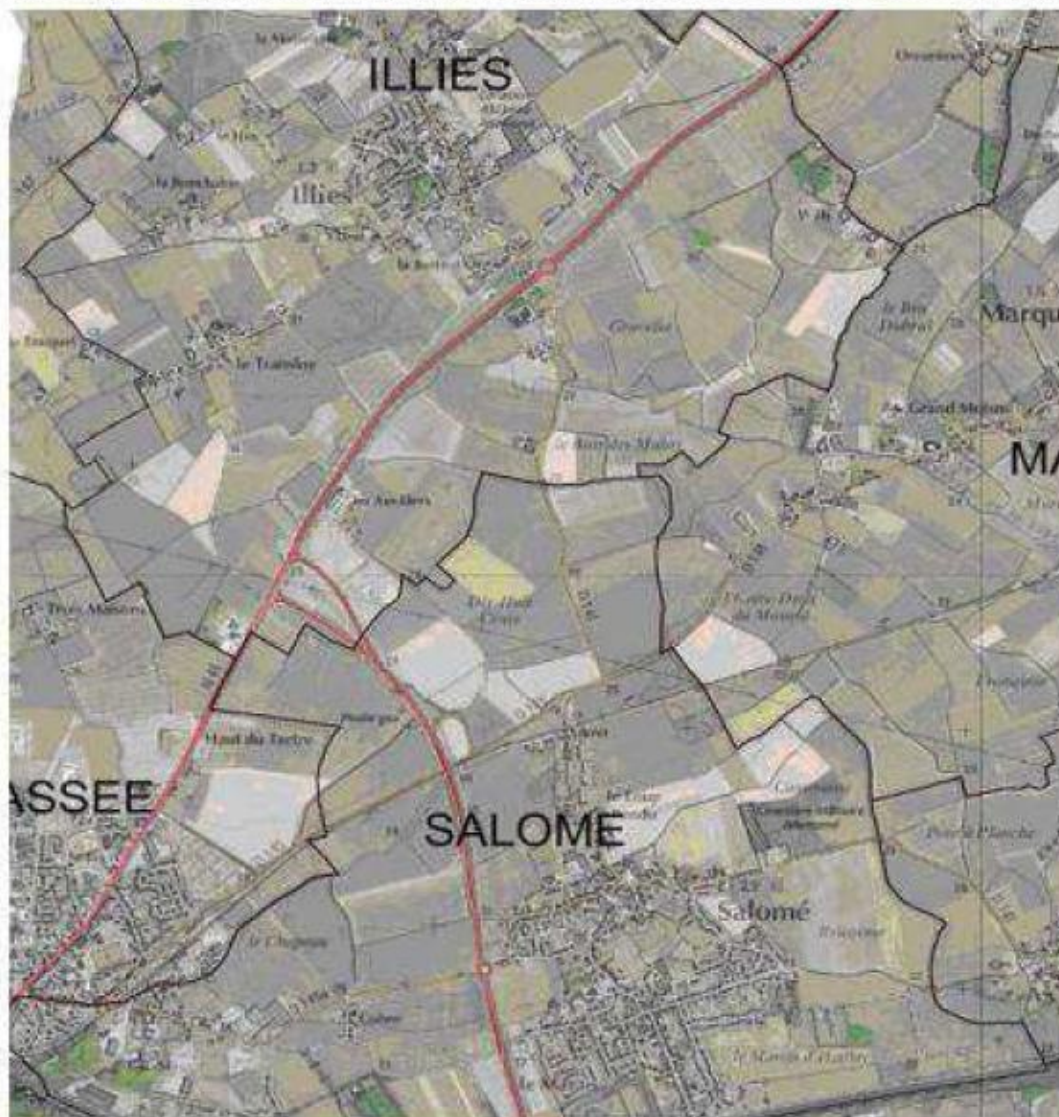
Par conséquent, les recommandations portent sur des compléments et précisions attendus concernant les impacts de la zone d'activité sur la plupart des volets, ainsi que sur les impacts du programme, en particulier pour la bonne information des quelques riverains concernés.

Avis détaillé

1 Contexte, présentation du projet et enjeux environnementaux

1.1 Contexte et programme de rattachement du projet

Lille Métropole Communauté Urbaine (LMCU) a décidé par délibération du 11 mars d'aménager, dans l'ensemble de la métropole, 1 000 hectares supplémentaires de zones économiques en 10 ans. Le secteur Illies – Salomé – La Bassée, situé au sud de Lille, au cœur du triangle Lille – Lens – Béthune, a été alors identifié comme devant accueillir à terme 120 hectares de parc d'activités supplémentaires. En 2008, le site d'Illies-Salomé, territoire situé entre la RN 41 et la RN 47 et la RD 141, a fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP). Il correspond à un développement potentiel de 80 hectares en « zone à urbaniser différée » (AUDa). La requalification de la RD 141, incluant son accès à partir de la RN 41 est nécessaire pour desservir ce parc d'activités et permet également d'améliorer la liaison entre les territoires d'Illies et de Salomé.



Source : étude d'impact - Plan de situation du projet
Territoire des communes d'Illies et de Salomé,
situé entre la RN 41 (Lille au nord, Béthune vers l'ouest),
la RN 47 (Lille au nord, Lens vers le sud) et la RD 141 entre Illies et Salomé

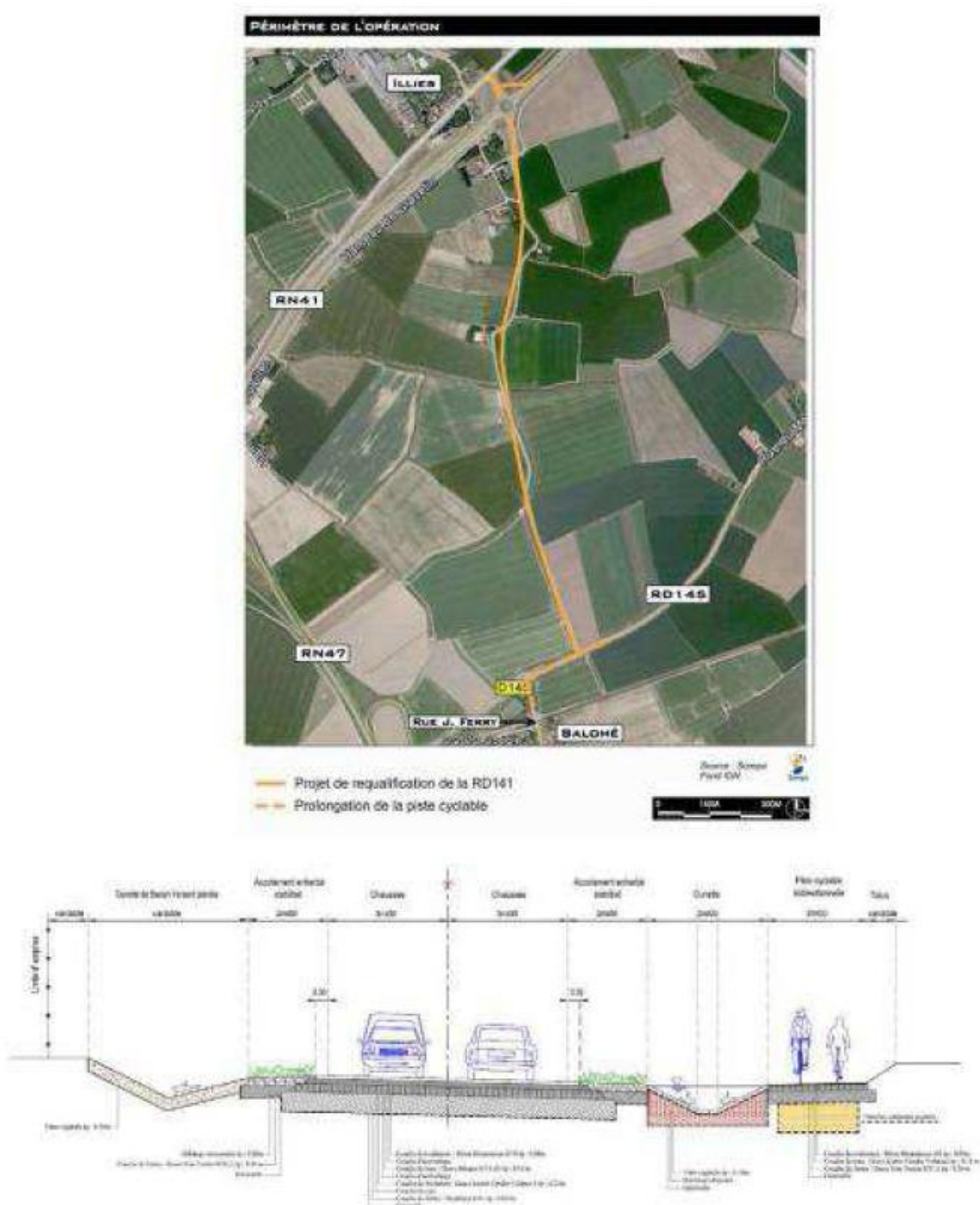
phase 2, à échéance 2030 environ ; la partie sud du projet de développement économique d'Illies-Salomé (environ 40 ha).

1.2 Présentation du projet et des aménagements projetés

- l'élargissement de la chaussée, la correction de virages et la création d'une voie verte (piste cyclable ouverte aux piétons) sur toute sa longueur,
- l'aménagement d'une voie directe de tourne à droite « shunt » sur le giratoire entre la RN 41 depuis Lille et la RD 141 vers le centre de la commune d'Illies, permettant d'augmenter la capacité du giratoire,
- l'aménagement de carrefour en T, pour la desserte de la zone d'activités et au niveau de l'intersection au sud avec la RD 145 vers Salomé,
- le prolongement de la liaison cyclable jusqu'à la halte du train express régional (TER) de Salomé (rue Jules Ferry).

Commissaire Enquêteur : Maurice Naye – du 27 avril au 30 mai 2015
86

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



L'Ae note que le coût du projet n'est pas mentionné.

1.3 Procédures relatives au projet

Ce projet a été soumis à étude d'impact par décision du préfet de la région Nord – Pas-de-Calais le 6 février 2013 suite à un examen au cas par cas¹. L'étude d'impact présentée porte sur la requalification de la RD 141 dans le cadre de la DUP à titre principal. Compte tenu du fait qu'un des volets de ce projet concerne la RN 41, l'avis de l'autorité compétente en matière d'environnement doit être rendu par l'Ae, conformément aux dispositions de l'article R.122-6 II-4² du code de l'environnement.

L'étude d'impact porte sur le programme de travaux global (requalification de la RD 141 et zone d'activités d'Illies Salomé), conformément au R.122-5 II 12³ C du code de l'environnement (la zone d'activités ayant déjà fait l'objet d'une DUP). Par contre, elle ne précise pas le régime auquel chaque projet est soumis au titre de la loi sur l'eau et décrit encore insuffisamment les impacts sur l'eau et les milieux aquatiques de la zone d'activité (voir 2.3.2).

1.4 Principaux enjeux environnementaux relevés par l'Ae

Le principal enjeu de ce programme réside dans l'artificialisation d'un territoire agricole, pour l'instant peu habité et peu fréquenté, avec des impacts indirects, notamment en termes de déplacements, ainsi que des conséquences, néanmoins limitées, pour les milieux et en termes de bruit et de pollution.

2 Analyse de l'étude d'impact

L'étude d'impact présentée est complète pour ce qui concerne l'aménagement routier. Elle est aisée à lire et à comprendre.

Même si les caractéristiques de la zone d'activités restent encore imprécises, la logique du programme est bien présentée et permet de comprendre les enjeux induits par cette zone pour la requalification de la route départementale. Par contre, les impacts propres de cette zone d'activités et, en conséquence, l'appréciation des impacts du programme restent décrits de façon sommaire.

2.1 Analyse de l'état initial

L'état initial est complet et n'appelle que peu de remarques.

L'environnement humain est réduit à quelques fermes et habitations. Les communes d'Illies et de Salomé sont situées aux deux extrémités du projet. Une halte TER est située à proximité de la RD 145 sur la commune de Salomé.

Le paysage est décrit comme *« un emblème des paysages du Nord, une platitude chantée par Jacques Brel », « les noyaux d'habitats, les exploitations agricoles, de même que les massifs boisés apparaissant comme les seules limites au champ visuel. La portée visuelle varie en fonction de l'opacité des boisements et de la hauteur des limites. »*

En dépit du fait que la RD 141 est fermée à la circulation en raison du mauvais état de la chaussée, l'étude mentionne un trafic local d'environ 400 véh/j, principalement entre les communes d'Illies et de Salomé. L'étude fournit les trafics sur les autres voiries de la zone d'étude : autour de 30.000 véh/j sur les deux routes nationales et 5.000 véh/j sur la RD 145.

La route traverse une zone agricole éloignée de tous secteurs naturels remarquables ou protégés (ZNIEFF de type II⁴ la plus proche à 2 kilomètres, site Natura 2000⁵ le plus proche à 16 kilomètres).

¹ Article R.122-3 du code de l'environnement

² Grands ensembles naturels riches et peu modifiés, offrant des potentialités biologiques importantes.

³ Les sites Natura 2000 constituent un réseau européen en application de la directive 79/409/CEE « Oiseaux » (codifiée en 2009) et de la directive 92/43/CEE « Habitats faune flore », garantissant l'état de conservation favorable des habitats et espèces d'intérêt communautaire. Les sites inventoriés au titre de la directive « habitats » sont des sites d'intérêt

⁴ Ae CCEDD – Avis délibéré du 9 juillet 2014 – Parc de développement économique d'Illies-Salomé et requalification RD 141 (59)

L'état initial comporte un inventaire des espèces animales et végétales présentes – ou susceptibles de l'être – sur la zone d'étude, « les prospections ayant été réalisées sur un cycle biologique complet » – sans être décrites néanmoins⁵.

Le projet de schéma régional de cohérence écologique ne mentionne qu'un corridor de zones humides, au sud, en périphérie de la zone d'étude. L'étude d'impact signale un lien possible avec le réseau hydraulique drainant le secteur. Le site de la zone d'étude est parcouru par un réseau de fossés, zones de présence potentielle pour les amphibiens⁶.

Parmi les espèces animales observées, 12 sont protégées. La plupart de ces espèces sont présentes en grand nombre et observables aisément aux alentours du site (notamment la chouette chevêche et l'hirondelle des fenêtres). La synthèse de ce volet évoque la préservation d'une haie de saules têtards comme principal enjeu pour la préservation de l'habitat de la chevêche d'Athéna, espèce qui fait l'objet d'un plan national de restauration depuis 1999.

La zone d'étude n'est pas visée par des zonages ou des mesures spécifiques prises au titre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Artois-Picardie et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Lys et de la Marque et de la Deûle.

La cartographie du bruit est précise et démontre que l'ambiance générale est calme (autour de 40 dB), principalement influencée par le bruit de fond du trafic des deux routes nationales.

Pour tous les polluants atmosphériques, les concentrations sont bien inférieures aux valeurs de référence. L'étude souligne néanmoins une tendance de fond à l'accroissement des concentrations en particules (PM 10) : 30 µg/m³ en 2011 pour une valeur limite pour la protection de la santé humaine⁷ de 40 µg/m³ en moyenne annuelle.

La zone d'études est éloignée des installations à risque important. Toutefois, le dossier ne mentionne pas une station service TOTAL qui y est présente. Le sud de la zone est traversé par deux canalisations d'hydrogène et d'oxygène qui, de fait, limitent le développement de la deuxième phase de la zone d'activités. Le flux de transport de matières dangereuses sur les routes nationales est décrit.

Cet état initial n'appelle pas de recommandation de l'Ae.

2.2 Analyse de la recherche de variantes et du choix du parti retenu

L'étude d'impact ne justifie que sommairement l'implantation et la dimension de la zone d'activités, dont dépend intrinsèquement le projet routier.

La décision d'accueillir sur ce secteur initialement 120 hectares de parc d'activités résulte d'une délibération de Lille Métropole de mars 2003, en cohérence avec le schéma directeur de développement et d'urbanisme, approuvé le 6 décembre 2002.

L'étude d'impact fournit en page 183 une carte extraite de ce schéma directeur : il réserve cet espace en « extension urbaine à vocation économique ». Néanmoins, le dossier mentionne également l'élaboration en cours d'un schéma de cohérence territoriale (SCOT), décidée le 27 novembre 2008 : son projet d'aménagement et de développement durable (PADD) prévoit de « limiter la consommation des espaces agricoles et l'inscription de nouvelles zones d'extensions urbaines dans les PLU à 2 500 ha (soit le solde foncier du schéma directeur actuel) ». Le document d'orientation et d'objectifs du SCOT est encore en discussion.

communautaire (SIC) ou des zones spéciales de conservation (ZSC), ceux qui le sont au titre de la directive « oiseaux » sont des zones de protection spéciale (ZPS). En France, le réseau Natura 2000 comprend 1 753 sites en 2014.

⁵ « L'analyse des composantes biologiques (faune et flore) du site a été réalisée à partir de visites sur le terrain, en 2011, réalisées par l'écologie de la SOREPA. Cette expertise a fait l'objet d'un rapport « expertise écologique » en octobre 2012. » (p. 353 de l'étude d'impact, dans « Titre G : Méthodologie ».

⁶ Toutefois, aucun indice de présence n'a été relevé.

⁷ Présentée, dans l'étude d'impact, comme un « objectif de qualité ». L'objectif de qualité concernant les PM 10 est de 30 µg/m³.

Ae CGEDD – Avis délibéré du 9 juillet 2014 – Parc de développement économique d'Illies-Salomé et requalification RD 141 (59)

Par une note complémentaire datée du 19 juin 2014 intitulée « Justification Besoins Fonciers Economiques sur PA Illies Salomé », Lille Métropole précise :

- « Lille Métropole manque de fonciers de grandes tailles sur son territoire, et Illies Salomé constitue l'une des rares opportunités de développement d'un très grand parc d'activités. Ces produits ne sont pas aujourd'hui disponibles sur la Métropole.
- Illies Salomé permettra de répondre aux besoins fonciers spécifiques au territoire des Weppes.
- Par sa destination aux très grandes entreprises, Illies Salomé constitue une offre différenciée à l'échelle de Lille Métropole et du Pas-de-Calais. »

Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) de la région Nord – Pas-de-Calais a été approuvé en novembre 2012. Il fixe comme cible de « limiter l'extension de l'artificialisation des sols de 500 ha/an et donc, diviser par 3 la dynamique d'artificialisation des sols observée entre 1998 et 2005 ». Le futur SCOT devra donc prévoir une limite globale d'artificialisation pour l'ensemble de son périmètre. Ces évolutions récentes ne sont pour l'instant pas développées dans l'étude d'impact.

L'Ae recommande, pour ce qui concerne la compatibilité du projet avec les orientations générales d'aménagement, que l'étude d'impact expose les orientations du projet de SCOT en matière de nouvelles extensions urbaines, tenant compte des orientations du schéma régional climat air énergie.

L'Ae recommande, en outre, de compléter les justifications développées par l'étude d'impact, concernant le choix et la dimension de la zone d'implantation, à la lumière de la note du 19 juin 2014 de Lille Métropole, mais également en explicitant les raisons environnementales qui ont conduit à privilégier cet espace.

Les avantages de ce site, tels qu'avancés par l'étude d'impact, sont l'importance de la surface aménageable, au croisement de la RN 41 et de la RN 47, à l'interface de l'agglomération de Lille et du bassin minier, dans un territoire peu dense de l'agglomération lilloise et principalement dédié à l'habitat. L'Ae relève que le motif de la faible densité est peu compatible avec les enjeux d'économie d'espace et de promotion de la multimodalité pour les zones dédiées à la logistique et la production, portés respectivement par le PADD et le SRCAE.

Elle présente clairement les autres projets de même nature sur le secteur (à 5 kilomètres à la ronde)⁶ sans en expliciter la complémentarité.

Elle affiche un coefficient d'occupation des sols (COS) cible de 0,60, situé entre les niveaux « argent » et « or » de la charte des zones d'activités du XXI^{ème} siècle de Lille Métropole. Néanmoins, pour l'instant, le permis d'aménager ou de construire de la première phase (pour 40 ha) n'est pas instruit par Lille Métropole : les caractéristiques de densité de la zone ne sont donc pas connues de façon certaine.

Enfin, présentée en amont d'études au stade d'esquisse ou d'avant projet, le maître d'ouvrage indique ne pas disposer de variante concernant la réalisation de la ZAC. Il évoque « un plan d'aménagement pré-opérationnel sur les 66 hectares », sans qu'il soit possible de comprendre la cohérence de cette surface avec le phasage annoncé.

Afin de pouvoir justifier l'opportunité et le dimensionnement de l'aménagement routier, l'Ae recommande que le maître d'ouvrage précise les caractéristiques de sa zone d'activité (surface, COS,...) et explicite les raisons de l'option retenue parmi d'autres, tenant compte des autres projets sur le même secteur.

L'étude d'impact décrit quelques variantes concernant l'aménagement routier : modifications ponctuelles du tracé, comparaison entre deux variantes de croisement avec la RD 145 (le tracé actuel est préféré en perspective d'un éventuel prolongement de la RD 141 vers le sud, qui permettrait de contourner l'entrée de Salomé et de supprimer son passage à niveau). Les choix du maître d'ouvrage n'appellent pas de commentaires de la part de l'Ae, certaines modifications de tracé proposées permettant plutôt d'éloigner la route des habitations.

2.3 Analyse des impacts du projet et appréciation des impacts du programme de travaux

L'analyse des impacts des aménagements de voirie est satisfaisante. Par contre, l'analyse des impacts de la zone d'activité reste très incomplète. L'étude d'impact fournit une appréciation limitée des impacts cumulés. La suite de l'avis focalise ses recommandations sur les volets les plus importants, en traitant ensemble les impacts du projet et ceux de la zone d'activité.

2.3.1 Enjeux liés à l'artificialisation de l'espace

L'étude d'impact relève que « la création de la ZAC entraînera une diminution de l'activité agricole locale du fait de la conversion des champs en terrains viabilisés, soit une perte de surface agricole d'environ 20 à 25 ha ». En revanche, celle-ci n'aborde pas l'impact du programme sur les espaces et les milieux naturels du fait de la création de la zone d'activité. L'appréciation des impacts cumulés du programme reste qualitative et ne permet pas de s'assurer que les principaux enjeux identifiés dans l'état initial (taillis, arbres, espèces) sur la zone d'étude sont bien préservés ou traités.

L'Ae recommande que l'étude d'impact aborde plus précisément la question des impacts du programme de travaux sur les milieux naturels, plus particulièrement pour ce qui concerne les habitats de la chouette chevêche et l'impact paysager global.

2.3.2 L'eau

Le projet routier n'aura que peu d'impact sur l'écoulement et la qualité des eaux. Ces impacts sont traités grâce à plusieurs mesures techniques : géotextile pour recueillir les eaux de chaussée, collecte des eaux pluviales dans des noues d'infiltration avant évacuation dans un fossé, ouvrages de tamponnement pour une pluie seulement trentennale. Le projet prévoit également un ouvrage hydraulique nouveau pour rétablir la continuité écologique (la « petite Libaude ») actuellement interrompue par la RD 141 existante. Par contre, l'impact hydraulique de la zone d'activité est très peu abordé.

Le passage relatif aux travaux de remise aux normes de la station d'épuration de Salomé, dans laquelle les eaux usées du parc de développement économique seront traitées, requiert une mise à jour : « Suite aux travaux de remise aux normes de cette station prévus pour 2010-2012, sa capacité passera de 8 000 à 14 000 équivalents habitants, ce qui permettra d'intégrer les besoins de la zone économique à hauteur de 1 750 EH »⁹. L'appréciation des impacts cumulés évalue les besoins d'épuration liés à la zone d'activité à 300 équivalents habitants, sur la base de 600 emplois.

L'Ae recommande de compléter son appréciation des impacts cumulés pour ce qui concerne l'approvisionnement en eau des activités de la zone et les conséquences en matière d'imperméabilisation et de ruissellement, notamment l'impact sur les fossés. Elle recommande également de prévoir des mesures d'évitement et de réduction et, le cas échéant de compensation, proportionnées.

2.3.3 Impact sur les déplacements

Au-delà des 400 véh/j actuellement constatés, le trafic sur la RD 141 serait augmenté, de 2 700 véh/j – y compris des poids lourds – du fait de la zone d'activités et de 2 000 véh/j du fait de l'attractivité de la nouvelle voie pour la liaison Illies-Salomé (dont on peut supposer qu'il s'agirait d'un report de trafic existant). Néanmoins, l'étude ne précise pas l'impact de cet aménagement sur les trafics des autres axes.

A l'exception de l'aménagement prévu sur la RN 41, les flux nouveaux avec les routes nationales sont limités, afin d'éviter de perturber les flux de transit. Le schéma de la page 243 (phase 2 de l'aménagement de la zone d'activités) dessine néanmoins une voirie au sud-ouest vers la RN 47.

De façon générale, l'étude d'impact ne prend pas en compte les impacts cumulés avec ceux de la zone d'activité. De surcroît, la méconnaissance des activités de la future zone ne permet pas de disposer de la part des poids lourds ou utilitaires dans ces trafics.

L'Ae recommande de compléter l'analyse des impacts du projet en matière de trafics sur l'ensemble des voiries, de préciser la nature et la fonction de la voirie supplémentaire prévue

en phase 2 et d'apprécier l'ensemble des impacts résultant de la création de la zone d'activité.

Le projet inclut une voie verte, sur toute sa longueur jusqu'à la halte ferroviaire de Salomé de façon cohérente avec le plan de déplacements urbains (PDU). Néanmoins, s'il le cite, le dossier n'explique pas les dispositions garantissant la conformité de l'ensemble du programme (zone d'activités + RD 141) avec ce PDU, en particulier pour ce qui concerne l'organisation des déplacements domicile – travail à partir de la zone d'activités.

L'Ae recommande de préciser les flux de déplacements induits par le programme et leur répartition par mode, tenant compte des mesures prévues et de celles découlant des orientations du PDU.

2.3.4 Qualité de l'air

L'étude comporte un calcul, à plusieurs échéances mais utilisant deux méthodes différentes, des émissions de polluants atmosphériques, avec et sans le projet. Ces estimations concernent également les autres voiries :

· avec le logiciel IMPACT-ADEME : en 2016, l'amélioration des performances des véhicules et le renouvellement du parc automobile compense globalement les déplacements ou augmentations de trafic par rapport à 2013. Les émissions de certains polluants augmentent néanmoins modestement, par rapport à une situation initiale de bonne qualité.

· selon une modélisation réalisée par le CEREMA (janvier 2014) : l'étude d'impact présente des perspectives plus défavorables pour 2020 par rapport à 2012 (+ 50 % pour le CO₂, le SO₂, le cadmium, le nickel ; + 25 % pour les PM 10), en essayant de distinguer la contribution du projet seul (par exemple, + 20 % pour les PM 10). Ces évolutions des émissions ne donnent pas lieu à une extrapolation de l'impact pour les concentrations dans l'air. L'Ae considère, qu'au vu de l'état initial décrit, une estimation de ces concentrations pour les PM 10 serait opportune.

L'Ae recommande que l'étude d'impact présente l'impact du projet sur les concentrations de PM 10 dans l'air au regard de l'objectif de qualité pour ce polluant, compte tenu de leur évolution constatée au cours des dernières années.

2.3.5 Bruit

Une modélisation précise de l'impact sonore du projet sur les maisons de la zone d'étude est fournie. Elle conduit à des niveaux inférieurs aux valeurs de référence dans tous les cas. Néanmoins, elle ne prend pas en compte les bruits causés par la zone d'activité.

2.3.6 Impacts temporaires, en phase travaux

Les travaux relatifs à la requalification de la RD 141 se tiendront sur une période de 18 mois. Cette durée n'est pas précisée pour la zone d'activité. Ce volet de l'étude d'impact fait référence, la concernant, à la « perte de surfaces en taillis et en boisement » compensée par la création d'espaces verts et la plantation d'arbres le long des voiries. L'Ae souligne que cet impact est un impact permanent et que l'ensemble ressort plutôt de l'impact global du programme lié à l'artificialisation de l'espace (2.3.1).

Les autres volets sont décrits par des dispositions qualitatives très générales.

L'Ae recommande d'apporter des informations plus précises concernant, en phase travaux, les circulations d'engins de chantiers, les volumes de matériaux, la gestion des déchets, les émergences sonores et les vibrations, notamment pour les quelques habitations concernées.

2.4 Mesures de suivi

Le dossier comporte un tableau des mesures de suivi, qui concernent la requalification de la RD 141 et le projet de zone d'activité.

2.5 Résumé non technique

Le résumé non technique présente le projet et son contexte de façon claire.

L'Ae recommande d'adapter le résumé non technique en fonction des recommandations formulées dans le présent avis.

AFFICHAGE PARUTIONS PRESSE

**Avis d'enquête publique.
Affichage dans les Mairies d'Illies et de Salomé.
Gazette Nord Pas de Calais du 10 avril 2015.
La Voix du Nord du 11 avril 2015.
Gazette Nord Pas de Calais du 1^{er} mai 2015.
La Voix du Nord du 2 mai 2015.**



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Préfecture du Nord
Direction des relations avec les collectivités territoriales
Communes de Illies et de Salomé

Enquête publique unique sur le projet de requalification de la RD 141 entre les communes de Illies et de Salomé, comportant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire et une enquête sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire

Le public est informé qu'il sera procédé pendant 34 jours consécutifs, soit du lundi 27 avril au samedi 30 mai 2015, à une enquête publique unique portant sur la requalification de la RD 141 entre les communes de Illies et de Salomé.

Le projet de requalification de la RD 141 s'inscrit dans un programme global comprenant également la création d'une zone de développement économique dite « d'Illies-Salomé ». Il a vocation à offrir une nouvelle desserte à la zone d'activité d'Illies-Salomé et permettra d'assurer une liaison directe entre les communes d'Illies et de Salomé.

La RD 141 traverse des espaces ruraux. Bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, elle constitue un maillage secondaire du territoire. Actuellement, elle est interdite à la circulation pour raisons de sécurité. La requalification consistera à élargir la chaussée, corriger les virages et créer un cheminement doux (piste cyclable ouverte aux piétons).

Les commissaires-enquêteurs, désignés par la présidente du tribunal administratif de Lille, pour conduire l'enquête sont :

- Titulaire : M. Maurice NAYE, consultant en organisation, retraité
- Suppléant : M. Philippe COULON, commandant de police, retraité

À l'issue de l'enquête, le préfet du Nord statuera sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de requalification de la RD 141 valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire sur le territoire des communes de Illies et de Salomé,
- la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet susmentionné.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête unique, comportant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, et présenter ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet et déposés dans les locaux de chacune des mairies concernées par le projet pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies.

Les observations pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête, par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-dret-enquetespubliques@nord.gouv.fr ou par courrier postal adressé à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie de Salomé, sise 7 rue Pasteur 59496 SALOMÉ.

Toute personne physique, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet du Nord, Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière, 12, rue Jean Sans Peur – CS 20003 – 59039 Lille Cedex.

L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, figurant tous deux au dossier d'enquête seront également consultables en préfecture du Nord, dans les locaux de la Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière et sur le site Internet de la préfecture, à l'adresse <http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique>

www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- en mairie de Salomé (siège de l'enquête) :
 - le lundi 27 avril 2015 de 9h00 à 12h00
 - le mercredi 6 mai 2015 de 14h00 à 17h00
 - le samedi 30 mai 2015 de 9h00 à 11h00

En mairie de Illies :

- le jeudi 30 avril 2015 de 13h30 à 16h30
- le lundi 11 mai de 9h à 12h
- le mercredi 27 mai de 14h30 à 17h30

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à :

- Laurent DELOBEL, ingénieur infrastructures,
Direction Espaces publics et voirie - Service voies nouvelles, ouvrages
Métropole Européenne de Lille, 1 rue du ballon – CS 50749 – 59034 LILLE CEDEX
courriel : ldelobel@lillemetropole.fr - Tél : 03-20-21-27.82

À l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public dans les locaux de chacune des mairies concernées, de la préfecture du Nord et de la métropole européenne de Lille. Ils seront également mis en ligne sur le site Internet de la préfecture du Nord.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à Monsieur le préfet du Nord – Direction des relations avec les collectivités territoriales – Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière – 12, rue Jean Sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex.

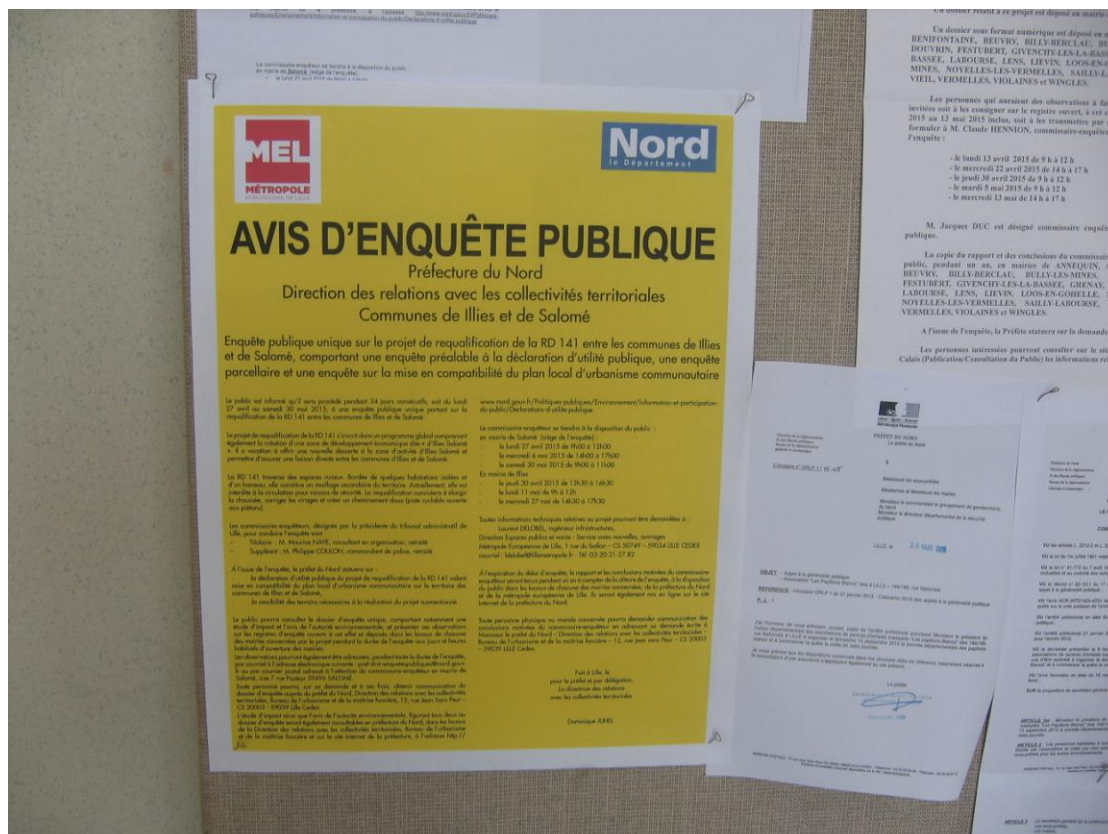
Fait à Lille, le
pour le préfet et par délégation,
La directrice des relations
avec les collectivités territoriales

Dominique JUHEL

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



Affichages dans les mairies de Illies et de Salomé



ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé

La Gazette - Nord - Pas de Calais

du 25 avril au 1^{er} mai 2015 N° 8724

Publications légales

NORD

XXVIII

AVIS ADMINISTRATIFS



PRÉFECTURE DU NORD
Direction des relations
avec les collectivités territoriales

AVIS D'ENQUÊTE UNIQUE

Enquête unique portant sur le projet d'aménagement d'une voie de liaison entre la rue Jules Guesde (RD 952) et la RD 700 (voie express) à Hem, comportant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire, une enquête sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire et une enquête relative à la création d'un accès sur une route express.

Le public est informé qu'une enquête unique portant sur l'aménagement d'une nouvelle voie de liaison entre la rue Jules Guesde (RD 952) et la RD 700 (voie express) à Hem ainsi que l'aménagement d'un giratoire se déroulera pendant 35 jours consécutifs, à la mairie de Hem, du mardi 28 avril au samedi 30 mai 2015 inclus.

Le projet consiste à créer une nouvelle liaison routière entre la rue Jules Guesde et la RD 700 à HEM, afin de :

- permettre aux habitants des quartiers nord de Hem, des quartiers sud de Roubaix et de Lannoy, de rejoindre plus facilement la voie rapide RD 700 et alléger la circulation sur la rue Jules Guesde, le centre-ville et le rond point KIABI,
- créer un deuxième accès au parc d'activités des 4 vents et d'y améliorer les conditions de sécurité et de fonctionnement,
- connecter le parc de la Blanchisserie, qui est en phase de développement, à la RD 700.

Les commissaires-enquêteurs désignés par la présidente du tribunal administratif de Lille pour conduire l'enquête sont :

Titulaire : M. Jean-Paul HÉNIERY, ingénieur des travaux en réseaux électriques et communication retraité,

Suppléant : Mme Jacqueline HUART, directrice d'un institut médico-éducatif à la retraite.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Hem :

le mardi 28 avril de 14h30 à 17h30,

le mercredi 1^{er} mai de 14h30 à 17h30,

le mercredi 13 mai de 9h00 à 12h00,

le vendredi 22 mai de 14h30 à 17h30,

le samedi 30 mai de 9h00 à 12h00.

Le public pourra prendre connaissance des caractéristiques du projet et constater éventuellement ses observations sur le registre ouvert à cet effet et disposé dans les locaux de la mairie de Hem, pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie.

Les observations pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-dct-enquetespubliques@nord.gouv.fr et par courrier postal adressé à l'attention du commissaire-enquêteur à la mairie de Hem - 42, rue du général Leclerc B.P. 3601 - 59510 Hem, où elles seront tenues à disposition du public.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet du Nord, direction des relations avec les collectivités territoriales, bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière, 12, rue Jean Sans Peur à Lille.

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Mme Guillemine DUMES-LEKORMAND chargée d'opérations immobilières d'entreprise, tél. 03 59 00 19 09 ou 06 10 79 10 42 - courriel.glekomand@lille-metropole.fr - Métropole Européenne de Lille, 1 rue du Ballon - CS 50749 - 59034 Lille cedex.

À l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus, pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public dans les locaux de la mairie de Hem, de la préfecture du Nord et de la métropole européenne de Lille. Ils seront également mis en ligne sur le site Internet de la Préfecture du Nord.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à M. le Préfet du Nord - Direction des relations avec les collectivités territoriales - Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière - 12, rue Jean Sans Peur - CS 20003 - 59039 Lille cedex.

Fait à Lille, le 20 mars 2015.

Pour le préfet et par délégation,
la directrice des relations
avec les collectivités territoriales :
Dominique JUHEL

90022675



PRÉFECTURE DU NORD
Direction des relations
avec les collectivités territoriales
Communes d'ILLIES et de SALOMÉ

AVIS D'ENQUÊTE

Enquête publique unique sur le projet de requalification de la RD 141 entre les communes d'illies et de Salomé, comportant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire et une enquête sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire.

Le public est informé qu'il sera procédé pendant 34 jours consécutifs, soit du lundi 27 avril au samedi 30 mai 2015, à une enquête publique unique portant sur la requalification de la RD 141 entre les communes d'illies et de Salomé.

Le projet de requalification de la RD 141 s'inscrit dans un programme global comprenant également la création d'une zone de développement économique dite « d'illies-Salomé ». Il a vocation à offrir une nouvelle desserte à la zone d'activité d'illies-Salomé et permettre d'assurer une liaison directe entre les communes d'illies et de Salomé.

La RD 141 traverse des espaces ruraux. Bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, elle constitue un maillage secondaire de territoire. Actuellement, elle est interdite à la circulation pour raisons de sécurité. La requalification consistera à élargir la chaussée, corriger les virages et créer un cheminement doux (piste cyclable ouverte aux piétons).

Les commissaires-enquêteurs, désignés par le président du tribunal administratif de Lille, pour conduire l'enquête sont :

Titulaire : M. Maurice NAYE, consultant en organisation, retraité.

Suppléant : M. Philippe COULON, commandant de police, retraité.

À l'issue de l'enquête, le préfet du Nord statuera sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de requalification de la RD 141 valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire sur le territoire des communes d'illies et de Salomé,
- la cessibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet susmentionné.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête unique, comportant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, et présenter ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet et déposés dans les locaux de chacune des mairies concernées par le projet pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies.

Les observations pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête, par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-dct-enquetespubliques@nord.gouv.fr ou par courrier postal adressé à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie de Salomé, 11 rue Pasteur 59436 Salomé.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet du Nord, Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière, 12, rue Jean Sans Peur - CS 20003 - 59039 Lille Cedex.

L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, figurant tous deux au dossier d'enquête seront également consultables en préfecture du Nord, dans les locaux de la Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière et sur le site Internet de la préfecture, à l'adresse <http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique>

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- en mairie de Salomé (siège de l'enquête) :

le lundi 27 avril 2015 de 9h00 à 12h00

le mercredi 6 mai 2015 de 14h00 à 17h00

le samedi 30 mai 2015 de 9h00 à 11h00

En mairie d'illies :

le jeudi 30 avril 2015 de 13h30 à 16h30

le lundi 11 mai de 9h à 12h

le mercredi 27 mai de 14h30 à 17h30

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Laurent DELOBEL, ingénieur infrastructures, Direction Espaces publics et voirie - Service voies nouvelles, ouvrages Métropole européenne de Lille, 1 rue du Ballon - CS 50749 - 59034 Lille cedex. Courriel : ldelobel@lillemetropole.fr - Tél : 03 20 21 27 82 ou 06 22 81 34 06.

À l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public dans les locaux de chacune des mairies concernées, de la préfecture du Nord et de la métropole européenne de Lille. Ils seront également mis en ligne sur le site Internet de la préfecture du Nord.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à M. le Préfet du Nord - Direction des relations avec les collectivités territoriales - Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière - 12, rue Jean Sans Peur - CS 20003 - 59039 Lille cedex.

Fait à Lille, le 30 mars 2015.

Pour le préfet et par délégation,
la directrice des relations
avec les collectivités territoriales :
Dominique JUHEL

90023494

*Pour ne pas courir le risque
d'une double parution évitez
de confirmer par courrier
les envois de vos Fax.*

**ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé**

NORD

Publications légales

du 4 au 10 avril 2015 N° 8721

La Gazette Nord - Pas de Calais

XI

DIVERS

M. Sofiane DARAED, né le 15 novembre 1989 à Lille demeurant 57/234 boulevard Van Gogh, Villeneuve d'Ascq (Nord) agissant tant en son nom personnel qu'aux noms de ses enfants mineurs dépose une requête auprès du Garde des Sceaux à l'effet de substituer à son nom patronymique, celui de RAZZOJK.

90023879

Aux termes d'un acte reçu par M^{re} Patrick DELERUE, notaire associé de la Société civile professionnelle «Patrick DELERJE - Alain DELMOTTE, Notaires associés», titulaire d'un office notarial à Lomme (Nord), 789 avenue de Dunkerque, le 2/04/2015 une déclaration d'insaisissabilité a été effectuée par :

Mme Stéphanie Ghislaine GAVAZZI, médecin généraliste, demeurant à Erquinghem-Le-Sec (59320), 471 rue de l'Eglise

Ayant conclu un pacte civil de solidarité avec Mme Maryline LELEU, enregistré au greffe du Tribunal d'Instance de Lille le 10 juin 2009.

Et porte sur :

A Erquinghem-Le-Sec (Nord) (59320), 471 rue de l'Eglise.

Une maison à usage d'habitation et les fonds et terrain en dépendant, figurant au cadastre savoir :

Section ZA : n° 270 : Jلود 471 rue de l'Eglise, surface : 00 ha 10 a 48 ca.

Cette déclaration n'a d'effet qu'à l'égard des créanciers professionnels du déclarant dont la créance est née après la publication de l'acte au bureau des hypothèques.

Pour insertion : le Notaire,

90020674

SUCCESSIONS VACANTES

Par décision du T.G.I de Lille du 20/03/2015, le Directeur Régional des Finances Publiques du Nord-Pas de Calais, 82 avenue Kennedy BP 70689-59033 Lille cedex, a été nommé curateur de la succession de Mme DUQUESNOY (Véronique), décédée le 09/04/2014 à Lille

(Nord) Réf. 6013. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

90023727

Par décision du T.G.I de Dunkerque du 19/02/2012, le Directeur Régional des Finances Publiques du Nord-Pas de Calais, 82 avenue Kennedy BP 70689-59033 Lille cedex, a été nommé curateur de la succession de M. L'HOMME (Serge), décédé le 16/03/2011 à Lomme. Réf. 5982. Les créanciers doivent déclarer leur créance par lettre recommandée avec AR.

90023731

Le Directeur Régional des Finances Publiques du Nord, 82 avenue Kennedy, BP 70689-59033 Lille Cedex, curateur de la succession de Mme DEBYSER (Béatrice) veuve DECOOL, décédée le 01/06/2010 à Zuydcoote (59), a établi l'inventaire et le projet de règlement du passif. Réf. 5932.

90023758

Le Directeur régional des Finances Publiques du Nord-Pas de Calais, 82 avenue Kennedy, BP 70689, 59033 Lille cedex, curateur de la succession de M. ADUSTIN (Francis) décédé le 02.03.2012 à Zuydcoote a déposé le compte de succession au TGI de Dunkerque le 02.04.2015. Réf. 4957.

90023928

Le Directeur Régional des Finances Publiques du Nord-Pas de Calais, 82 avenue Kennedy, BP 70689, 59033 Lille cedex, curateur de la succession de M. GENS (Georges), décédé le 18/07/2013 à La Madeleine a établi l'inventaire et le projet de règlement du passif. Réf. 5783.

90023929

Le Directeur régional des Finances Publiques du Nord-Pas de Calais, 82 avenue Kennedy, BP 70689, 59033 Lille cedex, curateur de la succession de M. ZABIEGLY (Richard) décédé le 21.08.2014 à La Madeleine a établi l'inventaire et le projet de règlement du passif. Réf. 5783.

90024104

AVIS ADMINISTRATIFS



**Commune de PONT A MARCQ
AVIS
PLAN LOCAL D'URBANISME
MODIFICATION - ENQUETE PUBLIQUE**

Le public est informé que par arrêté en date du 16 mars 2015, il a été décidé de procéder à l'enquête publique sur les dispositions du plan local d'urbanisme de la commune de Pont à Marcq.

L'enquête publique se déroulera à la mairie pendant une durée de 31 jours, du 7 avril 2015 au 7 mai 2015. Le dossier pourra être consulté les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi hors jour férié de 8 heures à 12 heures 30 et de 13 heures 30 à 17 heures 30, le vendredi jusqu'à 17 heures 30.

Les personnes qui auraient des observations à formuler sont invitées, soit à les consigner sur un registre d'enquête mis à leur disposition à la mairie aux jours et heures susvisés, soit à les adresser au commissaire enquêteur en mairie.

M. Denis LEROUX, commissaire enquêteur, recevra à la mairie les 7 avril 2015 de 9 heures à 12 heures, 20 avril 2015 de 9 heures à 12 heures, et 7 mai 2015 de 14 heures 30 à 17 heures 30.

Le rapport du commissaire enquêteur ainsi que ses conclusions motivées seront tenus à la disposition du public à la mairie, un mois après la clôture de l'enquête.

Le Maire de Pont à Marcq,

Daniel CAMBIER,

90022276

**Envoyez vos annonces par e-mail :
al@gazettenpdc.fr**

AVIS ADMINISTRATIFS



**PRÉFECTURE DU NORD
Direction des relations
avec les collectivités territoriales
Communes d'ILLIES et de SALOMÉ**

AVIS D'ENQUETE

Enquête publique unique sur le projet de requalification de la RD 141 entre les communes d'illies et de Salomé, comportant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire et une enquête sur la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire.

Le public est informé qu'il sera procédé pendant 34 jours consécutifs, soit du lundi 27 avril au samedi 30 mai 2015, à une enquête publique unique portant sur la requalification de la RD 141 entre les communes d'illies et de Salomé.

Le projet de requalification de la RD 141 s'inscrit dans un programme global comprenant également la création d'une zone de développement économique dite « d'illies-Salomé » il a vocation à offrir une nouvelle desserte à la zone d'activité d'illies-Salomé et permettre d'assurer une liaison directe entre les communes d'illies et de Salomé.

La RD 141 traverse des espaces ruraux. Bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, elle constitue un maillage secondaire du territoire. Actuellement, elle est interdite à la circulation pour raisons de sécurité. La requalification consistera à élargir la chaussée, corriger les virages et créer un cheminement doux (piste cyclable ouverte aux piétons).

Les commissaires-enquêteurs, désignés par le président du tribunal administratif de Lille, pour conduire l'enquête sont :

Titulaire : M. Maurice NAYE, consultant en organisation, retraité.

Suppléant : M. Philippe COULON, commandant de police, retraité.

À l'issue de l'enquête, le préfet du Nord statuera sur :

- la déclaration d'utilité publique du projet de requalification de la RD 141 valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire sur le territoire des communes d'illies et de Salomé,

- la possibilité des terrains nécessaires à la réalisation du projet susmentionné.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête unique, comportant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, et présenter ses observations sur les registres d'enquête ouverts à cet effet et déposés dans les locaux de chacune des mairies concernées par le projet pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies.

Les observations pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête, par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-nord-enquetespubliques@nord.gouv.fr ou par courrier postal adressé à l'attention du commissaire-enquêteur en mairie de Salomé, sise 7 rue Pasteur 59496 Salomé.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet du Nord, Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière, 12, rue Jean Sans Peur - CS 20003 - 59039 Lille Cedex.

L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, figurant tous deux au dossier d'enquête seront également consultables en préfecture du Nord, dans les locaux de la Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière et sur le site internet de la préfecture, à l'adresse <http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique>

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public :

- en mairie de Salomé (siège de l'enquête) :

le lundi 27 avril 2015 de 9h00 à 12h00

le mercredi 6 mai 2015 de 14h00 à 17h00

le samedi 30 mai 2015 de 9h00 à 11h00

En mairie d'illies :

le jeudi 30 avril 2015 de 13h30 à 16h30

le lundi 11 mai de 9h à 12h

le mercredi 27 mai de 14h30 à 17h30

Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à Laurent DELOBEL, ingénieur infrastructures, Direction Espaces publics et voirie - Service voies nouvelles, ouvrages Métropole européenne de Lille, 1 rue du Bailon - CS 50749 - 59034 Lille cedex. Courriel : ldelobel@lillemetropole.fr - Tél : 03 20 21 27 82 ou 06 22 81 34 06.

À l'expiration du délai d'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public dans les locaux de chacune des mairies concernées, de la préfecture du Nord et de la métropole européenne de Lille. Ils seront également mis en ligne sur le site internet de la préfecture du nord.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire-enquêteur en adressant sa demande écrite à M. le Préfet du Nord - Direction des relations avec les collectivités territoriales - Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière - 12, rue Jean sans Peur - CS 20003 - 59039 Lille cedex.

Fait à Lille, le 30 mars 2015.

Pour le préfet et par délégation,
la directrice des relations
avec les collectivités territoriales :
Dominique JUREL

90023493

ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé



LILLE, le

11 JUIN 2015

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

AFFICHAGE N° 5446

Le Président de la métropole européenne de Lille, soussigné, certifie que
L'avis d'enquête publique

Ayant pour objet Enquête publique unique sur le projet de requalification de la RD 141 entre les communes de Illies et Salomé, comportant une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire et une enquête sur la mise en compatibilité du PLU Communautaire

A été porté du : 10/04/2015 AU 02/06/2015

à la connaissance du public par voie d'affichage effectué au rez de chaussée de l'Hôtel de la métropole.

Pour le Président,
La Responsable d'unité fonctionnelle


Anne
STIEVENART

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

**Arrêté préfectoral.
Nomination Tribunal administratif.
DUP ZAC – 2008.
Prorogation DUP ZAC.**

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*



PRÉFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des relations avec les
collectivités territoriales

Bureau de l'urbanisme et de
la maîtrise foncière

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**prescrivant l'ouverture d'une enquête publique unique sur le projet de requalification de la
RD 141 entre les communes de Illies et de Salomé, comportant une enquête préalable à la
déclaration d'utilité publique, une enquête parcellaire et une enquête sur la mise en
compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire**

Le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais
préfet du Nord
officier de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu l'ordonnance n°2014-1345 du 6 novembre 2014, rectifiée, relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu le décret n°2014-1635 du 26 décembre 2014 relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique,

Vu l'arrêté ministériel du 24 avril 2012 fixant les caractéristiques et les dimensions de l'affichage de l'avis d'enquête publique mentionnée à l'article R. 123-11 du code de l'environnement,

Vu le plan local d'urbanisme communautaire,

Vu la délibération n° 12 C 0753 du 14 décembre 2012 par laquelle le conseil de Lille métropole communauté urbaine (LMCU) tire le bilan de la concertation préalable relative au projet de requalification de la RD 141 et d'amélioration de l'accès au futur parc d'activité d'Illies-Salomé,

Vu la délibération n° 13 C 0142 du 12 avril 2013 par laquelle le conseil de Lille métropole communauté urbaine autorise sa présidente à solliciter l'ouverture de l'enquête publique unique relative au projet de requalification de la RD 141,

12-14, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE CEDEX
Tél : 03 20 30 59 59 - Fax : 03 20 57 08 02
Horaires d'ouverture et modalités d'accueil disponibles sur le site : www.nord.gouv.fr

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Vu la décision de la commission permanente du conseil général du Nord du 23 septembre 2013 autorisant Lille métropole communauté urbaine à mener, sur le réseau routier départemental, les études, les acquisitions foncières et les procédures réglementaires au nom du département dans le cadre de l'opération LLD036 – RD 141 – mise aux normes de largeur sur le territoire des communes d'Illies et Salomé,

Vu le projet de convention entre le département du Nord et la métropole européenne de Lille, précisant les modalités administratives, techniques et financières concernant la mise en œuvre des enquêtes publiques du projet de mise aux normes de largeur de la RD 141 sur le territoire des communes de Illies et Salomé,

Vu l'étude d'impact dans sa version du 20 mars 2014 soumise pour avis à l'autorité environnementale,

Vu l'avis émis le 9 juillet 2014 par la formation d'autorité environnementale du conseil général de l'environnement et du développement durable sur la requalification de la RD 141 entre Illies et Salomé,

Vu la notice complémentaire en réponse aux observations du conseil général de l'environnement et du développement durable susmentionné,

Vu le procès verbal de la réunion des personnes publiques associées du 5 février 2015 au cours de laquelle le dossier de mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire intéressant les communes de Illies et de Salomé a été examiné conjointement,

Vu le dossier d'enquête unique constitué en application de l'article R. 123-8 du code de l'environnement,

Vu la décision n° E1500046/59 du 10 mars 2015 de la présidente du tribunal administratif de Lille,

Considérant que le commissaire-enquêteur a été consulté sur les modalités de déroulement de l'enquête,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Gilles BARSACQ, secrétaire général de la préfecture du Nord,

Sur proposition du secrétaire général ;

ARRÊTE

Article 1^{er}- Il sera procédé pendant 34 jours consécutifs, du **lundi 27 avril au samedi 30 mai 2015**, à une enquête publique unique sur le projet de requalification de la RD 141 entre les communes de Illies et de Salomé.

Le projet de requalification de la RD 141 s'inscrit dans un programme global comprenant également la création d'une zone de développement économique dite « d'Illies-Salomé ». Il a vocation à offrir une nouvelle desserte à la zone d'activité d'Illies-Salomé et permettre d'assurer une liaison directe entre les communes d'Illies et de Salomé.

La RD 141 traverse des espaces ruraux. Bordée de quelques habitations isolées et d'un hameau, elle constitue un maillage secondaire du territoire. Actuellement, elle est interdite à la circulation pour raisons de sécurité.

La requalification consistera à élargir la chaussée, corriger les virages et créer un cheminement doux (piste cyclable ouverte aux piétons).

Article 2 – L'enquête publique portera sur :

- l'utilité publique du projet de requalification de la RD 141,
- l'état et plan parcellaires nécessaires à la réalisation du projet,
- la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire sur le territoire des communes de Illies et de Salomé.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

A l'issue de l'enquête publique unique, une déclaration d'utilité publique valant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme communautaire pourra, le cas échéant, être prononcée par le préfet du Nord. Par la suite, un arrêté préfectoral de cessibilité pourra conduire au prononcé, par la juge en charge de l'expropriation dans le département du Nord, d'une ordonnance d'expropriation intéressant les parcelles non acquises à l'amiable par le requérant et utiles à la réalisation de l'opération susmentionnée.

Article 3 - Les commissaires-enquêteurs, désignés par la présidente du tribunal administratif de Lille, pour conduire l'enquête sont :

- Titulaire : M. Maurice NAYE, consultant en organisation, retraité
- Suppléant : M. Philippe COULON, commandant de police, retraité

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations :

en mairie de Salomé (siège de l'enquête) :

- le lundi 27 avril 2015 de 9h00 à 12h00
- le mercredi 6 mai 2015 de 14h00 à 17h00
- le samedi 30 mai 2015 de 9h00 à 11h00

En mairie de Illies

- le jeudi 30 avril 2015 de 13h30 à 16h30
- le lundi 11 mai de 9h à 12h
- le mercredi 27 mai de 14h30 à 17h30

Article 4 - Par décision motivée, le commissaire-enquêteur pourra, après information du préfet du Nord, prolonger la durée de l'enquête pour une durée qui, en tout état de cause, ne pourra excéder deux mois.

Article 5 - L'avis d'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et pendant toute sa durée par voie d'affiches et, éventuellement, par tous autres procédés à la diligence :

- du président de la métropole européenne de Lille, dans les locaux de l'hôtel de la métropole, 1, rue du Ballon à Lille,
- du président du département du Nord, à l'hôtel du département,
- des maires de Illies et de Salomé, sur les panneaux officiels de leurs mairies respectives prévus à cet effet et sur le territoire de leur commune,

La Métropole européenne de Lille, à l'initiative de la requalification de la RD 141, procédera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation des travaux de façon à être visibles et lisibles depuis la voie publique. Les affiches doivent être conformes aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012.

L'accomplissement de ces mesures de publicité sera constaté par un certificat daté et signé du président de la métropole européenne de Lille, du président du département du Nord et de chacun des maires concernés, ou de leurs représentants respectifs.

Cet avis sera également publié, par mes soins, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Il sera de même publié sur le site internet de la préfecture du Nord, à l'adresse suivante :
<http://www.nord.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement/Information-et-participation-du-public/Declarations-d-utilite-publique>

Article 6 - Un exemplaire du dossier d'enquête unique constitué conformément aux dispositions de l'article R123-8 du code de l'environnement et comportant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale, ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés dans les locaux des mairies de Illies et Salomé.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Le public pourra prendre connaissance des dossiers et consigner éventuellement ses observations sur les registres ouverts à cet effet, pendant la durée de l'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture des mairies énoncées ci-dessus.

Les observations pourront également être adressées, pendant toute la durée de l'enquête, par courriel à l'adresse électronique suivante : pref-drct-enquetespubliques@nord.gouv.fr ou par courrier postal adressé à l'attention du commissaire enquêteur en mairie de Salomé, sise 7 rue Pasteur 59496 SALOMÉ, où elles seront tenues à disposition du public.

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête auprès du préfet du Nord, Direction des relations avec les collectivités territoriales, Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière, 12, rue Jean Sans Peur – CS 20003 - 59039 Lille Cedex.

L'étude d'impact ainsi que l'avis de l'autorité environnementale, figurant tous deux au dossier d'enquête seront également consultables en préfecture du Nord, dans les locaux de la direction des relations avec les collectivités territoriales, bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière et sur le site internet de la préfecture, à l'adresse figurant à l'article 5 du présent arrêté.

Article 7 - Préalablement à l'ouverture de l'enquête parcellaire, notification individuelle du dépôt du dossier à la mairie sera faite par la métropole européenne de Lille, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, aux propriétaires figurant sur la liste établie conformément à l'article R.131-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, lorsque leur domicile est connu d'après les renseignements recueillis par l'expropriant ou à leurs mandataires, gérants, administrateurs ou syndics.

En cas de domicile inconnu, la notification sera faite en double copie au maire de la commune concernée, Illies ou Salomé, qui en fera afficher une, et, le cas échéant, aux locataires et aux preneurs à bail rural.

Article 8 - Toutes informations techniques relatives au projet pourront être demandées à :

- Laurent DELOBEL, ingénieur infrastructures,
Direction Espaces publics et voirie - Service voies nouvelles, ouvrages
Métropole européenne de Lille, 1 rue du ballon – CS 50749 – 59034 LILLE CEDEX
courriel : ldebel@lillemetropole.fr - Tél :03-20-21-27.82 ou 06.22.81.34.06

Article 9 - A l'expiration du délai d'enquête, les registres d'enquête seront transmis sans délai au commissaire-enquêteur et clos par lui.

Dès réception des registres et documents annexés, le commissaire-enquêteur rencontrera, dans la huitaine, les responsables du projet et leur communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Les responsables du projet disposeront d'un délai de quinze jours pour produire leurs observations éventuelles.

Le commissaire-enquêteur établira un rapport unique relatant le déroulement de l'enquête et examinera les observations recueillies pour l'ensemble des volets de l'enquête. Il consignera, dans des documents séparés, au titre de chacune des enquêtes initialement requises ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire-enquêteur transmettra au préfet du Nord, dans un délai de trente jours à compter de la clôture de l'enquête, l'ensemble du dossier d'enquête accompagné des registres et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la présidente du tribunal administratif de Lille.

Article 10 - Dès réception, copie du rapport et des conclusions seront adressées par le préfet du Nord au président de la métropole européenne de Lille et aux maires de Illies et de Salomé.

*ENQUETE PREALABLE à la DECLARATION d'UTILITE PUBLIQUE
REQUALIFICATION de la RD141
Entre les communes de Illies et Salomé*

Ces documents seront tenus pendant un an à compter de la clôture de l'enquête, à la disposition du public dans les locaux de chacune des mairies concernées, de la préfecture du Nord et de la métropole européenne de Lille. Ils seront également mis en ligne sur le site Internet de la préfecture du nord (à l'adresse mentionnée à l'article 5 du présent arrêté).

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur en adressant sa demande écrite à Monsieur le préfet du Nord – Direction des relations avec les collectivités territoriales – Bureau de l'urbanisme et de la maîtrise foncière – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 Lille Cedex.

Article 11 - Le présent arrêté sera notifié au président de la métropole européenne de Lille, au président du département du Nord et aux maires des communes de Illies et de Salomé. Copie sera adressée aux commissaires-enquêteurs.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord.

Article 12 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord, le président de la métropole européenne de Lille, le président du département du Nord et les maires des communes de Illies et de Salomé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lille, le **19 MARS 2015**
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Gilles BARSACQ

CODES DE LOI

<p>Code de l'environnement. Code de l'urbanisme. Code l'expropriation.</p>
--